





Le Monde

# idées

## SE SOUVENIR

« Il y a dans l'oubli, écrit Gabriel Matzneff, une impiété horrible. » Ce sentiment se répand, à voir la force du courant qui pousse à la réhabilitation de l'histoire. L'histoire qu'il ne faut surtout pas, rappelle Jean-François Profichel, confondre avec la légende. Ni, demandent Suzanne Citron et Daniel Hemery, mettre au service du chauvinisme. Histoire qu'il faut, tout au contraire, étendre, pour Jeanne Delobau, à celle de l'humanité.

Il est bien regrettable que les professionnels de l'histoire, de la politique et de la télévision, qui ont débattu en chœur de « l'effacement de l'histoire », n'aient posé aucun problème historiographique et critique, qui fissent l'objet de débats nombreux, durant les années 70, autour d'un certain nombre de mouvements, revues et groupes de réflexion [1].

Voilà-t-on en revenir à l'ambiguïté de la défense de l'enseignement de l'histoire, qui remonte au moins à la fondation de la Société des professeurs d'histoire (1910) et qui mêle étroitement — et inconsciemment — un discours purement corporatiste (défense du statut) et identitaire (défense du moi enseignant l'histoire) à une conception magico-mystique de l'histoire, cette dernière exultant tout d'abord d'être vis-à-vis de la frange historique traditionnelle des programmes et des manuels [2].

Pourtant l'histoire scolaire « elle-même une histoire », qui explique la façon dont elle a été conceptualisée et écrite. L'école républicaine a été la mise en place, par Lavisse, de l'histoire de nos

## Une régression intellectuelle

par SUZANNE CITRON (\*) et DANIEL HEMERY (\*\*)

« grands-pères », celle de la patrie, de l'Etat-nation et de la République, ces réalités qui structuraient l'ancien mode de domination sociale de notre bourgeoisie, tout comme le catholicisme républicain et la mythologie patriotique coïncidaient avec la mission sacrée de ces « hussards noirs » de la République qu'étaient les instituteurs [3].

Dans le secondaire, l'organisation des programmes autour des grandes périodes : Antiquité-Moyen Age-Histoire moderne-Histoire contemporaine, durant le second moitié du dix-neuvième siècle, s'est faite dans un contexte qui a mêlé étroitement une conception positiviste de l'histoire-objet scientifique, une coloration culturelle humaniste, c'est-à-dire européenne et occidentale, et des connotations idéologiques (la France Etat-nation investie d'une mission supérieure ; la légitimation de l'école de cet Etat-nation, occultant l'existence des classes ou des ethnies dominées ; la supériorité de la culture occidentale sur toutes les autres, etc.). En fait l'histoire est tout aussi « sainte » pour les héritiers de Lavisse et de Sagnat que pour nombre de ceux qui se réclament de Marx, et le détachement inconscient de la « mémoire » de l'Etat-nation est tout aussi dogmatique que l'entêtement exclusif à la seule « lutte des classes ».

Quo Michel Debré et Jean-Pierre Chevènement, l'un comme l'autre farouches jacobins, se réclament d'opisthologues de l'histoire scolaire traditionnelle, d'une analyse critique du type de mémoire que l'Etat républicain a imposé par ses programmes, n'a rien qui nous étonne. Mais il faut bien constater que des historiens professionnels, tenus par surcroît de la nouvelle histoire, font preuve de la même cécité, on ne s'interroge pas publiquement sur l'écriture de l'histoire enseignée à l'école. On sait pourtant combien celle-ci a pesé,

à travers les hommes qui l'avaient intériorisée, sur l'effacement du pacifisme de la II<sup>e</sup> Internationale et la formation de l'Union sacrée en août 1914, ou sur le mythe d'un Algérie française, d'indépendance en 1954, face à la « rébellion » algérienne, par la quasi-totalité de la classe politique et la majorité de l'opinion. Ces historiens éminents ne vont pas jusqu'à suggérer que la mémoire est épolitique, neutre ? Mais toute mémoire humaine est épolitique, et toute « histoire » est énoncée qui ne peut être totalement objective, puisqu'il est dit par un sujet et reçu par un autre, il est évident que la régression intellectuelle, dans laquelle se sont enfoncés les établissements de l'histoire et de la politique, après les débats passionnés et passionnants des années 70, sur les rapports entre histoire et pouvoir.

De nombreux enseignants du secondaire et du primaire, des étudiants se sont sentis alors concernés. Comment pourraient-ils l'être aujourd'hui, alors que ceux qui disposent du monopole de la parole, les grands et les mandarins — qu'ils soient tenants de la nouvelle ou de l'ancienne histoire — affichent une sereine indifférence à l'égard des conditions et des problèmes réels auxquels les enseignants sont confrontés dans les écoles, les collèges et les lycées, et qui n'ont plus aucun rapport avec les souvenirs d'anciens « bons élèves » d'hommes politiques comme MM. Debré, Chevènement, ou d'historiens comme E. Le Roy Ladurie. Il est navrant et scandaleux que quelqu'un ait osé réduire les problèmes de l'école à « l'augmentation du nombre des enseignants » (4), il est patent — un décalé à l'apogée — sur la nouvelle histoire l'a montré — que les chercheurs n'ont ni le désir ni le temps de s'interroger sérieusement sur ce qui pourrait être à l'école une autre trame historique que celle de l'histoire de l'eurocratisme du monde et de la légitimité de l'Etat-nation.

Aux questions pertinentes posées par André Fontaine [5] sur la nécessaire mise en question d'une histoire chauvine qui nourrit une mémoire nationaliste ou raciste, personne ne semble avoir répondu. Nous espérons, pour notre part, que les enseignants du primaire et du secondaire sauront faire entendre l'interrogation majeure qui est la leur : comment former chez les enfants et les jeunes d'aujourd'hui un autre regard sur le monde que celui des pères de la République et d'une compréhension des problèmes de l'humanité actuelle, qui écarte les idéologies sociales et intégrales entre les peuples, modèles de développement, destruction accélérée du milieu écologique élaboré par les sociétés passées, aspirations culturelles, génocides, totalitarismes. Ce n'est certes pas le rétablissement de l'histoire traditionnelle d'un Etat français au-dessus de tout soupçon et d'un Occident « avancé » supérieur au reste du monde « arriéré », qui répondra à leur demande.

Alors que l'histoire se dit, la légende se raconte. Même lorsqu'on les lit, on se figure comme un feu, avec un vieux homme qui regarde danser les flammes, qui se souvient et qui parle. Il se souvient de lui en train d'écouter un vieil homme qui lui ressemble raconter la légende, et, à son tour, il la raconte. Autour de lui, plusieurs visages, tendus, sont comme attirés par le feu. Ils écoutent et se taisent, fasciés. Peut-être un jour, de leur cercle sortira l'homme qui racontera. Et puis, la légende finie, il s'en va. Mais chacun garde un peu de chaleur et de terreur au fond de son cœur. Terreur du surmural, terreur du faible confronté à un puissant. Chaleur d'appartenance, du sentiment d'appartenance à un groupe de ceux qui savent la légende. Chacun sait que, comme les autres, il a peur, mais qu'ensemble, ils n'ont plus peur. L'identification à l'héros est immédiate.

Dans l'histoire, on a toujours à choisir son camp. La légende nous impose notre choix. Comment ne pas être Lancelot face au cavalier noir, comment ne pas être Cadmus face au Sphinx. La légende vient de partout et de nulle part, elle circule et nul ne sait ses origines. Elle se répand comme la peste, bouleversant parfois les esprits sur son passage. Plus qu'une réflexion comme l'histoire, c'est une réaction par rapport à l'action. Réaction souvent enthousiaste puisquelle magnifie souvent. C'est la libération de tout le rêve qui est sous-jacent à l'histoire, c'est l'émerveillement de la lutte et souvent du triomphe de l'homme seul, face à l'autre, à la nature, aux dieux.

La légende est le symbole des angoisses profondes des peuples. A travers elle apparaissent les grandes luttes idéologiques. En créant un héros presque surhumain, elle répond au besoin de synthèse qu'éprouve l'espèce. Elle ouvre les portes du rêve.

## Les portes du rêve

par JEAN-FRANÇOIS PROFICHEL (\*)

L'HISTOIRE, comme le temps, est une sorte de masque. L'homme voudrait un monde cyclique où tout bougerait mais reviendrait à son point de départ. La vie serait alors plus facile : il suffirait d'apprendre un rôle enseigné par l'histoire. Mais il n'y a pas de retour éternel. C'est de voir la face que de croire en cet univers presque immobile. Si Bonaparte n'avait pas cherché à reconstruire l'empire de Rome et si Napoléon n'était pas, comme les Césars, tombé dans la mégalomanie, peut-être un homme ne serait-il pas mort seul et oublié à Sainte-Hélène. Il a été mis au piège de l'histoire. En étudiant le passé, il se définit à l'avenir. L'histoire, si elle est prise dans un sens utilitaire, emprisonnée dans la convention, annule l'initiative puisque l'action présente nécessite une certaine liberté de pensée. C'est pour cela que faire de l'histoire implique le refus d'une application théorique ou pratique de son savoir. L'histoire commente l'homme à travers le temps, elle ne doit pas lui servir à agir, parce que c'est l'homme qui fait l'histoire et non l'histoire qui fait l'homme. « La réalisation apporte un imprévisible rien qui change tout », disait Bergson en opposant deux visions de l'histoire. L'une cherchant à expliquer le passé, l'autre à chercher dans l'œuvre dramatique elle-même et non dans son esthétique personnelle les intuitions à respecter et les suggestions à suivre pour recréer. Il obéit, alors que le « faiseur de légende » désobéit

à l'homme. L'homme est seul, perdu autour d'une infinité de miroirs qui le reflètent tous sous des angles différents. Les images qu'en donnent « les » histoires sont toutes différentes, alors que la légende en donne une image unique.

L'histoire a le plus souvent recours à un principe de causalité pour classer et expliquer les événements, les causes étant leurs conditions. Mais elle déduit elle-même ce principe. Comment expliquer, en considérant qu'il ne peut y avoir plus dans l'effort que dans la cause, le rapport de Léonard de Vinci et de la Joconde. Le peintre était génial, la toile est et sera toujours géniale.

L'homme est seul, perdu autour d'une infinité de miroirs qui le reflètent tous sous des angles différents. Les images qu'en donnent « les » histoires sont toutes différentes, alors que la légende en donne une image unique.

L'histoire a le plus souvent recours à un principe de causalité pour classer et expliquer les événements, les causes étant leurs conditions. Mais elle déduit elle-même ce principe. Comment expliquer, en considérant qu'il ne peut y avoir plus dans l'effort que dans la cause, le rapport de Léonard de Vinci et de la Joconde. Le peintre était génial, la toile est et sera toujours géniale.

### Un metteur en scène

Les causes expliquent ce qui rend l'événement possible, ce qui le fait réel leur échappe. Le peintre génial fait une toile géniale, mais qui pourrait dire pourquoi la Joconde nous paraît vivante, ou ce qui fait le mystère de ses yeux ? L'histoire ne nous explique que la légende de l'histoire. L'historien est un honnête metteur en scène qui cherche dans l'œuvre dramatique elle-même et non dans son esthétique personnelle les intuitions à respecter et les suggestions à suivre pour recréer. Il obéit, alors que le « faiseur de légende » désobéit

au temps, à la vraisemblance, à nous lecteurs qui n'aimons pas être choqués ou qui, du moins, aimons être prévenus. L'histoire a un rôle social que la légende n'a pas. Elle est une œuvre de fiction, elle est une œuvre de fiction, elle est une œuvre de fiction. Elle est une œuvre de fiction, elle est une œuvre de fiction, elle est une œuvre de fiction.

## Pour une histoire de l'humanité

par JEANNE DELOBEAU (\*)

Le plus en plus nombreux sont, à l'époque moderne, ceux qui manquent de maturité et n'ont que de faibles pouvoirs de contrôle, sur eux-mêmes, ils ne dirigent pas leur vie et d'égèrent en errances diverses, échecs et semi-échecs, paraissent avec adhésion au chômage, à l'assistance, petits travaux et emplois occasionnels. Ils s'adonnent à la drogue, à la délinquance, au crime, en usant de plus en plus fréquemment de violence.

Ce comportement traduit une difficulté particulière d'adaptation, un mal de vivre, il est le fruit de notre civilisation industrielle et scientifique qui a balayé — au moins en leur forme — les anciennes structures d'équilibre et d'épanouissement. A notre époque, en effet, l'abondance industrielle masque la peine des hommes. Les moyens de production, la somme adossée et passée d'efforts individuels et collectifs dont ils résultent, sont ignorés. Les biens sont anonymes et d'origine inconnue. Dès lors, les notions de continuité humaine à travers les âges, de nécessaire solidarité contemporaine et, par suite, de nécessaire respect mutuel s'estompent. Elles imprègnent de moins en moins étroitement la conscience comme des données de fait. Elles conditionnent moins les comportements.

Ces notions deviennent le fruit de connaissances acquises et ne s'intègrent plus à la conscience que comme superstructures. Elles sont en conséquence de moins en moins répandues.

Sans doute, parallèlement à ce mode de vie technique et industriel, se sont développées les sciences de l'homme. Mais chacune est cloîsée sur elle-même et devient le chèque gardé de spécialistes trop souvent groupés en chapelles parfois politisées. Les individus et même les institutions subissent les applications — et les interprétations — de ces connaissances fragmentées. Ils sont sujets. Cette situation accroît le sentiment de désarroi individuel et d'incompréhension générale alors qu'une civilisation technique exige un sens civique signifiant en raison de l'essorissement et de la dispersion des pouvoirs qu'elle exerce.

Certes nul ne peut dominer ces sciences. Dès que les connaissances s'approfondissent et que des applications précieuses doivent être faites, les spécialisations sont inévitables. Mais ne pourrait-on concevoir un enseignement synthétique élémentaire qui donnerait à chacun le moyen de se situer — dans l'univers, dans le temps, dans sa vie, et qui démocratiserait l'avenir ? Ne pourrait-on concevoir une histoire synthétique élémentaire de l'humanité, avec, à chaque articulation, mise en lumière, dans toutes les disciplines, de ses dynamismes, des processus de falsification de ce qui initialement a pu paraître valeur ou force, des étapes de progrès et de leurs

conséquences sur la vie quotidienne de l'homme ordinaire. Le plan chronologique serait simple.

Préface : La galaxie, les premiers hommes, leurs mythes dans le milieu : terre, flore, climat.

1) L'ascension.

2) Le retour au monde du XX<sup>e</sup> siècle avec mise en lumière :

a) de la domination sur la nature ;

b) de la passion du « pouvoir » de vie ;

c) de la domination sur la nature ;

d) de la passion du « pouvoir » de vie ;

e) de la domination sur la nature ;

f) de la passion du « pouvoir » de vie ;

g) de la domination sur la nature ;

h) de la passion du « pouvoir » de vie ;

i) de la domination sur la nature ;

j) de la passion du « pouvoir » de vie ;

k) de la domination sur la nature ;

l) de la passion du « pouvoir » de vie ;

m) de la domination sur la nature ;

n) de la passion du « pouvoir » de vie ;

o) de la domination sur la nature ;

p) de la passion du « pouvoir » de vie ;

q) de la domination sur la nature ;

r) de la passion du « pouvoir » de vie ;

s) de la domination sur la nature ;

t) de la passion du « pouvoir » de vie ;

u) de la domination sur la nature ;

v) de la passion du « pouvoir » de vie ;

w) de la domination sur la nature ;

x) de la passion du « pouvoir » de vie ;

y) de la domination sur la nature ;

z) de la passion du « pouvoir » de vie ;

## LA FEMME D'ATHOS

par GABRIEL MATZNEFF

« QUOI ! Planchet ! s'écrie Athos. M. d'Aragnan serait-il donc si ? — Me voici, ami ! me voici, cher Athos », dit d'Aragnan en baissant et presque chancelant.

Ce chapitre des retrouvailles de d'Aragnan et d'Athos, dans *Vingt ans après*, est un des plus beaux, un des plus émouvants de la littérature française. Nous le connaissons par cœur, mais, chaque fois que nous le relisons, les larmes nous montent aux yeux. Vingt ans après est d'ailleurs, de bout en bout, un livre sublime, et les pages sur le visite d'Athos et de Raoul de Bragelonne à Saint-Donis, sur la réconciliation des quatre anciens mousquetaires place Royale, le chapitre intitulé « Un dîner d'autrui », celui sur la mort du roi Charles I<sup>er</sup> d'Angleterre nous bouleversent aujourd'hui comme ils nous bouleversèrent quand nous les découvrîmes, à l'âge de onze ans.

Autant et plus encore, car, si sensible qu'il soit, un petit garçon ne peut que présenter ce qu'il y a de véritable dans ce que Dumas écrit de l'émul, de l'émou, de la politique, du temps qui s'écoule. Ainsi, par exemple, le pessimisme d'Athos, son désenchantement, nous captivent, car ils jetaient une lueur implacable sur ce que nous sommes et ce que nous sommes. Autant et plus encore, car, si sensible qu'il soit, un petit garçon ne peut que présenter ce qu'il y a de véritable dans ce que Dumas écrit de l'émul, de l'émou, de la politique, du temps qui s'écoule. Ainsi, par exemple, le pessimisme d'Athos, son désenchantement, nous captivent, car ils jetaient une lueur implacable sur ce que nous sommes et ce que nous sommes.

Ce sont les Trois Mousquetaires et Vingt ans après qui ont donné à beaucoup d'entre nous le goût de l'histoire ; mais, par là, l'histoire qu'on lit dans les livres, les amours d'Athos et de Milady, de d'Aragnan et de Mme Bonacieux, d'Aragnan et de la duchesse de Longueville, nous ont fait découvrir, à un âge où l'on est d'ordinaire lendu vers l'avenir, la passion de la mémoire et le sens du passé, de notre passé. Il faut se méfier des gens qui ne tiennent pas leur passé, qui effectuent de l'oublier, du nier : ce sont toujours des âmes basses, et des âmes basses, le passé est aussi vivant que le présent. Il y a dans l'oubli une impiété horrible, et prétendre « tourner la page » est une obscène naïveté. La noblesse, c'est la fidélité. Un homme doit demeurer fidèle aux maîtres qui ont éclairé son adolescence, aux femmes qu'il a aimées, aux amis disparus. C'est une mauvaise et bien vaine action que de renier durant le jour les spectres qui, de toute manière, nous visitent la nuit.

## Voici la nouvelle collection des bijoux italiens.



La Sicile le diamant de l'Italie

Demandez la brochure "Evasion" à votre agence de voyage ou à **EVASION** 5 bd des Capucines, 75002 Paris Tél. 266.46.50

Le Monde

LA V

## Les décl

Les décl... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)

### Deux ans d'avanc

Deux ans d'avanc... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)

Deux ans d'avanc... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)

Deux ans d'avanc... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)

Deux ans d'avanc... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)

Deux ans d'avanc... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)

Deux ans d'avanc... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)







# AMÉRIQUES

## Pérou

AUX ÉLECTIONS GÉNÉRALES DU 18 MAI

### L'ancien président Belaunde affronte le nouveau dirigeant de l'APRA, M. Villanueva

Correspondance

Des élections ont lieu le dimanche 18 mai pour désigner le prochain président du Pérou. Environ 6 400 000 électeurs, dont pour la première fois plus de 300 000 analphabètes et 39 000 Péruviens résidents à l'étranger, éliront également 60 sénateurs et 180 députés. La présence massive d'un électoral jeune — le droit de vote a été porté à dix-huit ans depuis les dernières élections générales, en 1963 — et les changements intervenus dans le pays depuis douze ans de régime militaire sont les éléments notables de ce scrutin.

Lima. — Après avoir assumé la direction du pays pendant douze ans, les militaires péruviens s'apprêtent à rendre le gouvernement aux civils. La perspective des élections présidentielles et parlementaires qui doivent avoir lieu le dimanche 18 mai ne déchaîne pas pour autant l'enthousiasme : sans doute est-ce parce que la plupart des analystes de droite, comme de gauche, craignent que le Pérou ne traverse une crise comparable à celle que la Bolivie a connue l'année dernière (1).

Aucun des partis ne semble pouvoir dépasser nettement les 30 % de votes exprimés, si l'on en croit les sondages, qui font état cependant de plus de 50 % d'indécis.

Or la Constitution promulguée en juillet dernier précise que, pour l'empêcher d'être élu, un candidat doit réunir sur son nom ou moins 36 % des voix. Au cas où ce pourcentage ne serait obtenu par aucun des candidats, il reviendrait au Congrès d'élire le futur président parmi les deux candidats les mieux placés. En cas d'impasse, le président du Sénat assume les fonctions présidentielles.

Les deux principales personnalités en présence sont, d'une part, M. Armando Villanueva, candidat de l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA), dont il représente la tendance de gauche. M. Villanueva complète l'appui de la gauche par la participation de la droite, et il pense négocier un accord circonstanciel avec les partis proches de la social-démocratie et le parti communiste. Bien que disposant d'une majorité de sièges au Congrès, l'APRA y est en moins bonne posture que l'Action populaire. La mort, l'année dernière, de son fondateur, Vitor Raúl Haya de la Torre (qui avait dominé la vie politique péruvienne pendant cinquante ans) a laissé un parti profondément divisé. Les rivales entre libéraux et progressistes ont éclaté au grand jour, et la formation s'est affaiblie. Les libéraux de l'APRA s'opposent à un accord avec les partis de gauche, alors que, parmi ces formations, on redoute souvent les « attitudes fascistes » de l'APRA.

Le deuxième candidat sérieux est M. Fernando Belaunde Terry, ancien président renversé par le coup d'État du 3 octobre 1968 et leader du parti d'Action populaire (A.P.), qui devrait bénéficier au Parlement de l'appui de plusieurs petits partis de droite.

Cependant, le succès de l'APRA n'est pas dû à ses seules ressources financières. Le parti est soutenu depuis un demi-siècle, et l'exaltation de ses militants, qui frise parfois le fanatisme, est contagieuse.

M. Belaunde, en revanche, doit beaucoup plus à son rayonnement personnel qu'à l'appareil de son parti. Président de 1963 à 1968, il a

laissé le souvenir d'un homme tolérant, et démocrate. Son éloquence romantique, sa pondération, sa sensibilité et sa simplicité trouvant encore écho, malgré le passage des années.

Point commun entre les deux hommes : leur manque de définition doctrinale. Ils lancent des candidatures à toutes les classes sociales. La crise de l'emploi ? M. Villanueva s'engage à créer 450 000 postes pendant les six premiers mois de son gouvernement. M. Belaunde dit mieux : un million en un an !

Aux antipodes, M. Luis Bedoya Reyes, dirigeant du parti populaire chrétien (conservateur), présente un programme minutieux et cohérent. Si, comme on le suppose, ni M. Belaunde ni M. Villanueva ne peuvent remporter les élections le 18 mai, le désignation du président se jouera dans des négociations complexes. M. Bedoya sera en bonne position pour négocier les grandes lignes de son projet de gouvernement et apporter son soutien au Congrès à un des deux candidats entre le 18 et le 28 juillet, dates prévues pour le transfert de pouvoirs.

La gauche a perdu l'occasion de diriger le futur régime. Mais elle entend bien le contrôler en utilisant le manque de majorité claire au Congrès et en capitalisant le mécontentement populaire dans les rues, les usines et les campagnes. Ce mécontentement, qui demeure, s'est fait sentir de façon accrue ces dernières semaines : manifestations, occupations de locaux et grèves.

Les militaires ont perdu progressivement tout crédit après de l'opinion publique au cours des douze années pendant lesquelles ils ont assumé la direction. Mais ils restent convaincus de l'importance de leur mission comme garants de l'intégrité nationale.

Les observateurs sont d'accord pour dire que l'armée désire contrôler le nouveau régime en s'appuyant sur ses cadres et sur l'équipe de technocrates qu'elle a mise en place depuis plusieurs années. Un président « apaisé » pourrait accepter un contrôle discret de ce genre. Mais il est peu probable que l'ex-président Belaunde puisse s'y résoudre. Et les forces armées, elles-mêmes, cautionneront-elles un régime dont elles ont précipité la chute et dont le programme et les responsables sont interchangeables depuis 1968 ?

NICOLE BONNET.

(1) Les élections du 1<sup>er</sup> juillet 1979 n'ont pu départager les deux principaux candidats. MM. Paz Estigarribia et Stiles Gussone. Un mois après, le Congrès se trouvait face aux mêmes difficultés. Pour sortir de l'impasse, M. Gussone, alors président du Sénat, fut chargé provisoirement de la présidence jusqu'à ce qu'il soit renversé par le coup d'État du colonel Juan María Buech, le 1<sup>er</sup> novembre. L'officier lui-même fut renversé, quelques jours plus tard, face à une véritable insurrection populaire, à la tête de laquelle se trouvait le général Juan José Torres.

## Etats-Unis

EN LUI PROPOSANT UN DÉBAT PUBLIC

### Le sénateur Kennedy lance un nouveau défi au président Carter

De notre correspondante

New-York. — M. Kennedy a lancé un nouveau défi à M. Carter dans un discours prononcé jeudi 15 mai devant le club de la presse de Los Angeles. Il a demandé au président d'accepter un débat public avant la dernière série d'élections « primaires » qui auront lieu le 3 juin dans neuf Etats. S'il accepte ce débat, a poursuivi le sénateur, « je considérerai les résultats du 3 juin comme un référendum, et si le président se refuse, nous ne nous retirerons pas. Si c'est moi qui obtiens la course avec l'intention d'obtenir la nomination du parti démocrate ».

Un peu plus tôt, M. Kennedy avait déclaré à Albuquerque (Nouveau-Mexique) que, si M. Carter se refusait à accepter le débat, il aurait inévitablement lieu lors de la convention démocrate qui se tiendra à New-York à partir du 11 août.

Comme on pouvait s'y attendre, la Maison Blanche a diffusé jeudi après-midi un communiqué indiquant que M. Carter n'avait nulle intention d'entamer une discussion publique avec M. Kennedy.

La déclaration de guerre du sénateur a surpris. Il y a déjà plusieurs semaines que les deux candidats ne se ménagent plus. Mais, jeudi soir, plusieurs thèses étaient en présence : ou bien le sénateur a l'intention de mener sa course « au finish », bien qu'il n'ait, dans la meilleure des hypothèses, aucune chance d'arriver à la convention avec plus de mille deux cents ou mille trois cents délégués, alors que le candidat désigné doit en totaliser au moins mille six cents délégués. Cette stratégie accablait l'hypothèse selon laquelle M. Kennedy a l'intention de tenter un coup de force à la convention en obtenant que les délégués soient libres de leur choix, ce qui était leur position au moment des « primaires ».

Une autre hypothèse est que M. Kennedy tente une grande opération publicitaire avant le 3 juin, dans l'espoir de renforcer le soutien de son camp, dans l'Ohio et dans le New-Jersey où il a de nombreux supporters.

Enfin, certains observateurs pensent que cette déclaration de guerre marque la porte à un abandon honorable après le 3 juin.

L'affaire du débat manqué entre les deux concurrents date, en fait, du caucus de l'Iowa, en janvier, coup d'envoi de la campagne électorale. Le président avait alors accepté de participer, avec les deux autres candidats démocrates, MM. Kennedy et Brown, à un débat public organisé par le « Des Moines Register ». Le lendemain d'une confrontation entre les candidats républicains. Mais, quatre jours avant le date de la rencontre, la Maison Blanche annonça que le président jugeait qu'il était de son devoir de ne pas quitter Washington tant que les otages de Téhéran ne seraient pas libérés. Le débat ne se tint pas. M. Carter, depuis le scrutin de l'Iowa, M. Brown a déclaré forfait et le président totalisa, aujourd'hui, 1 659 délégués contre 82 à M. Kennedy.

testant les réactions américaines.

Il a ajouté que les contacts diplomatiques étaient plus importants que jamais et a déploré que, « depuis quatre ans, nous ne cessons d'obtenir des surprises en politique étrangère ». Nous n'aurions même pas obtenu l'appui des alliés que nous avions soutenus lors du blocus de Berlin et de la crise de Cuba.

Comme on lui demandait pourquoi il se considérait comme un meilleur président que M. Carter, M. Kennedy a répondu que la Maison Blanche avait besoin d'une « vision » qui permettrait d'« apporter espoir et inspiration au pays ». « Les Américains attendent avec impatience qu'on fasse appel à eux », a-t-il conclu.

Interrogé sur le point de savoir s'il accepterait de donner son soutien à M. Carter en cas où celui-ci obtiendrait la nomination du parti, ou s'il ne serait pas tenté d'appuyer plutôt M. Anderson, il s'est borné à répondre qu'il ne pourrait pas voter pour un candidat indépendant, malgré toute la sympathie qu'il porte au représentant de l'Illinois.

NICOLE BERNHEIM.

## Canada

### La question du référendum du 20 mai divise profondément la presse québécoise

De notre correspondant

Montréal. — Dérogeant à une tradition bien établie, l'Influence quotidienne montréalaise Le Devoir a décidé de ne pas prendre position sur le référendum du 20 mai. Comme la société québécoise, le Devoir est en effet très divisé. Le lundi 12 mai, il a publié quatre éditoriaux, trois pour le « oui » et un pour le « non ». Jusqu'en 1978, le Devoir affichait une ligne clairement fédéraliste, et son directeur était celui qui menait la bataille pour le « non » au référendum, M. Ryan.

Pour le rédacteur en chef du journal, M. Michel Roy, qui dit « nous sommes en principe à la droite politique (du Québec) assortie de l'association économique », la décision ne semble pas avoir été facile. Il reconnaît que le référendum pourra être une occasion historique de débattre le dossier constitutionnel et d'assurer l'égalité des deux peuples fondateurs du Canada.

Mais s'il reste favorable à une réforme en profondeur de la Constitution, il ne souscrit pas pour autant à la formule de souveraineté-association que le parti québécois (au pouvoir) voudrait

négoier avec le gouvernement fédéral, car, écrit-il, « un tel argument ne résisterait pas longtemps à l'épreuve des réalités inévitables ». Et l'échec pourrait conduire à l'indépendance du Québec, ce qui ne serait pas, à condition de procéder à « des réformes de structure », le Québec et le Canada trouveront leur intérêt et les meilleures conditions de leur épanouissement dans le cadre fédéral.

L'adjointe du rédacteur en chef croit de son côté que le Québec doit « donner un choc » au reste du Canada pour le forcer à accorder une meilleure place à la « Belle Province ». Les deux autres éditorialistes abondent dans le même sens et reprochent aux fédéralistes d'être « prisonniers d'une des plus formidables alliances du conservatisme ».

Un des éditorialistes de ce journal n'a cependant pas obtenu l'autorisation de publier un texte qu'il avait intitulé : « Je voterai « oui » le 20 mai ».

La Presse appellera ses lecteurs à voter « non », comme l'a déjà fait Le Droit, qui s'adresse à la population de l'ouest du Québec. Seul pour l'instant, le quotidien publié à Québec même a préféré annoncer qu'il ne prendrait pas position dans le débat.

La presse anglophone, farouchement opposée à la souveraineté-association, ne connaît guère de problème de conscience, et rejette depuis des mois le principe même du référendum.

Un cas paradoxal : celui du magazine québécois l'Actualité, qui appartient au puissant groupe de presse de Toronto Maclean-Hunter et qui est le seul à se prononcer pour le « oui » au référendum, tandis que son pendant anglophone vilipende le « catchemur » de la souveraineté-association.

BERTRAND DE LA GRANGE.

## El Salvador

Ecarité du commandement de l'armée

LE COLONEL MAJANO RESTE MEMBRE DE LA JUNTE

San-Salvador (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — Le colonel Majano reste membre de la junte, a-t-on appris le mardi 12 mai à San-Salvador. Porte-parole des jeunes officiers réformistes, il avait été remplacé, le 13 mai, par le colonel Abel Guzmán, également membre de la junte, réputé conservateur, comme commandant en chef des forces armées. On lui a attribué d'autre part, que la junte militaire et démocratique chrétienne a fait appel le jeudi 15, de la décision prise l'avant-veille par un juge militaire de libérer le commandant d'Abuison, un officier d'extrême droite accusé d'avoir participé à une tentative de coup d'État au début du mois.

## Nicaragua

LES ÉVÊQUES NE DEMANDENT PAS AUX PRÊTRES DE QUITTER LE GOUVERNEMENT

Managua (Nicaragua) (U.P.I.). — La conférence épiscopale nicaraguayenne a publié une déclaration, mercredi 14 mai, qui reprend les récents souhaits de Jean-Paul II demandant aux prêtres de ne pas briguer des postes politiques (le Monde du 10 mai). Les six évêques nicaraguayens affirment que « les prêtres, les religieux et les religieuses ne peuvent pas exercer un mandat politique sans une autorisation appropriée ». Ils ont toutefois ajouté que les six prêtres qui occupent des postes gouvernementaux — dont l'un, le Père Miguel d'Escoto, est ministre des Affaires étrangères, et un autre, le Père Ernesto Cardenal, est ministre des Affaires culturelles — peuvent décider pour eux-mêmes s'ils doivent démissionner ou non de leur poste.

# Le Monde

DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 18 mai

- Alcools et Bretons toujours.
- Les récits d'un chasseur de têtes.
- Dossier : l'énergie verte.

- La diabolique douceur de Poi Pot.
- Raymond et les Templiers.
- Des interlocuteurs pour les vieillards solitaires.
- Japon : les sous-lieutenants de l'entreprise.
- Irlande : quand la verte Erin devient noire.
- Retour à la maison en terre.
- Les balbutiements de la télé grand écran.
- Une interview de Georges Devereux, ethnopsychiatre.
- Histoire : deux généraux français à Dachau.
- La 3<sup>e</sup> mi-temps du rugby.

Une nouvelle d'Augusto Roa Bastos

## FRANCO SEMENZATO E.C. S.A.S.

SECTION ANTIQUITES

Caleodier des ventes aux enchères de mai-juin à Veduggia - Palazzo Giovannelli - Cannaregio 2232 - Telefono (041) 32060 - 700811.

SAMEDI 31 MAI, à 10 h 30

PORCELAINES ET MAJOLIQUES ITALIENNES ET EUROPÉENNES DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

Parmi celles-ci : importante collection de Bottger, Thiersse, Ferrier, Thiersse, Chioris III. Plateaux portant le poinçon Giorio avec une de Venise. Porcelaines de Vienne. Petite tasse avec l'écusson de la fabrique Cazzini. Un groupe de majoliques de Bassano du dix-neuvième siècle.

SAMEDI 31 MAI, à 15 h 30

GROUPE DE MAJOLIQUES ITALIENNES PROVENANT D'UNE COLLECTION PRIVÉE

A signaler, entre autres : vase toscan primitif. Plats toscans de famille gothique. Bols et bouciers du seizième siècle d'Orvieto et Viterbo. Plat céladon daté 1541. Plat lustre porcelaine Giorio à Gubbio et peint par Xanto Avelli. Coupe de Niccolò Peliporito. Coupe avec couvercle de Mastro Ludovico. Albarelles siciliennes du seizième siècle.

EXPOSITION : de samedi 24 à mercredi 28 mai 1980 de 10 heures à 13 heures et de 14 h. 30 à 19 h. 30

Catalogue sur les lieux.

501 1000



# Etats-Unis

## OSANT UN DÉBAT PUBLIC

### ody lance un nouveau défi

#### résident Carter

notre correspondant

Washington, 17 mai. — Jimmy Carter, président des Etats-Unis, a lancé un nouveau défi à son adversaire politique, le vice-président Gerald R. Ford, en annonçant qu'il se présentera à la présidence de la République à l'issue de son mandat.

Le président Carter a déclaré lors d'un discours à la télévision que, si son mandat se termine sans qu'il ait été réélu, il se présentera à la présidence de la République à l'issue de son mandat.

Il a également déclaré qu'il se présentera à la présidence de la République à l'issue de son mandat, si son mandat se termine sans qu'il ait été réélu.

Le vice-président Ford a réagi en déclarant qu'il ne se présentera pas à la présidence de la République à l'issue de son mandat.

Il a également déclaré qu'il ne se présentera pas à la présidence de la République à l'issue de son mandat.

# Canada

## La question du référendum du 20-21

### divise profondément la presse québécoise

Montréal, 17 mai. — La question du référendum du 20-21 mai, qui vise à déterminer si le Québec doit rester dans le Canada ou devenir un pays indépendant, a profondément divisé la presse québécoise.

Les journaux libéraux, tels que le *Journal de Montréal* et le *Journal de Québec*, ont soutenu le « oui » au référendum, tandis que les journaux conservateurs, tels que le *Journal du Québec* et le *Journal de la Nouvelle-France*, ont soutenu le « non ».

Les journaux ont également exprimé des opinions divergentes sur la façon dont le référendum doit être organisé et sur les conséquences possibles d'un « oui » ou d'un « non ».

Le débat a été particulièrement animé dans les journaux de la région de Montréal, où les opinions sont souvent très divergentes.

# El Salvador

## Incidents

### l'assassinat de l'ambassadeur

#### le crime de la capitale

San Salvador, 17 mai. — Un incident tragique a éclaté à San Salvador, la capitale du Salvador, le 17 mai. L'ambassadeur des Etats-Unis, Robert E. Murphy, a été assassiné par un groupe de guérilleros.

Le crime a été perpétré dans la capitale, où les guérilleros ont pénétré dans le quartier diplomatique et ont tué l'ambassadeur.

Les autorités salvadoriennes ont déclaré que les guérilleros ont également tué plusieurs autres personnes et ont volé des armes et des munitions.

Le crime a provoqué une grande émotion dans la capitale et a entraîné des mesures de sécurité renforcées.

# Maroc

## le crime de la capitale

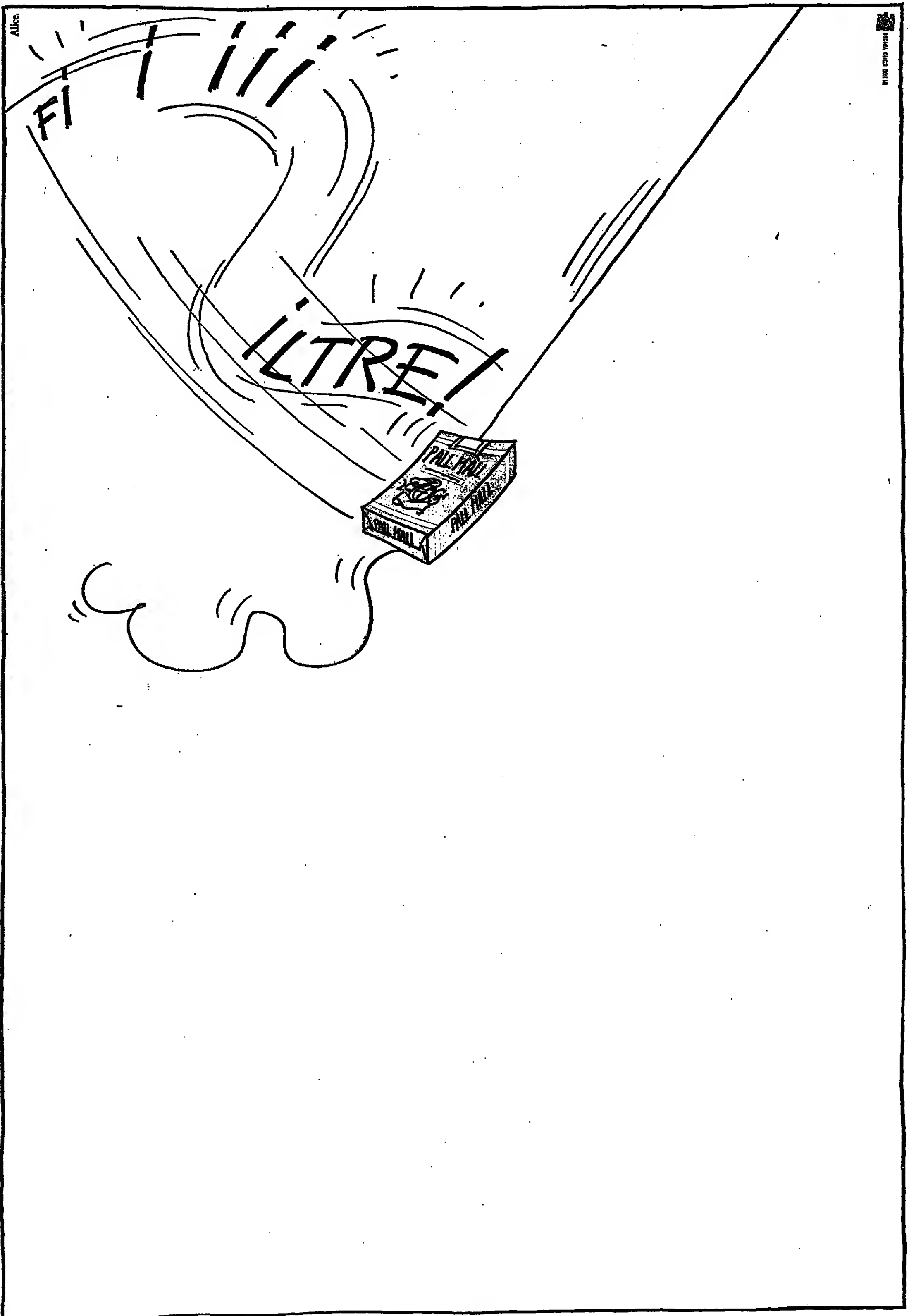
### le crime de la capitale

Rabat, 17 mai. — Un incident tragique a éclaté à Rabat, la capitale du Maroc, le 17 mai. Un groupe de personnes a pénétré dans le quartier diplomatique et a tué plusieurs personnes.

Le crime a été perpétré dans la capitale, où les personnes ont pénétré dans le quartier diplomatique et ont tué plusieurs personnes.

Les autorités marocaines ont déclaré que les personnes ont également volé des armes et des munitions.

Le crime a provoqué une grande émotion dans la capitale et a entraîné des mesures de sécurité renforcées.



PALL MALL: 20 cigarettes filtre et sans filtre.







## Notes-Unit

OSANT UN DEBAT PUBLIC  
ody lance un nouveau  
résident Carter

## I. — Le Pakistan, terre d'asile menacée

De notre envoyé spécial GÉRARD VIRATELLE

sept cent mille en avril représente l'un des chiffres les plus élevés de population déplacée au monde. Cependant ne pas leur donner asile est une erreur. Ces réfugiés sont souvent de mémoires sèches que les populations indiennes, les musulmans et les pakistanais. Les Pakistanais ne sont pas, en ce reste, pour une partie des migrants musulmans. Ils ont été forcés de fuir de l'actuelle Inde ? Tel est le cas du président Zia Ul Haq lui-même. L'islamabadi craint qu'ils ne soient une source d'insécurité s'installant dans une situation semblable à celle des Palestiniens. Afin d'éviter qu'ils ne deviennent une source de millions de populations généralement pauvres, les autorités et les organisations humanitaires réfléchissent à leur avenir et à leur activité. Cependant, les membres de la génération active ne restent généralement pas longtemps dans le pays d'accueil et repartent vers la patrie.

L'invasion de l'Afghanistan a placé sur la défensive la Pakistan tout en renforçant en quelque sorte le régime du général Zia Ul Haq, qui a trouvé ainsi un second souffle. Il est cependant condamné à rechercher des appuis extérieurs. En outre, une importante modification des rapports de forces, dont Moscou pourrait faire les frais, est en train de s'opérer en Asie du Sud, comme l'indiqua notre envoyé spécial.

Islamabad. — Un pays menacé par les Russes, les Afghans ? Le Pakistan ne paraît pas sur le pied de guerre. Il s'est même vu placer sous l'état d'urgence en raison de la crise afghane. Les Pakistanais ne se mobilisent pas, ils jouent pour s'occuper des tournois de cricket. En dépit du fait que l'armée soviétique patrouille à quelques dizaines de kilomètres de la frontière, le contrôle de celle-ci n'est encore que formel. Les Russes ne peuvent surveiller que quelques points des 2 400 kilomètres de la frontière de l'océan Indien aux confins de l'Himalaya en passant par le désert caillouteux du Balouchistan.

L'armée demeure, pour l'essentiel, tournée vers l'adversaire traditionnel indien, malgré l'amélioration des relations entre les deux pays.

Le Pakistan aurait-il à l'avance baissé les bras devant une éventuelle poursuite de la poussée soviétique ? N'y croit-il pas, ou a-t-il placé tous ses espoirs dans le règlement politique du conflit ? Il met tout en œuvre en tout cas pour éviter des incidents avec les forces soviétiques ou afghanes.

Il accueille avec une incontestable abnégation les réfugiés qui affluent en particulier après chaque opération de « nettoyage » en Afghanistan. Leur nombre,

Le Pakistan est devenu la terre d'asile des réfugiés et le sanctuaire des mouvements de résistance. Quand bien même l'auraient-elles souhaité, les autorités ne peuvent verrouiller la longue frontière. De plus, les responsables de mouvements islamiques comme le Hezbi Islami et le Jamiat Islami avaient déjà trouvé refuge à Peshawar avant le 7 avril 1979. Kabani (1) et son associé, d'autre part, ont cherché à susciter l'accueil. Ali Bhutto voulait s'assurer des gages en vue de conversations avec le régime du prince Daoud.

Les Algériens se trouvent au Pakistan dans une situation semblable, peut comparable à celle des Algériens en Tunisie et au Maroc pendant la guerre contre la France. Mais les combattants algériens sont sur le terrain. On ne peut pas dire que la résistance dispose d'un « grand arrière » comme le Pakistan n'agit pas avec ses « alliés » chinois, ses « stagiaires ».

Le Pakistan ne veut pas attirer les foudres de Moscou et paraît plus soucieux de renforcer son armée que de développer son pouvoir — que de fournir armes et entraînement aux guerilleros. Malgré les affirmations de la presse officielle, les vietnamiens savent sans doute que la fin éventuelle des « intérêts » pakistanais ne suffirait pas à compenser l'importance qui a commencé, non pas avec l'entrée de l'armée rouge en

décembre, mais peu après l'installation des communistes au pouvoir, en avril 1978.

Paradoxalement, ces événements sont venus renforcer le régime du général Zia Ul Haq, qui ne paraissait pas pouvoir se remettre de la pendaison du « leader du peuple », Ali Bhutto, et de l'instauration d'un régime politique. Certes, la population reste traumatisée, mais devant le danger extérieur, le gouvernement a obtenu un répit. Le Pakistan a été déclaré « zone de système à l'étranger, sans que pour autant le régime soit devenu, sur le plan intérieur, plus populaire.

Le chef de l'Etat est parvenu à procéder à des mises à la retraite — au terme normal de leur service — d'officiers occupant de hautes fonctions militaires et politiques et à des promotions et mutations assurant l'avancement d'éléments plus jeunes. Le ministre du travail et de la main-d'œuvre, le lieutenant général F. Ali Chishti, qui faisait figure d'émigré,

menée gâche et même de dauphin, et le lieutenant général Ghulam Hassan Khan, ministre de la production, frappés par la limite d'âge, ont dû résigner leurs fonctions. Les amertumes semblent d'ailleurs le premier cas, à Je n'ai progressé les activités de personnes à l'exception de moi », a pu dire le ministre de l'Intérieur, le général de l'Etat, en effet, aurait dû quitter l'armée en mai 1979, quelques semaines avant la pendaison d'Ali Baktiyar Khan. Mais, au moins de raisons que jamais de renvoyer à la direction de l'état-major de l'armée de terre. L'armée des troupes armées — et de l'administration de la loi martiale. L'armée est devenue la « principale force politique du pays », et s'il a interdit les partis, il a encouragé les partis politiques à la politique. Alors que nul observateur ne se hasarderait à prévoir, il y a un an, son maintien au pouvoir, il a pu maintenir plusieurs reprises du pays.

## Le soutien de la Chine

La guerre d'Afghanistan rend plus impératifs la modernisation et le renforcement des forces armées. Or l'économie est exsangue. Le pays ne sort pas de ses difficultés financières et doit emprunter à moyen terme auprès de banques internationales pour couvrir certaines échéances. Il est à la recherche de financements —

notamment auprès de pays arabes — pour redresser sa balance des paiements. Cette situation permet difficilement au Pakistan d'acheter — sans concours extérieur — des armements ou de lever de nouvelles divisions. Or il le fait absolument pour satisfaire les exigences de l'armée et sur le territoire de l'organisation gouvernementale — non seulement le président, mais les gouverneurs de chaque province et plusieurs ministres sont des militaires. D'où les demandes d'aide présentées par le Pakistan à la Chine et à quelques pays arabes.

Le Pakistan voudrait fabriquer notamment des chars T-55 chinois (modèle d'origine soviétique), dont il assure déjà l'entretien, lorsque aura été mis en route l'aciérie de Karachi installée avec l'assistance... des Soviétiques. Il serait acquéreur d'équipements neufs (avions de chasse, hélicop-

târes), son armée encore étant dotée de nombreux équipements démodés. Or laisser le Pakistan se réarmer, c'est pousser l'Inde, qui ne lésine pas sur les moyens en ce domaine, à en faire autant : on a vu avec quelle véhémence les Indiens ont dénoncé la décision de Washington de reprendre les livraisons d'armement à Islamabad. Alors, une telle loi ne peut

Certes, les Etats-Unis prennent en compte ces réactions, mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle ils ne s'attentent pas à abandonner à son sort le moins est-ce ainsi que les choses sont restées à Islamabad — leur ville « aliée » d'autrefois.

En fait, l'apparent « lâchage » américain pourrait s'expliquer par la seule volonté du Pakistan de se doter — en dépit des pressions de Washington — d'une « capacité nucléaire ». Autres raisons : la mise à sac de l'am-

base américaine à Islamabad, en novembre 1978, le peu de sympathie éprouvé à Washington pour le général Zia — son remplacement duquel travaillaient certains milieux américains; le fait, enfin, que les Américains, qui se sont brûlés les doigts en Iran, peuvent difficilement s'en-

gager à soutenir à fond un régime et des résistants « islamiques » qui ne leur inspirent pas une grande confiance.

L'administration américaine semblait avoir oublié tout cela lorsque après l'invasion de l'Afghanistan, elle a annoncé son intention d'aider le Pakistan. La relation montagne a accouché d'une souris. Les Pakistanais se retrouvent les mains vides et humiliés. « Les Américains nous ont fait des «broutilles», selon le général Zia — des offres d'aide américaine au regard de leurs «besoins», qui ne dépassent pas 100 millions de dollars, alors qu'il faut au moins quatre milliards de dollars du point de vue économique et militaire (2). Or Washington a récemment proposé 400 millions de dollars pour aider le Pakistan et invité plusieurs pays du Golfe (Koweït, Émirats arabes unis, Arabie Saoudite), la R.F.A. et le Japon à supporter le reste du effort.

Les Pakistanais auraient voulu qu'à la faveur de la crise afghane fût réactivé et renforcé un traité signé avec les Américains en 1959 et aux termes duquel les Etats-

« L'Union soviétique, en cas d'agression contre le Pakistan, a prendre des « mesures appropriées », y compris l'usage de la force ». Mais il est estimé que ce traité n'a pas été conclu pour servir de prétexte aux États-Unis d'envoyer des troupes secourir à l'occasion de deux conflits avec l'Inde, en 1965 et 1971. C'est pourquoi Islamabad ne croit pas que les nouvelles dispositions soient ajoutées au traité, mais afin qu'il soit spécifié que les forces américaines défendront le Pakistan en cas d'agression étrangère. Une telle clause pourrait être compatible avec l'appartenance du Pakistan au mouvement des non-alignés. Se déchargeant de sa responsabilité, le gouvernement américain répondra au Congrès : « Nous ne donnerons pas aval... ». En conclusion, nous déclarons un conseiller du général Zia, ne comprennent pas notre système de valeurs ; nous ne sommes pas prêts à accepter le monde musulman en tant que tel, ce qui serait la meilleure manière d'endiguer le communisme. »

(1) Voir le Monde du 3 avril 1980.  
(2) Les Pakistanais désirent acquérir deux Etats-Unis des avions de combat très perfectionnés F-15 ou F-16, mais les Américains ne leur proposent que le F-5, beaucoup plus ancien, ainsi que du matériel de communications.

En fait, le Pakistan — comme les résidents algériens — craint les traits des divisions de l'administration américaine sur la politique à suivre dans cette partie du monde, de son attentisme avant d'adopter celui de la prise de possession de Téhéran... « Pourquoi », se demandent certains Pakistanais, *s'ils veulent protéger le Golfe de la mer Rouge, ils ne peuvent pas empêcher les Arabes de l'occuper ? Unis ne nous viennent-ils pas en aide ? »* Ne laissent-ils pas, ce faisant, l'impression qu'ils acceptent un dangereux mariage de raison d'influence turque ? Cette attitude procède il y a cinq mois ? Autre motif d'amertume : les Etats-Unis refusent de réexaminer les traités de commerce qu'ils ont conclus à ce qu'on fait plusieurs pays occidentaux.

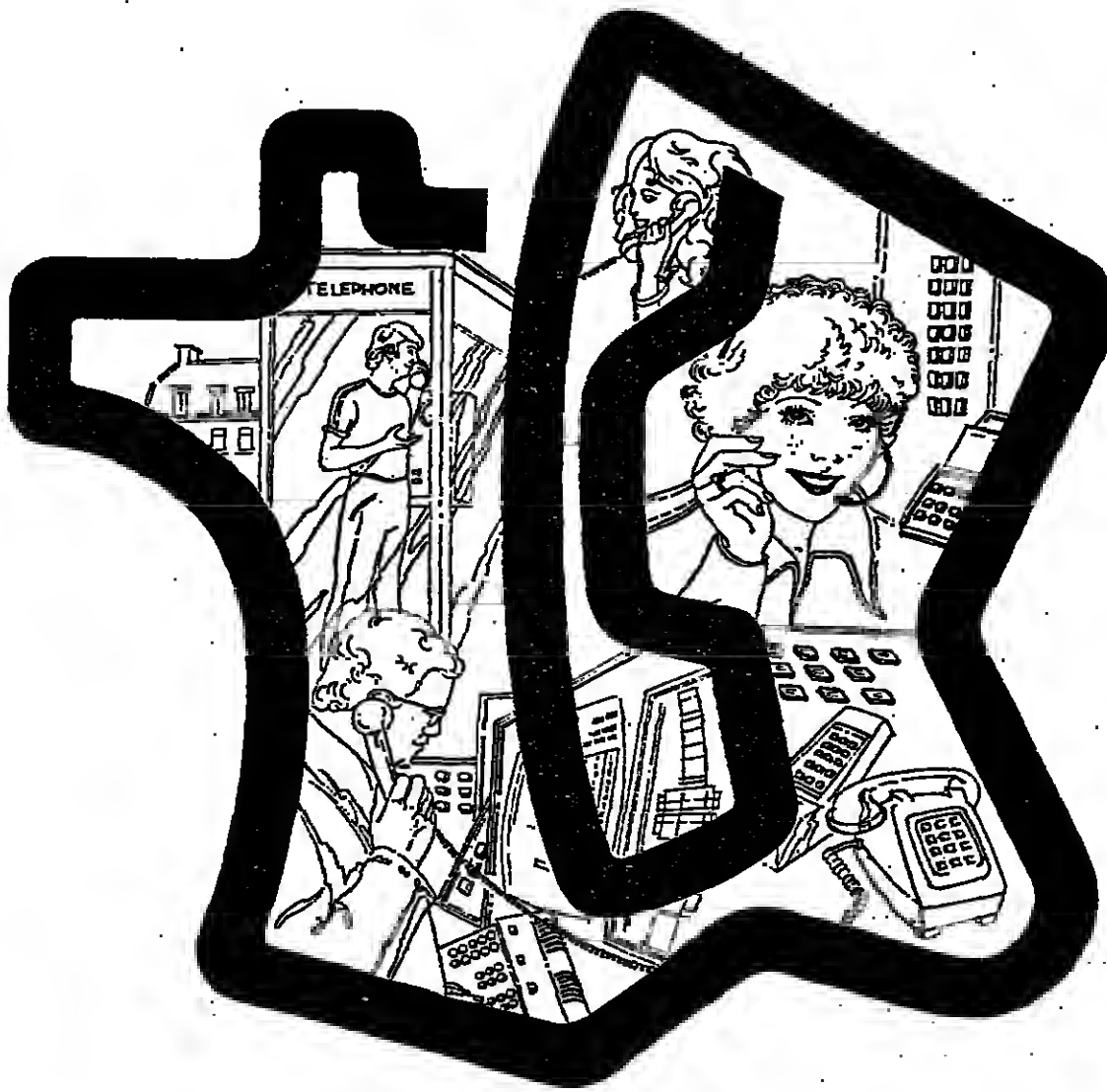
Cela conduit le Pakistan à consolider ses relations avec la Chine et à rechercher de nouveaux appuis, notamment au sein de la communauté islamique. La Chine a d'ailleurs plus de raisons de réaffirmer sa solidarité avec le Pakistan qu'elle a de bonnes raisons de se sentir « encorée » par l'U.R.S.S. Mais jusqu'où peut aller le soutien de Pékin, qui n'a pas bougé lorsque 1971 l'Inde a « brisé » le Pakistan ?

D'une part, les Chinois invitent les Pakistanais à se tenir sur leurs gardes et donnent à entendre que leur pays sera la prochaine victime de la « stratégie globale » soviétique. Ils affirment qu'un règlement de la crise afghane, que recherche le Pakistan, n'est ni « réaliste ni réalisable ».

La coopération militaire sino-pakistanaise n'est pas négligeable : des chars, des avions de chasse et des véhicules légers, notamment de modèle soviétique, mais de fabrication chinoise, équipent l'armée ; les Chinois ont installé des fabriques de munitions et livré deux sous-marins. Enfin, la route de Karakoram, dans le massif de l'Himalaya, a une grande valeur symbolique, bien qu'elle ne soit utilisable qu'une partie de l'année, et que le trafic soit limité à des convois militaires. Mais Moscou n'a de cesse d'affirmer qu'elle est utilisée pour le transit d'armes aux résistants afghans. La découverte de quelques fusils chinois dans les régions tribales du Pakistan a donné crédit à ces affirmations.

**Prochain article :**

## ECHEC A L'U.R.S.S.



**Francetel.  
Nous finançons  
le développement  
du téléphone.**

Francetel est la dernière née des sociétés de financement des Télécommunications. Malgré sa jeunesse, c'est elle qui a apporté la plus large contribution au financement privé des Télécommunications.

Depuis sa création en 1975, le total de ses engagements de financement s'élève au 31 décembre 1979 à 9250 millions de francs, soit 8,57% des investissements engagés depuis cette date par les Télécommunications.

En quatre ans et demi, Francetel a financé 578 équipements de télécommunications représentant 2003400 lignes téléphoniques, 212720 équipements de circuits interurbains, 33554410 kilomètres de lignes d'abonnés, 1 130 000 postes téléphoniques, et de nombreux équipements télex.

France-tel est une filiale commune de la Caisse Nationale des Télécommunications et de la Caisse des Dépôts et Consignations. Elle tire la totalité de ses ressources, de financements effectués au profit des Télécommunications. C'est-à-dire de l'Etat.

# FRANCETE

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE FINANCEMENT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS**

S.A au capital de 10 millions de francs.  
12, Cité Falguière 75015 Paris



# AFRIQUE

## Algérie

### Le comité central du F.I.N. renforce les pouvoirs du président Chadli

An moment où était publiée une « résolution organique » du F.I.N. renforçant les pouvoirs déjà importants du président Chadli Bendjedid, on annonçait à Alger, jeudi 15 mai, que vingt-quatre personnes impliquées dans les événements de Tizi-Ouzou comparaitront devant la Cour de sûreté de l'Etat siégeant à Médéa. Un communiqué du ministère de la Justice précise que les accusés appartiennent à des organisations clandestines dont il ne cite pas les noms. Le ministre de l'enseignement supérieur a annoncé la réouverture du centre universitaire de Tizi-Ouzou, fermé il y a un mois, et de nouvelles libérations de détenus arrêtés lors des troubles ont eu lieu.

Alger (A.P.). — Dans une « résolution organique » rendue publique, une semaine après la fin de sa troisième session, le comité central du F.I.N. a accordé les pleins pouvoirs au président Chadli Bendjedid, secrétaire général du parti, pour procéder à la restructuration qu'il jugera nécessaire au sein des instances dirigeantes.

Véritable coup de théâtre, cette annonce tardive montre que la troisième session n'a pas été cette réunion serinée et stérile que s'appliquait à présenter l'agence officielle Algérie Presse Service en publiant in extenso et sans commentaire les longues résolutions sur l'agriculture, le tourisme ou l'abolition.

Le récent mouvement de contestation culturelle en Kabylie et sa répression auraient suscité un débat houleux, marqué par les interventions de plusieurs des cent soixante membres du comité central appelant à la liberté d'expression et à la démocratie.

Des rumeurs souvent contradictoires circulent sur les remaniements envisagés, allant de la mise à l'écart de plusieurs ministres ou même de M. Mohamed Salah Yahoui, coordinateur du parti, à la suppression pure et simple du bureau politique, apparemment inactif ces dernières semaines. Il semble que ce dernier était paralysé par la rivalité de deux tendances, l'une favorable à une socialisation accrue de l'économie, et l'autre à une certaine libéralisation.

D'après la « résolution organique », le comité central a étudié « tous les aspects négatifs, procédés à une autocritique impartiale des structures et des organes actuels », et demandé la création d'une commission spéciale pour élaborer « un projet d'amendement de certains articles des statuts du parti » à présenter au congrès extraordinaire, après approbation du comité central. Ainsi, le congrès extraordinaire du F.I.N., prévu en juin pour l'adoption du plan quinquennal 1980-1984, semble devoir être précédé d'une quatrième session du comité central, à caractère éminemment politique.

Il est difficile de prévoir les mesures qui pourraient être prises ces prochaines semaines. Cependant, la démission des « chevauchements des attributions », plus particulièrement au niveau de l'instance exécutive du comité central, met explicitement en cause le bureau politique, dont neuf des quinze membres sont des anciens du Conseil de la révolution qui ont soutenu le président Boumedienne lorsqu'il a renversé en 1965, le président Ben Bella.

## Tchad

### LES DERNIERS CIVILS FRANÇAIS QUITTENT N'DJAMENA

Les derniers civils français — membres de l'ambassade de France, coopérants, journalistes, et des religieux — ont quitté N'Djamena, jeudi 15 mai, soit pour le Cameroun, qui abrite déjà cent mille réfugiés tchadiens qui ont fui les combats, soit dans le centre et le sud du pays. L'ambassade de France se replie au Cameroun et elle tentera d'installer ses consuls provinciaux à Moussoul, dans le sud du Tchad, où vivent encore près de deux cents Français. Une vingtaine de missionnaires et de religieuses restent dans le centre du pays ainsi qu'à Abéché, à l'est, près de la frontière soudanaise.

La partie européenne de N'Djamena sera désormais livrée aux combattants, seule la Croix-Rouge devant, en principe, y laisser une antenne.

## Ouganda

### Les militaires se défendent d'avoir perpétré un putsch

Kampala. — Ce n'est pas un coup d'Etat militaire. Il était piquant d'entendre, jeudi 15 mai, les nouveaux maîtres de l'Ouganda jurer leurs grands dieux que l'armée n'avait nulle part dans le renversement du président Binaisa. Sur les cinq dirigeants assis à la tribune du Centre international de conférences de Kampala, lors de leur première apparition en public, trois portaient l'uniforme léopard : le major général Tito Okello, commandant en chef de l'armée, le brigadier David Oyite Ojok, chef d'état-major, et le colonel Maruru. Un quatrième officier, le colonel Omara, éboueur, se trouvait en mission à l'étranger lors du coup de force.

Quatre militaires pour deux civils, MM. Paulo Muwanga et Yoweri Museveni : cette proportion suffit à situer la réalité du pouvoir.

Face aux « secrétaires permanents » des ministères et aux directeurs des établissements para-étatiques, réunis pour une séance d'information, MM. Muwanga et Museveni ont eu beau monopoliser la parole, avec le contentement silencieux des prétoriens, leur profession de foi n'emportait guère la conviction. Domage pour M. Muwanga que l'organisation de six membres qu'il présida — et qui eut le pouvoir muni — se dénomme précisément « commission militaire ». Reléguer à l'arrière-plan ses amis gommeux lui fut une tâche d'autant plus rude.

La soixantaine un peu lasse, M. Muwanga a retracé l'histoire de la crise — critiques injustifiées contre l'armée, diffusion de fausses rumeurs, tentative de l'impogence du brigadier Ojok — avant de justifier l'entreprise de la commission : « Lorsque Binaisa, dit-il, affirmait qu'il ne reviendrait pas sur sa décision qualifiée de finale, nous avons pensé qu'il fallait passer à l'action dans l'intérêt du pays. C'en était l'heure. »

## République Centrafricaine

M. ROBERT GALLEY, ministre de la Coopération, a quitté le 16 au 20 mai en Centrafrique, pays auquel la France apporte un soutien important au plan de relance économique mis au point par le président Dacko. — (A.F.P.)

## Guinée

### M. SEKOU TOURE ÉCHAPPE À UN ATTENTAT (De notre correspondant.)

Dakar. — Jeudi après-midi, la nouvelle de l'attentat à la grenade auquel avait échappé le veuille au soir le président Sekou Touré alors qu'il assistait à une soirée artistique au Palais du peuple de Conakry, a commencé à se répandre dans la capitale guinéenne, avant d'être confirmée par Radio-Conakry. Le chef de l'Etat guinéen est indemne, mais une personne a été tuée et une trentaine d'autres ont été blessées.

Tout en admettant la matérialité des faits, on se demande à Dakar si ne vient pas à nouveau de s'écrouler à Conakry un processus sanglant d'épuration au sein des couches dirigeantes. La lumière du passé, on peut se demander si on ne se trouve pas une fois encore en présence d'une machination du pouvoir. Traumatisme par les événements du Libéria et par l'assassinat de son ami W. Tolbert, le dirigeant guinéen aurait ainsi pu prendre les devants.

Mais ce qui est passé à Monrovia le mois dernier peut tout aussi bien avoir poussé à l'action à Conakry certains qui avaient hésité jusque-là à tenter de faire disparaître un des derniers « pères-fondateurs » de l'organisation pan-africaine encore au pouvoir.

Il apparaît en tout cas que l'ouverture pratiquée par les Guinéens en direction de l'Occident, et porteurs potentiels de capitaux indispensables à la mise en exploitation des ressources du pays, n'a pas suffi à désarmer l'hostilité latente de ceux qui dans le pays constatent que cette ouverture n'a pas modifié l'économie du régime, tant en ce qui concerne le respect des droits de l'homme que les principes aspects de son organisation économique et sociale.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

PIERRE BIARNES.

## ASIE

### Corée du Sud

### APRÈS UN AVERTISSEMENT DU PREMIER MINISTRE Les étudiants suspendent leurs manifestations

De notre correspondant

Tokyo. — L'agitation étudiante en Corée du Sud, qui s'est intensifiée ces derniers jours, paraît s'être calmée, ce vendredi 16 mai, dans une phase d'accalmie relative après la décision des principaux chefs du mouvement étudiant de suspendre les manifestations en attendant de voir les mesures qui seront prises par le gouvernement. Cette décision, qui témoigne de l'autocritique de leur mouvement par les étudiants, intervient au moment où les manifestations de grande ampleur qui se sont déroulées à travers le pays depuis le début de la semaine.

Jeudi, plus de cent mille manifestants se sont opposés aux forces de l'ordre à Séoul et dans la plupart des grandes villes. Un policier a été tué. Dans la capitale, selon la police, le nombre des étudiants a été estimé à soixante-dix mille. Les manifestations, qui ont pour objectif la levée de la loi martiale et la démission du nouvel « homme fort », le général Chun Doo-hwan, ont pris un caractère particulièrement violent lorsque les étudiants ont commencé à se déplacer en direction du siège du Parlement. Celui-ci, situé dans le palais présidentiel, sont gardés par des soldats, baïonnette au canon, et une vingtaine de blindés.

Jusqu'à présent, l'armée n'est pas intervenue dans les manifestations. Les autorités militaires se sont contentées de contrôler la situation. Le premier ministre, M. Shin, a annoncé jeudi soir, une accélération de la procédure de normalisation de la vie politique tout en lançant un avertissement aux étudiants : « Le gouvernement ne restera pas passif devant les tentatives de création du chaos dans le pays », a-t-il déclaré.

Le président Chun, qui a abrégé sa visite au Proche-Orient, est attendu ce vendredi à Séoul. Le gros de la population, qui demeure le fait des étudiants, jeunes filles, de nombreuses femmes, bien qu'apparemment violentes, y joindre un certain nombre de jeunes ouvriers.

L'agitation ne s'est produite pas moins dans une période calme, et les autorités craignent qu'elle ne serve de déclencheur à des troubles plus graves. Le chômage augmente (5,6 % officiellement) et un nombre croissant d'entreprises doivent faire face à des demandes d'augmentation de salaires de la part de leurs employés qui organisent des grèves au marge des syndicats pétroliers. Leurs actions prennent parfois un caractère violent.

À cela s'ajoutent les incertitudes sur les intentions de la Corée du Nord. Séoul affirme que Pyongyang peut chercher à tirer partie de l'instabilité. Jeudi, un échange de coups de feu a eu lieu entre soldats américains et éléments nord-coréens infiltrés dans la zone démilitarisée sur le 38° parallèle. Un premier incident avait déjà eu lieu au début de cette semaine.

Officiellement, on attend le retour du président Chun pour annoncer les mesures qui seront prises pour remédier à la situation. Cette procédure semble en réalité fort lente : les deux hommes qui s'affrontent comme exécutant en pouvoir réel étant le général Chun, chef du groupe des généraux qui a pris le contrôle de l'armée le 12 décembre et qui, depuis lors, dirige, outre les services secrets de l'armée, le parti militaire K.C.I.A. (police politique), et le premier ministre Shin, qui évolue dans son ombre.

Les deux hommes semblent s'être rapprochés au cours des dernières semaines. Tous deux sont originaires de la même région, qui est aussi la province natale de l'ancien président Park, ce qui crée en Corée des liens extrêmement étroits. Dans ces conditions, attendre le retour du président Chun signifie simplement pour le général Chun qu'il ne tient pas, en agissant en son absence, à accréder la thèse selon laquelle c'est lui le véritable maître du pays.

Il paraît actuellement hors de question que les demandes des étudiants (levée de la loi martiale et démission du général Chun) puissent être satisfaites. Les autorités militaires ont fait savoir qu'il n'était pas possible de lever la loi martiale tant que la situation demeure instable, et le général Chun ne semble pas vouloir renoncer au pouvoir qu'il s'est octroyé ces derniers mois.

Les autorités n'en sont pas moins placées devant une situation délicate. Faire intervenir l'armée pour réprimer l'agitation — comme ce fut le cas à Pusan et Masan en octobre — ce qui provoqua la mort de plusieurs manifestants — comporte plusieurs risques : envenimer les choses en incitant les éléments de la population encore indécis à agir et irriter les Américains déjà réservés à l'égard du général Chun.

PHILIPPE PONS.

## Chine

Les cendres de l'ancien chef des services secrets chinois, Kang Sheng, inhumé avec tous les honneurs en 1978, ne se trouvent plus au cimetière des martyrs révolutionnaires de Pékin, a confirmé vendredi 16 mai, un responsable du cimetière. Celui-ci a indiqué que les cendres de Kang Sheng avaient été retirées par « des membres de sa famille » et qu'il y a eu deux urnes sans autre précision. — (A.F.P.)



## NOS PRIX VACANCES AIR FRANCE

### AIR FRANCE-VACANCES\*

#### DES PRIX CHARTERS SUR VOLS RÉGULIERS.

Ces bas tarifs s'expliquent par une diminution de l'espace réservé à chaque passager et par un service simplifié.

CORSE..... A.R. 780 F	ATHÈNES..... A.R. 1300 F
NICE..... A.R. 680 F	LONDRES..... A.R. 450 F
GUADELOUPE..... A.R. 2670 F	TEL AVIV..... A.R. 1900 F
MARTINIQUE..... A.R. 2670 F	PALMA..... A.R. 790 F
GUYANE..... A.R. 3380 F	NEW YORK..... A.R. 2250 F
RÉUNION..... A.R. 4140 F	MONTREAL..... A.R. 2250 F

### TARIFS VISITE:

#### DES TARIFS RÉDUITS SUR VOLS RÉGULIERS.

Ces tarifs réduits sont valables sur des vols réguliers Air France avec le service normal de la classe Économique.

AMSTERDAM..... A.R. 565 F	ROTTERDAM..... A.R. 565 F
BRUXELLES..... A.R. 470 F	STOCKHOLM..... A.R. 1980 F
COPENHAGUE..... A.R. 1435 F	VIENNE..... A.R. 1390 F
GENÈVE..... A.R. 715 F	ZURICH..... A.R. 795 F
GÖTEBORG..... A.R. 1755 F	DELHI..... A.R. 3995 F
HELSINKI..... A.R. 2335 F	BOMBAY..... A.R. 3995 F
OSLO..... A.R. 1820 F	BANGKOK..... A.R. 4250 F

Pour tous renseignements sur les périodes et conditions d'application de l'ensemble de ces tarifs, consultez les agences Air France ou votre Agent de voyages.

\* Prix de base au départ de Paris. Supplément à certaines périodes de l'année. Vente et transport soumis à des conditions particulières.

## Portugal

### De nombreux socialistes se présentent à une nouvelle candidature à la présidence

Le mouvement de contestation culturelle en Kabylie et sa répression auraient suscité un débat houleux, marqué par les interventions de plusieurs des cent soixante membres du comité central appelant à la liberté d'expression et à la démocratie.

## Autriche

### LA RÉÉLECTION DE M. KIRCHSCHLAGER À LA PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE PARAIT ASSURÉE

Le mouvement de contestation culturelle en Kabylie et sa répression auraient suscité un débat houleux, marqué par les interventions de plusieurs des cent soixante membres du comité central appelant à la liberté d'expression et à la démocratie.

50



## EUROPE

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## tirer un putsch

## Guinée

## Portugal

## De nombreux socialistes sont favorables à une nouvelle candidature de M. Eanes à la présidence

De notre correspondant

Lisbonne. — Le parti socialiste se réserve la possibilité d'appuyer la candidature du général Eanes à l'élection présidentielle de dimanche 18 mai, si la commission nationale chargée de la formation, et d'approfondir les contacts avec le chef de l'Etat afin d'obtenir de ce dernier des garanties concernant sa jiditité à l'égard du 25 avril et aux principes essentiels de la démocratie politique, sociale, économique et culturelle consacrés dans la Constitution. En cas d'échec des négociations, le parti socialiste lancera alors la candidature d'un de ses propres dirigeants, très probablement celle de M. Soares lui-même.

Le rapport de forces, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parti, ne semble pas, pour l'instant du moins, favorable à une « candidature civile » — c'est-à-dire à M. Soares, malgré l'avis favorable de personnalités comme MM. Rego, Barroso et Gonalves. Vivement soutenue par MM. Sampaio et Constancio, qui représentent respectivement l'aile gauche et la tendance technocratique du P.S., l'hypothèse Eanes a aussi reçu la bénédiction de personnalités socialistes comme M. Zinha. Elle compte sur l'appui de la majorité des membres de toutes les structures dirigeantes du parti, ainsi que de l'Organisation de la jeunesse socialiste. En outre, le Mouvement social-démocrate et l'Association social-démocrate indépendante, deux organisations fondées par des dissidents du parti social-démocrate au pouvoir, se sont déjà prononcés en faveur du renouvellement du mandat du général.

Les observateurs ont, d'autre part, remarqué les propos élogieux

que M. Michel Rocard a tenus à l'égard du président lors de son passage à Lisbonne le 6 mai. Les entretiens du général avec MM. Helmut Schmidt et Walter Mondale à l'occasion des obsèques de Tito confirment l'idée selon laquelle le chef de l'Etat dispose d'appuis solides dans les milieux internationaux. Enfin, dans le sondage publié par l'hebdomadaire *Espresso* le 10 mai, le général arrive largement en tête des autres candidats possibles.

La tâche pour le P.S. consiste désormais à prouver que la désignation du général ne représente pas une défaite de M. Soares. « Nous n'avons pas à choisir entre deux hommes, mais entre deux stratégies », affirme-t-on. Une candidature de M. Soares pourrait renforcer la cohésion du parti, reconnaître la plupart des dirigeants socialistes. Mais, ajoutent-ils, les risques de l'opération seraient trop grands, dans la mesure où le général apparaît comme la seule personnalité à même de vaincre le candidat de la droite et d'éviter ainsi la polarisation droite-gauche que le gouvernement de M. Sa Carneiro essaie de créer dans le pays. Bénéficiant dès le premier tour de l'appui du P.S., le général peut, espère-t-on, profiter aussi du désarroi que la désignation comme candidat du général Soares Carneiro a provoqué au sein des partis de l'Alliance démocratique. Ce choix d'un militaire clairement associé avec le régime de Salazar, et qui n'a jamais voulu se compromettre avec les institutions issues de la « révolution des œillets », a été, en effet, fort mal accepté par les secteurs modérés du parti social-démocrate. Appelé à trancher, la commission politique du P.S.D. s'est inclinée devant les explications fournies par le dirigeant du parti, le premier ministre Sa Carneiro.

Néanmoins, l'affaire est loin d'être réglée, les socio-démocrates des Açores, par exemple, exigeant des assurances du général Soares Carneiro en ce qui concerne l'autonomie de l'archipel. En conclusion, ils ne cachent pas leur pessimisme à ce sujet. Des sentiments d'amertume sont aussi visibles chez les réformateurs. Avec cinq députés à l'Assemblée, ce groupe joue un rôle décisif, la répartition des sièges étant de 128 députés pour la majorité et 122 pour l'opposition. Quelques-uns des membres les plus influents des réformateurs, dont l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Ferreira, dissident du P.S., ont déjà annoncé qu'ils n'approuveront pas la candidature du général Soares Carneiro. Ils s'apprêtent à faire campagne pour le général Eanes.

JOSÉ REBELLO.

## Yougoslavie

## M. Miatovitch devient comme prévu président de la présidence collégiale de l'Etat

Belgrade (A.F.P.). — M. Trivitch Miatovitch a été élu, jeudi 15 mai, président de la présidence de la République de Yougoslavie et M. Beganj Kraigher vice-président. Les représentants de la Bosnie-Herzégovine et de la Slovaquie exerceront ces fonctions à la direction collégiale de l'Etat pendant un an, selon le système établi en 1974. M. Miatovitch succède à la tête de l'Etat à M. Lazare Kolichevski, à qui la fonction de chef de l'Etat avait été dévolue après la mort, le 4 mai dernier, du maréchal Tito.

La présidence de la République compte huit membres représentant les six Républiques et les deux régions autonomes. Les huit membres de la présidence sont élus tous les cinq ans et personne ne peut être réélu plus de deux fois. L'ordre annuel de rotation du président et du vice-président fait que le 15 mai 1981 M. Kraigher deviendra président et M. Petar Stamboljic (Serbie) vice-président. Puis ce sera respectivement le tour des représentants de la Croatie, du Monténégro, de la Macédoine, du Kosovo et de la Vojvodine d'accéder d'abord à la vice-présidence, puis à la présidence.

Actuellement, ces républiques et régions autonomes sont respectivement représentées par MM. Vladimir Bakartich, Vidoje Zarkovitch, Stevan Doronjicki (actuel-

lement président en exercice de la Ligue des communistes de Yougoslavie), Fadil Hodzja et Lazare Kolichevski. Tous les huit, sauf M. Zarkovitch, devenu communiste dans la résistance, sont des vétérans du parti depuis les années 30.

M. Trivitch Miatovitch, né en 1912, est un Serbe représentant la République de Bosnie-Herzégovine. Entré au parti en 1932, il a fait des études de droit à l'université de Belgrade. En 1937, Tito le chargea de consolider le parti en Bosnie-Herzégovine puis, en 1941, d'y organiser la résistance contre l'occupant allemand. Pendant la guerre, il exerça de nombreuses fonctions importantes, politiques et militaires, au sein du mouvement de libération nationale. Après la guerre, membre du comité central du parti fédéral, il dirigea pendant un certain temps la revue théorique du parti « *Kommunist* ». Il fut ambassadeur à Moscou de 1961 à 1965. En 1964, il entra au comité exécutif de la Ligue des communistes puis est nommé à la présidence collégiale de l'Etat.

## Tchécoslovaquie

## LA POLICE CONTRAINT M. JULIUS TOMIN A INTERROMPRE SES CONFÉRENCES DE PHILOSOPHIE.

Prague (A.F.P.). — Le philosophe tchécoslovaque Julius Tomin a dû finalement céder aux pressions de la police et interrompre les conférences sur le classique de l'Antiquité qu'il organisait à son domicile, à Prague, apprenant jeudi 15 mai, de source proche de la Charte 77, il a été convoqué avec sa femme, mercredi 14 mai après-midi, par la police qui l'a invité à cesser ses activités pédagogiques s'il ne voulait pas s'exposer à des poursuites judiciaires. Les conférences tenues ont valu à M. Tomin, durant ces deux dernières mois, cinq séjours en commissariat central de Prague et entraîné l'interpellation ou l'expulsion de vingt-trois Tchécoslovaques ou ressortissants étrangers.

## Pologne

REFUS DE PASSEPORT POUR LE SECRÉTAIRE DU PEN CLUB POLONAIS : pour la quatrième fois en trois mois, les autorités ont refusé de délivrer un passeport à M. Wladyslaw Bartoszewski, invité en Grande-Bretagne par l'Union des écrivains catholiques « *the Keys* ». A-t-on appris jeudi à Varsovie, le cofondateur de l'université polonaise (académie dissidente) M. Bartoszewski a dû successivement renoncer à se rendre aux Etats-Unis en avril 1979, en Italie. — (A.F.P.)

## Union soviétique

## Moscou critique avec retard le voyage à Pékin de M. Berlinguer

De notre correspondant

Moscou. — Après avoir pris le temps de la réflexion, les Soviétiques critiquent, dans un article publié ce samedi 17 mai par l'hebdomadaire *Temps nouveaux*, mais cité dès jeudi par Tass, le voyage des dirigeants du P.C.I. italien en Chine. Au moment de la visite, fin avril, ils n'avaient fait aucun commentaire. Maintenant ils reprochent à M. Berlinguer d'avoir, par sa présence à Pékin, consolidé la position chinoise. « La presse chinoise s'efforce de démontrer que non seulement la visite de la délégation du P.C.I. n'a pas modifié l'actuelle ligne de la direction de Pékin, mais qu'au contraire elle l'a renforcée », écrit l'hebdomadaire. Au premier abord il semble bien qu'il en soit ainsi, quoique les positions du P.C.I. diffèrent de celles de la Chine.

Moscou reconnaît que les communistes italiens n'ont pas approuvé « certains aspects » de la politique chinoise.

Mais les dirigeants de Pékin ne se sont pas gênés pour développer devant leurs hôtes leurs idées antisoviétiques. Ils sont même allés jusqu'au blasphème, puisque, écrit *Temps nouveaux*, « pendant le séjour de la délégation du P.C.I. qui a coïncidé avec le cent dixième anniversaire de la naissance de Lénine, la propagande chinoise s'est livrée à des attaques antisoviétiques grossières ». Le Kremlin indique assez clairement que la visite des Italiens constitue une caution pour la Chine.

Les dirigeants chinois auraient voulu profiter du passage du P.C.I. pour renforcer leur ingérence dans la lutte des peuples contre l'impérialisme, ajoute l'hebdomadaire. Cette sentence acquiert un sens d'autant plus cynique que Washington cherche à réserver à la Chine le rôle de « cheval de Troie » de l'impérialisme dans le mouvement révolutionnaire. — D. V.

## Autriche

## LA RÉÉLECTION DE M. KIRSCHSCHLAGER À LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE PARAÎT ASSURÉE

(De notre correspondant.)

Vienne. — Les élections présidentielles du dimanche 18 mai en Autriche verront s'affronter trois candidats, sollicitant les suffrages de 5,2 millions d'électeurs : le président fédéral sortant, M. Rudolf Kirchschlaeger, âgé de soixante-cinq ans, dont le mandat de six ans arrive à expiration ; M. Wilfried Gredler, qui, à soixante-quatre ans, est ambassadeur d'Autriche à Pékin ; M. Norbert Burger, enfin, chef du parti national social-démocratique (considéré comme néo-nazi) et âgé de cinquante et un ans. Cette candidature inattendue a été annoncée il y a deux semaines.

M. Burger a réussi à obtenir le parrainage nécessaire de deux mille électeurs, sortant ainsi de l'ennui, au moins dans sa dernière phase, une campagne électorale marquée par une absence totale de suspense. Les milieux de gauche et d'extrême gauche n'ont, en effet, pas tardé à organiser des manifestations pour protester contre la candidature extrémiste de droite, qui se réclame de l'idéologie nazie.

Les deux autres candidats tentent à armes égales, sans pour autant pouvoir prétendre bénéficier d'une position de départ comparable : la réélection du président Kirchschlaeger paraît assurée, à condition que M. Gredler porte les couleurs du petit parti libéral d'opposition qui a recueilli, aux élections législatives en 1979, 6 % des suffrages. M. Kirchschlaeger, diplomate de carrière et ancien ministre des affaires étrangères, a été élu en 1974 avec 51,7 % des voix. Il a su gagner l'estime de larges couches de la population par la façon dont il s'est appliqué à ses devoirs de chef de l'Etat. Ce fait a amené le grand parti de l'opposition, l'Oe.V.P. (populiste) à renoncer à désigner un candidat, s'apprêtant ainsi à une nouvelle défaite. L'Oe.V.P. s'étant abstenu de recommander à son électoral de voter pour le candidat « bourgeois », M. Gredler, M. Kirchschlaeger, catholique pratiquant, pourra compter sur de nombreux voix populistes.

Diplomate de carrière également, M. Gredler, dont l'appartenance dans sa jeunesse au parti national-socialiste n'a pas manqué de provoquer des controverses, a été pendant dix-sept ans ambassadeur auprès du conseil de l'Europe, à Strasbourg, puis en poste à Bonn et à Pékin. Il se considère comme le « candidat de l'alternance » pour tous ceux qui trouvent que « les socialistes, après dix ans au gouvernement, accumulent déjà assez de pouvoirs en Autriche ».

Le président élu pour six ans au suffrage universel direct, dispose d'attributions qui lui confèrent, notamment en cas de crise, un véritable poids politique.

WALTRAUD BARYLI.

Mai 79 : le Canon A 1 coûte 3410 F

La Fnac le vend aujourd'hui 2490 F. Pourquoi ?..

UNE CHUTE DES PRIX aussi spectaculaire dans les appareils photo, jamais on n'avait vu cela. (Car le Canon A 1 n'est qu'un exemple, ainsi qu'on pourra le vérifier dans le tableau ci-contre.)

Mais, dans le même temps, plusieurs phénomènes se sont épaillés pour provoquer cette baisse.

Face à un franc stable, le yen a perdu des points sur le marché des changes. (Ce qui diminue automatiquement nos prix d'achat.)

Les fabricants, trop optimistes, ont, depuis quelques mois, trop fabriqué. (D'où surproduction conjoncturelle.)

Deux marchés énormes, l'américain et le japonais, se révèlent enfin moins demandeurs actuellement. (Ce qui augmente encore les stocks disponibles.)

Résultat... La discussion est très ouverte sur les prix. Face à des fabricants momentanément bien embarrassés.

Or, par son volume, la Fnac pèse très lourd. Et a donc pu obtenir, pour cette saison, des conditions résolument exceptionnelles.

Cela va-t-il durer ?.. Non, bien sûr. Car les stocks vont se résorber, les matières

premières sont en hausse, et les salaires japonais aussi.

Mais, pour l'instant, jamais les prix n'ont été aussi bas. Et, profitant de la conjoncture, c'est vraiment le moment de s'équiper pour la chasse aux images !

## Les prix Fnac actuels

Canon AV 1 (f. 1.8/50 mm).....1195 F	Nikon EM (f. 1.8/50 mm E) ....1190 F
Canon AE 1 (f. 1.8/50 mm).....1490 F	Nikon FM (f. 1.8/50 mm E) .....1590 F
Canon A 1 (f. 1.8/50 mm) .....2490 F	Nikon FE (f. 1.8/50 mm E) .....1995 F
Chinon CE 4 (f. 1.7/50 mm) .....1490 F	Olympus OM 10 (f. 1.8/50 mm) .....1380 F
Chinon CA 4 (f. 1.9/50 mm) .....1180 F	Olympus OM 1 N (f. 1.8/50 mm) 1590 F
Konica TC (f. 1.8/40 mm) .....1080 F	Olympus OM 2 N (f. 1.8/50 mm) 2450 F
Konica FS 1 (f. 1.8/40 mm) .....1780 F	Pentax MV (f. 2/50 mm) .....1080 F
Minolta XG 1 (f. 2/45 mm) .....1195 F	Pentax MX (f. 1.7/50 mm) .....1390 F
Minolta XG 9 (f. 1.7/50 mm) .....1580 F	Pentax ME (f. 1.7/50 mm) .....1390 F
Minolta XD 5 (f. 1.7/50 mm) .....1980 F	



APRÈS L'ELECTION CANTONALE  
FONTENAY-MON

M. Germa (P.C.) accuse le  
le fonctionnaire  
du conseil général de V

**« LA VILLE SAINTE  
EST UN TERRITOIRE OCCUPÉ  
COMME LES AUTRES »**  
estiment les dirigeants  
égyptiens

Cours pour lycéens. Immersion linguistique totale. Vacances de Pâques et de l'été.

**ANGLETERRE AUTRICHE**

Paris et province. Voyage accompagné. Escursions. Ski. Tennis. Équitation. Planches à voile. Air-Pur-Anglais pour adultes.

Recherche gratuite

**tel. 508.94.59**

**club A3** 30, rue Saint-Marc 75003 Paris

Dimanche soir  
à 19h

animé par  
Gérard Carreyrou  
et Alain Duhamel.

١٥٠ من الألف



Le Monde

## politique

APRÈS L'ÉLECTION CANTONALE DE VINCENNES-  
FONTENAY-NORDM. Germa (P.C.) accuse le préfet de bloquer  
le fonctionnement  
du conseil général du Val-de-Marne

M. Michel Germa (P.C.), président du conseil général du Val-de-Marne, s'est élevé, jeudi 15 mai, contre la décision du préfet du département d'annuler les réunions des commissions de l'assemblée départementale, prévues pour le lundi 19 mai. Pour le préfet, la session de printemps au conseil général n'a pas été ouverte, l'assemblée étant irrégulièrement constituée. M. Germa a déclaré : « Cet incident confirme que le préfet cherche à bloquer le fonctionnement démocratique du conseil général (...). Le gouvernement prendrait une lourde responsabilité s'il laissait son représentant dans le Val-de-Marne tenter de bloquer les travaux de l'assemblée. » Il a précisé que la session avait été déclarée ouverte, mercredi 14 mai, à 15 heures.

Dès le début de cette séance, le 14 mai, l'intergroupe qui rassemble tous les représentants de la majorité présidentielle, avait demandé au président de l'assemblée de faire l'appel nominal des présents. C'est la première fois qu'une telle demande était faite depuis la création du département. M. Michel Germa (P.C.) avait alors appelé tous les conseillers généraux, y compris M. Marc Ruffas (CNRP), nouvel élu du trentième canton du Val-de-Marne, ce qui, aux yeux de quelques observateurs, constituait une reconnaissance. Mais il avait appelé également Mme Nicole Castanet (P.C.), qui siégeait au sein de l'assemblée, bien que son élection eût été invalidée par le tribunal administratif.

Le préfet, M. Lalenne, qui n'a pas pu pourvoir de police à l'intérieur du conseil général, avait pris alors calmement la parole : « Je constate la présence au sein de l'assemblée de Mme Castanet, qui n'est pas élue. L'assemblée n'est donc pas constituée régulièrement et toutes les délibérations qu'elle prendra dans cette formation seront nulles en application de l'ar-

ticle 37 de la loi du 10 août 1871. » Il avait posé la question préalable, expliquant : « Si elle est nulle, je resterai mais Mme Castanet devra partir. Si elle n'est pas valide, ne voulant pas cautionner par ma présence une assemblée dans une formation irrégulière, je partirai. »

Le groupe socialiste, par la voix de son président, M. Laurent Carthala, avait demandé une suspension de séance. Au retour des élus socialistes, la question préalable avait été repoussée par 17 voix (le groupe communiste) contre 12 (celles de l'intergroupe, dont trois des élus étaient absents), les sept socialistes s'abstenant.

Les élus avaient quitté la salle après avoir décidé de se retrouver le lundi 19 mai, à 15 heures. Que réserve ce nouveau rendez-vous ? Nul ne saurait le dire. — F. G.

## BIBLIOGRAPHIE

## L'analyse économique du P.C.F.

M. Anicet Le Pors, sénateur des Hauts-de-Seine, entré au comité central du P.C.F. lors du dernier congrès, en mai 1979, est l'un des principaux collaborateurs de M. Georges Marchais dans la préparation de la campagne présidentielle. Économiste, M. Le Pors, qui a appartenu à la direction de la prévision jusqu'à son élection au Sénat, en septembre 1977, expose, sous le titre *« L'analyse économique du P.C.F. »*, l'analyse que le P.C.F. fait de la politique suivie par M. Giscard d'Estaing et Barre et celle que les communistes lui opposent.

L'auteur distingue sa démarche de celle qui caractérise le programme commun de la gauche, auquel il reproche un excès de formalisme, une prise en compte insuffisante des relations internationales et une déconnexion par rapport au mouvement social réel. C'est surtout sur le second point — le contexte international — que M. Le Pors a fait porter son effort d'information et d'exploitation. Pour lui, la « conjonction internationale » n'est pas celle que désigne le pouvoir, c'est-à-dire le renchérissement du prix de l'énergie et la concurrence industrielle des pays en voie de développement. Chiffres à l'appui, il montre que ces deux facteurs n'ont pas, dans les difficultés de l'économie française, le rôle qu'on leur attribue.

La France, selon M. Le Pors, subit la contrainte d'un commerce extérieur déficitaire avec les États-Unis, la République fédérale d'Allemagne et le Japon et d'échanges défavorables en matière de produits industriels, avec les pays industrialisés. L'auteur estime que, dans les faits, le pouvoir accepte cette situation et que sa politique de redéploiement n'est que la traduction française de celle des multinationales. Il indique que la France subit les effets d'une crise du capitalisme qui, étant celle d'un mode de production, a d'abord son origine dans l'ensemble économique où les marchandises sont produites, des effets secondaires étant induits par les échanges internationaux, que domine la puissance des États-Unis. Celle-ci s'exerce notamment, selon M. Le Pors, à travers le rôle de la commission internationale de coopération économique, qui inspire la politique des gouvernements occidentaux et dans lequel la commission trilatérale a qu'un rôle de formalisation et d'impulsion.

M. Le Pors montre comment, selon lui, cette stratégie internationale se traduit en France, par une offensive idéologique. Il se refuse à distinguer, dans ce domaine, les diverses tendances de l'opinion de droite, active depuis la fin de la guerre, et le marxisme organisé. Il oppose, à cette mobilisation des idéologies au service de la stratégie capitaliste, le livre mouvementé des idées qui « a toujours pour un grand rôle en France », de l'École de Paris, au début du troisième siècle, « jusqu'aux travaux du conseil national sur la culture intellectuelle, la culture et l'économie démocratique au socialisme », en février dernier. — P. J.

★ *Marianne à France*, par Anicet Le Pors. Éditions sociales, 229 pages.

A LA RÉUNION DE L'ASSOCIATION  
DES FRANÇAIS LIBRES A LONDRES

## Chaleureuses retrouvailles

De notre correspondant

Londres. — La réunion à Londres, sous l'égide de l'Association des Français libres, de plus d'un millier de Français venus de tous les côtés de l'Hexagone pour le trente-sixième congrès de leur association, a réchauffé le climat légèrement refroidi des relations franco-britanniques. Grâce à la radio, et plus encore à la télévision, des millions de Britanniques ont pu constater que, contrairement au désir de certains de leurs journaux, les Français étaient parfaitement capables de remercier ceux qui les avaient accueillis et encouragés dans les mauvais jours de 1940, gardant même pour eux une chaleureuse amitié.

Il est vrai que les anciens de la France libre représentaient un « club fermé », selon l'expression du général Simon, chancelier de l'ordre de la Libération, et sûrement les Français ayant vécu à Londres pendant le blitz, partageant ainsi une expérience unique et inoubliable, forment une catégorie à part. Néanmoins, la présence de l'amiral Philippe de Gaulle au côté de M. Winston Churchill, député, petit-fils de l'homme l'Etat, symbolisait bien les liens spéciaux entre les deux pays, sous les ordres pour résister aux épreuves.

Pourtant était-il utile de disperser chez les Britanniques l'impression, entretenue par certaines outrances verbales, que les gaullistes étaient les Français les plus hostiles à la Grande-Bretagne. A cet égard, la présence de MM. Messmer, Pieven, Druon, Maurice Schumann, anciens premiers ministres et ministres, de M. de Courcel, ambassadeur de France, arrivé dans l'avion du général à Londres en 1940, de M. Jean Marin, un des premiers commentateurs de la B.R.C. en français et ancien P.D.G. de l'époque France-Press, était significative. Au nom du gouvernement, M. Plantier, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, souligna, à l'occasion d'une cérémonie baptisant le lycée français Charles-de-Gaulle, qu'il s'agissait de rendre hommage « au peuple britannique et à ses dirigeants dans la guerre, nées en cela même de ce qu'a toujours été et écrit le général de

Gaulle ». Il ajouta que « l'amitié franco-britannique doit être assez forte pour oublier notre tentation historique de la rivalité et surmonter nos divergences ».

L'hommage officiel était illustré par la visite dans le port de Londres de la corvette *Aconit*, ayant hérité du nom de l'unité des forces navales françaises libres qui participa à la bataille de l'Atlantique, accompagnée de l'*Étoile* et de la *Belle-Poêle*, deux goélettes de l'école navale qui rejoignent les forces françaises en juin 1940.

La croix de guerre fut ensuite remise à plusieurs anciens combattants britanniques, dont beaucoup s'étaient illustrés au côté des forces françaises libres. Après un pèlerinage à l'ancien Q.G. de la France libre, les membres de l'association se réunirent à Lancaster House, invités par la reine mère, toujours très emicalle, puis à une impressionnante réception à l'ambassade de France.

Mais finalement, c'est dans un pub de Soho, baptisé depuis longtemps le « French Pub » que l'on pouvait mieux sentir le chaleur et l'affection entre des peuples si proches et si différents. A l'initiative de M. Jean Marin, plusieurs anciens vont déposer, vendredi 16 mai, une gerbe sur la tombe de Sir Winston Churchill au château de Blenheim. Le duc de Marlborough, descendant du celui qui partait en guerre généralement contre la France, sera présent. Tout est oublié... HENRI PIERRE.

● M. Claude Labbé, conseiller politique du R.P.R. et président du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, a déclaré jeudi 15 mai à Antenne 2 qu'il regrette l'« espèce de déviation du régime démocratique qui fait que tous les pouvoirs semblent concentrés à l'Assemblée ». A l'Assemblée, le président de la République est responsable de tout et c'est très dangereux. Il est grave pour la liberté que le Parlement soit peu respecté. Tant que le président de la République n'est pas candidat, il doit être mis à part des polémiques. Il est dangereux pour M. Giscard d'Estaing d'avoir fait le bilan de son septennat, ce qui est une démonstration gratuite puisque non suivie de référendum ou de réélection (...). Nous sommes dans un monde dangereux de mutations internationales, c'est pourquoi nous appelons les Français à une nouvelle résistance. La vraie défense est celle du général de Gaulle, et elle ne se fait pas à coups d'adjectifs, de renoncements et de polémiques.

CHAQUE SOIR A LA TÉLÉVISION  
DU 8 MAI AU 25 JUINHENRI AMOUROUX  
raconte le drame de 1940  
Le peuple du désastreLisez la série de  
HENRI AMOUROUXLA GRANDE HISTOIRE  
DES FRANÇAIS  
SOUS L'OCCUPATION

- 1/ LE PEUPLE DU DÉSASTRE (1939 - 1940)
- 2/ QUARANTE MILLIONS DE PÉTAINISTES (Juin 1940 - Juin 1941)
- 3/ LES BEAUX JOURS DES COLLABOS (Juin 1941 - Juin 1942)
- 4/ LE PEUPLE RÉVEILLÉ (Juin 1940 - Avril 1942)

ROBERT LAFFONT



## Après l'attentat corse à Paris

M. BERNARD PONS : le mal  
vient du pouvoir.

Après l'attentat commis le 14 mai, à Paris, devant l'ambassade d'Iran, par des membres du Front de libération nationale de la Corse, on a noté notamment la réaction de M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R. : « Notre pays subit actuellement, en moyenne, trois attentats par jour, et c'est une situation qui ne peut pas durer. Mais il faut comprendre que la sécurité des biens et des personnes exige autre chose que des mots ou des projets de loi. Le mal qui frappe la France ne vient pas des partis, comme on voudrait le faire croire, mais du pouvoir. C'est lui qui a dévoyé les institutions, en laissant des techniciens irresponsables décider de tout, tandis que le gouvernement expédie les affaires courantes. »

Chrono en main, plus de 140 km/h.  
Le kilomètre départ arrêté en 38,5 s : trois secondes de mieux que sa principale concurrente.  
Un moteur 7 CV qui consomme 5,6 litres à 90 km/h.  
Et en plus, c'est du gazole.

La robustesse d'un gros moteur.  
Les reprises d'un gros moteur. En ville, vous roulez en 4°. Et sur la route, en 5° (boîte 5 de série).  
L'avance technique de la Ritmo se confirme.  
Il y a toujours autant de place. Des équipements aussi nombreux. Et pas plus de bruit, malgré le diesel.  
Découvrez la voiture essence qui marche au gazole.

C'est une bombe silencieuse.

FIAT

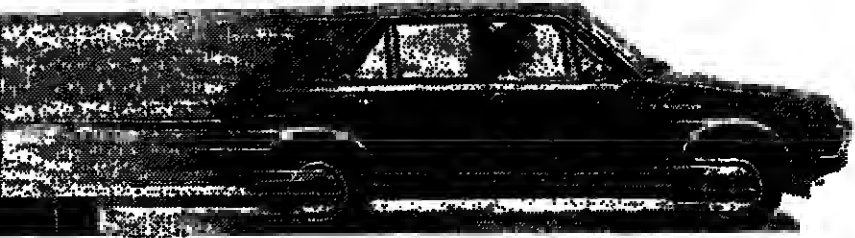
RITMO DIESEL 5 VITESSES 34950 E

Sa ligne traduit son avance technique

MAG.

UNE  
BOMBE  
DANS  
LE DIESEL

DIAMANT

Moteur diesel 1714 cm<sup>3</sup> à arbre à cames en tête. Consommation 5,6 l à 90 km/h, 7,9 l à 120 km/h, 7,8 l en cycle urbain.

## Au Conseil d'Etat

● Mesures individuelles. — Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Jacques Chirac, conseiller d'Etat, est nommé président de la section des finances du Conseil d'Etat, en remplacement de M. Henri Lévillat. M. Jean-Charles Sourin, directeur général de la santé, est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire, en remplacement de M. Yvon Loussouart.

● M. Didier Bariani, député U.D.F. de Paris, président du parti radical, a déclaré, mercredi 14 mai, à Pointe-à-Pitre, à l'occasion d'un voyage aux Antilles : « Le parti radical-socialiste ne voit pas d'autre solution pour l'outre-mer que le maintien dans la République française. Tout ce qui peut favoriser l'élimination de la culture, de l'économie, des traditions humaines de chacun des départements d'outre-mer doit être incontestablement mis en avant. »

● Mme Colette Boulit, veuve de l'ancien ministre du travail et de la participation, se propose de présenter sa candidature aux élections sénatoriales de septembre en Gironde, département où Robert Boulit avait été élu député en 1958 et constamment réélu depuis lors.

Cours pour lycéens - Immersion linguistique totale  
ANGLETERRE AUTRICHE  
ALLEMAGNE voyage accompagné de Paris et Genève - Accueil en famille  
Excursions - Ski - Tennis - équitation - planche à voile - surf - Au pair - Anglaise pour étudier  
brochure gratuite  
Tél. 508.94.59 club A3  
CLUB A3 10, rue Saint-Marc 75002 PARIS

IS SUR L'AUTONOMIE PALESTINIENNE

Le président Sadate renoue  
à reprendre le dialogue

Le président égyptien Anouar el-Sadate a renoué, jeudi 15 mai, le dialogue avec les Palestiniens. Il a reçu à son palais présidentiel à El-Dokki, le représentant officiel de l'Organisation pour la libération de la Palestine (O.L.P.), Yasser Arafat, chef de file des militants palestiniens. Cette rencontre, la première depuis l'annonce de la paix par le président égyptien, a été qualifiée de « historique ».

Le dialogue entre le président égyptien et le chef de file des militants palestiniens a été qualifié de « historique ». Yasser Arafat, chef de file des militants palestiniens, a déclaré que cette rencontre était une étape importante dans le processus de paix. Il a souligné que le dialogue était essentiel pour la réalisation de la paix en Palestine.

Le dialogue entre le président égyptien et le chef de file des militants palestiniens a été qualifié de « historique ». Yasser Arafat, chef de file des militants palestiniens, a déclaré que cette rencontre était une étape importante dans le processus de paix. Il a souligné que le dialogue était essentiel pour la réalisation de la paix en Palestine.

Le dialogue entre le président égyptien et le chef de file des militants palestiniens a été qualifié de « historique ». Yasser Arafat, chef de file des militants palestiniens, a déclaré que cette rencontre était une étape importante dans le processus de paix. Il a souligné que le dialogue était essentiel pour la réalisation de la paix en Palestine.

Le dialogue entre le président égyptien et le chef de file des militants palestiniens a été qualifié de « historique ». Yasser Arafat, chef de file des militants palestiniens, a déclaré que cette rencontre était une étape importante dans le processus de paix. Il a souligné que le dialogue était essentiel pour la réalisation de la paix en Palestine.

Le dialogue entre le président égyptien et le chef de file des militants palestiniens a été qualifié de « historique ». Yasser Arafat, chef de file des militants palestiniens, a déclaré que cette rencontre était une étape importante dans le processus de paix. Il a souligné que le dialogue était essentiel pour la réalisation de la paix en Palestine.







## JUSTICE

## LE PROJET DE LOI « SÉCURITÉ ET LIBERTÉS »

## M. Alain Peyrefitte a annulé sa visite au congrès des unions de jeunes avocats

De notre envoyé spécial

La Baule. — Réunie en congrès à La Baule jusqu'au 17 mai, la Fédération nationale des unions de jeunes avocats (F.N.U.J.A.) a débattu, jeudi 15, du projet de loi « sécurité et libertés », à l'initiative de l'un des deux cent cinquante participants.

« Il n'est pas nécessaire d'être académicien ou normalien pour savoir que ces deux notions peuvent difficilement cohabiter », a ajouté un autre, avant d'évoquer à ce propos « l'alliance de la carpe et du lapin ».

M. Alain Peyrefitte, visé par ces propos, a ainsi sa venue, annoncée pourtant il y a peu de temps par ses services : le ministre « a un emploi du temps trop chargé ». Aucun représentant de la chancellerie n'a assisté à la mise en pièces du projet, les deux fonctionnaires de la direction des services civils qui suivent les travaux s'étant éclipés au moment opportun, expliquant que ce texte, mis au point par une autre direction que la leur — celle des affaires criminelles, — ne les concernait pas.

L'annonce, ce vendredi matin, de la venue de M. Peyrefitte, de M. Raoul Bételle, directeur des affaires criminelles, répond sans aucun doute au mécontentement suscité par ces faux pas. Les deux mille huit cents adhérents — de moins de quarante ans — que revendique la F.N.U.J.A. sont choqués par le « secret » qui a entouré la rédaction du projet et le rejet pratiquement en bloc. Une attitude élogieuse de

mier c'est que vous ne me l'avez pas adressé avant l'élaboration de la loi elle-même (...), le second que, parmi l'ensemble de l'exposé des motifs, ceux qui sont bons (car il y en a quelques-uns) n'aient pas été mis en application dans les dispositions de la loi elle-même, que j'ai pu fort heureusement me procurer par ailleurs, grâce à la bienveillance de l'imprimerie nationale.

Sur le fond, les critiques de la F.N.U.J.A. rejoignent celles des autres organisations de juristes : inquiétude à l'égard des entraves apportées au pouvoir d'appréciation des juges et de procédure de « saisine directe » telle qu'elle figure dans le projet ; méfiance à l'égard du rôle désormais échu au parquet dans le domaine de l'instruction et des libérations conditionnelles, etc.

A propos de la répression accrue des actes de violence, M. Coussac a souligné qu'il revenait aux parlementaires de juger de son bien-fondé. La F.N.U.J.A. reconnaît quelque méfiance à ce projet, comme l'introduction d'un habes corpus à la française ou l'amélioration de la protection des victimes, mais cette satisfaction s'accompagne de réserves telles qu'elle ressemble fort à une classe de style.

Avec cette prise de position et la présence de M. Farthouat et Paul Bouas, président du Syndicat des avocats de France, ainsi que de M. Jean Couturon, bâtonnier de Paris, qui ont rappelé les prises de position de leurs organisations, c'est un front uni — au moins dans la critique, sinon dans les modalités d'action — qui est maintenant constitué contre le projet Peyrefitte. Une seule fausse note dans ce concert de critiques, qui va de la gauche à la droite, la lettre de commentaire très favorable que M. André Damien, président de la conférence des bâtonniers, a envoyée le 2 mai à ses pairs. Cette lettre a été commentée de manière fort critique par la quasi-totalité des bâtonniers et juges, « hors micro », plus sévèrement encore.

BERTRAND LE GENDRE.

## LA FÉDÉRATION JUSTICE - FORCE OUVRIÈRE : « LE SIGNE D'UN MÉPRIS »

La fédération Justice Force Ouvrière, qui compte notamment parmi ses adhérents des fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, estime que « le choix fait par le garde des sceaux, ministre de la justice, d'entier toute discussion préalable à la présentation du projet « sécurité et libertés » devant les associations, est le signe d'un mépris affiché à l'égard des organisations professionnelles, coupables à ses yeux, soit d'en révéler trop tôt et par justice les ambitions, soit d'en contrecarrer les propositions ».

Elle relève aussi que « la certitude » de la peine pour ce qui concerne les actes de violence grave, même s'il s'agit d'une faible proportion de condamnés, conduit naturellement, comme « l'incompressibilité » et la « sûreté » de certaines sanctions pénales, à la mise en place de moyens accrus de garde à vue, surveillance extrajudiciaire orientée vers la gestion d'un temps d'incarcération sans aucune possibilité d'individualisation, à l'exception de modalités de régimes intérieurs substitués aux réductions de peines, grâce ou libérations conditionnelles ».

## M. DESJARDINS (U.S.M.) : VICHY DÉJÀ...

L'Union syndicale des magistrats fera connaître son point de vue sur le projet de loi « sécurité et libertés » après une réunion de son conseil syndical, fixée au samedi 17 mai.

M. Jean-Marie Desjardins, estime que dans ses dispositions répressives le projet « est non seulement dangereux, il vise non seulement à museler les magistrats, mais à risquer en outre d'aboutir à des résultats inverses de ceux qu'il recherche ».

« Si j'ai pu déjà faire référence à des mesures comparables qui avaient été prises en son temps par le gouvernement de Vichy, en plus d'une circonstance, j'ajoute parce que j'ai opposé à la faculté que ces mesures prises par Vichy avaient échoué car les magistrats et les jurés ont alors, en plus d'une circonstance, préféré relâcher ou acquiescer, fût-ce de façon tout à fait irrégulière, faite de pouvoir prononcer la peine modérée que leur paraissait équitable. De la même façon, s'il est impossible d'assortir du surris les peines de plus de deux années d'emprisonnement, les tribunaux, lorsqu'ils estimeront que le surris doit être octroyé, prononceront des peines de quinze ou dix-huit mois. Mais ce n'est là évidemment qu'un aspect des choses. »

## UN COURRIER DE MINISTRE

Une lettre ou grande des sceaux expliquant le sens du projet de loi dit « sécurité et libertés » qu'il a préparé a été adressée, à l'initiative de M. Peyrefitte mercredi 14 mai à l'Assemblée nationale, « à tous les conseillers généraux, aux maires des grandes villes, aux magistrats et aux avocats ». Pour l'expédition de ces lettres, compte tenu des moyens modestes de la Chancellerie, il a été fait appel, « pour les opérations de manutention nécessaires (...) à une société de services ».

Le garde des sceaux répondait ainsi à M. Raymond Forni, député (P.S.) du Tarn-et-Garonne, qui l'accusait de « publicité mensongère ». Le député avait, en outre, demandé quel était le coût de l'opération, mais M. Peyrefitte n'a pas répondu sur ce point. Ce même qu'il a refusé d'indiquer le nom de la société privée à laquelle il a fait appel.

Rappelons qu'il y a en France 3 633 conseillers généraux, 786 parlementaires, 14 000 avocats et 4 800 magistrats. Soit un total de plus de 23 000 destinataires sans compter les maires des grandes villes.

la part d'une organisation qui a placé en tête des documents qu'elle a distribués une citation de M. Giscard d'Estaing, même si celle-ci est sans rapport avec le sujet : « Dans la décennie qui s'ouvre, il nous faudra inventer. »

M. Jean-Louis Coussac, vice-président, a fait observer que les avocats avaient été habitués au dialogue de considération, ainsi à l'occasion de la préparation de l'avant-projet de code pénal ou de la réforme des flagrants délits, en 1975. A l'Assemblée nationale, M. Peyrefitte justifiait cette absence de concertation préalable en déclarant qu'elle aurait eu pour effet de faire avorter le projet. Le garde des sceaux a cependant assuré que son adoption par le gouvernement ouvrirait une période de concertation.

## Un front uni

Celle-ci aura-t-elle lieu ? M. Jean-René Farthouat, président de la Confédération syndicale des avocats, qui assiste aux travaux de la F.N.U.J.A., a fait état d'une conversation téléphonique avec M. Jacques Piot, député (R.P.) de l'Yonne, rapporteur du projet devant la commission des lois. M. Piot pourrait recevoir M. Farthouat, mais souhaitait que ce rendez-vous ait lieu vendredi 16, jour où celui-ci est à La Baule. Il paraît acquis, dans ces conditions, qu'aucune organisation d'avocats ne sera entendue par le rapporteur avant la réunion — avec une participation odysséenne — qui n'est pas le cas du Syndicat de la magistrature, que M. Piot a convoqué pour ce vendredi. Ce climat et ce traitement entravent pour une part dans l'hostilité de la F.N.U.J.A. à l'égard du projet Peyrefitte, de même que la lettre circulaire que celui-ci a envoyée à tous les avocats avec l'exposé des motifs, mais sans le texte lui-même. Cette lettre a plutôt énuméré les choses, comme en témoignent la réponse au ministre de M. Pascal Bernard, président de l'Union des jeunes avocats de Paris : « Vous me permettez de manifester deux regrets : le pre-

## Le barreau de Paris dénonce « une grave rupture avec la tradition pénale de notre pays »

Voici le texte élaboré, dans sa séance du 13 mai, par le conseil de l'ordre des avocats de la Cour de Paris et commentant le projet de loi « sécurité et libertés ».

« Le conseil de l'ordre des avocats à la Cour de Paris constate avec anxiété que le projet de loi, qui a été élaboré sans concertation préalable, constitue une grave rupture avec la longue tradition pénale de notre pays comme aussi avec l'évolution du droit pénal international. »

« Sous réserve de récentes très précieuses sur l'analyse détaillée du projet et des amendements dans le large débat public et parlementaire que souhaitent les avocats avec les pouvoirs publics et les magistrats, il relève dès à présent les dispositions les plus préoccupantes de ce projet en notant que la défense s'attaque au même titre aux accusés et aux victimes. »

## CODE PENAL

« Le texte « enferme » le juge dans des limites qui vont diminuer son pouvoir d'appréciation, restreindre sa faculté d'accorder le sursis et d'appliquer les circonstances atténuantes, ce qui réduit d'autant l'action de la défense. Ces mesures constituent une manifestation de méfiance injustifiée à l'égard des juges et des jurés de cour d'assises. »

## PROCEDURE PENALE

« Le texte aboutit notamment dans de nombreux cas : à la suppression d'un degré de juridiction au cours de la période d'instruction ; à la suppression d'ordonnances motivées pour la prolongation des détentions provisoires. »

« La plus grande rapidité de l'instruction pourrait être obtenue dans le cadre des règles actuelles par l'application effective des pouvoirs que la loi donne aux présidents des chambres d'accusation pour le contrôle de la marche des instructions, et le renvoi direct devant la cour d'assises par le juge d'instruction lui-même sans appel, ce qui éviterait plusieurs mois de procédure obligatoire et souvent inutile devant la chambre d'accusation. »

« Pour le surplus, la procédure proposée transfère la conduite du procès pénal du juge d'instruction au procureur mais le texte ne prévoit pas l'application de la loi de l'accusé, comme c'est le cas actuel, dès le début des débats de l'instruction. »

« En outre, les nouveaux pouvoirs conférés au procureur et contre les décisions duquel l'accusé ne dispose d'aucun recours ne semblent pas respecter le principe fondamental de l'égalité entre l'accusation et la défense. »

« La suppression théorique du juge d'instruction laisse place à de nouvelles règles qui permettent au procureur de déférer devant le tribunal encore plus facilement que dans le passé les personnes arrêtées, sans une procédure en tous points comparable à celle des flagrants délits. »

Le barreau de Paris conclut : « C'est aussi l'esprit même de l'ensemble du texte qui régit tout le droit pénal qui est en jeu. L'ordre rappelle son profond attachement à la liberté d'appréciation des juges, ou respect des droits de la défense et au principe de la personnalité de la peine. »

## APRÈS LES INCIDENTS DEVANT LE COMMISSARIAT DU SIXIÈME ARRONDISSEMENT DE PARIS

## Enquête sur une serrure

M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur, après s'être rendu, jeudi 15 mai, au chevet des quatre gendarmes mobiles blessés par un commando corso devant l'ambassade d'Iran, s'est entretenu avec des policiers du commissariat central de sixième arrondissement à Paris. Ce commissariat avait été, mercredi, attaqué par des manifestants « incontrôlés » et on avait pu assister à un incident spectaculaire et qui aurait pu avoir des conséquences dramatiques.

Un gardien de la paix, en civil, qui venait prendre son service, s'est trouvé isolé, pendant de longues minutes, entre des manifestants et la porte — fermée — du commissariat. Se sentant menacé, il a brandi son arme de service, tenait en respect les individus qui tentaient de l'approcher. M. Bonnet a noté, et on ne saurait le critiquer sur ce point, le « sang-froid » de ce policier.

Pourquoi ses collègues ne lui ont-ils pas ouvert la porte ? Deux explications ont été données. La première, de police, indique qu'il n'y avait personne derrière.

« Inculpé depuis le 2 mai dans l'affaire du triple crime de Bédiers, Thomas Recco, toujours détenu à Toulon pour le triple crime commis à Carqueiranne (Var), a refusé de répondre au premier interrogatoire sur le fond que comptait lui faire subir le mercredi 14 mai, M. Yves Chevalier, juge d'instruction chargé du dossier de Bédiers, qui s'était rendu spécialement à Toulon dans ce but. »

Selon ses défenseurs, Thomas Recco entend protester de la sorte contre le déroulement de la procédure suivie contre lui dans l'affaire de Bédiers, et il envoie ses explications à un transfert dans cette dernière ville.

la porte, car « des jets de cocktail Molotov ont rendu l'atmosphère irrespirable ». Autre explication, donnée par des policiers : les collègues de l'homme en question n'ont pas tout de suite compris que celui-ci était l'un des leurs. Quand ils l'ont reconnu, ils tentaient de lui ouvrir la porte, en vain. Cette porte, dont la serrure n'aurait pas été fermée à clé depuis... 1968, était tout simplement bloquée. On pense même que les jets de pierre ont contribué à détraquer cette serrure.

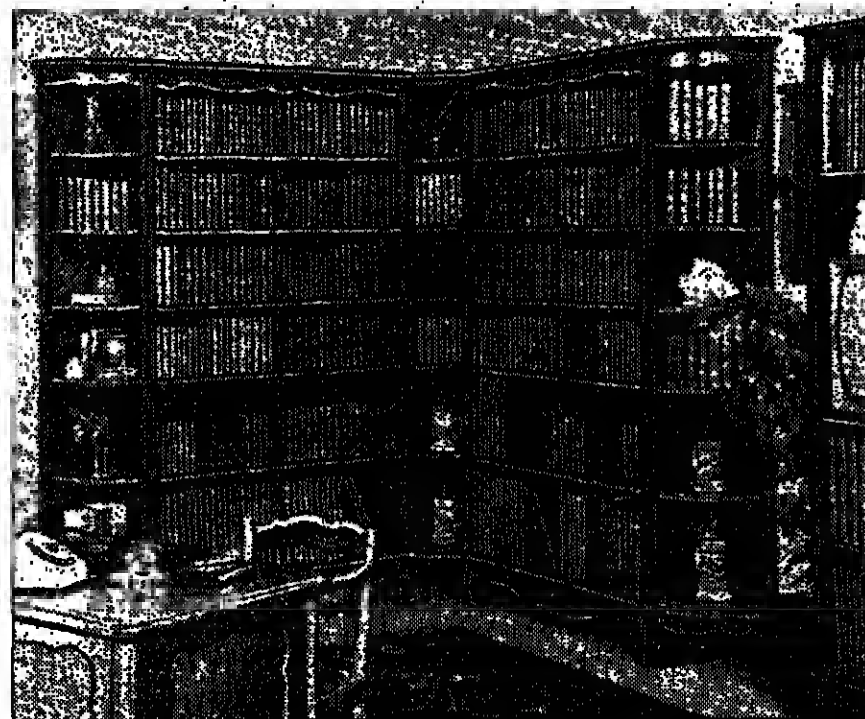
Sur cette affaire de serrure fermée, une enquête administrative a été ouverte.

## AVANT LE PROCÈS DES DEUX DOUANIERS FRANÇAIS ARRÊTÉS EN SUISSE

Tandis que la presse suisse estime qu'il y a « peu de chances » que les deux douaniers français, MM. Bernard Rut et Pierre Schultze remis en liberté après leur incarcération en Suisse, soient présents à leur procès, fixé au 17 juin, devant le tribunal de Zurich, les autorités helvétiques assurent qu'avec ou sans eux la lumière sera faite sur l'affaire. A ce sujet, M. Kurt Furgler, chef du département fédéral de justice et de police, vient de déclarer : « De toute façon, ce qui s'est passé réellement sera divulgué en temps voulu par la justice. »

Les autorités helvétiques assurent aussi que la décision de libérer les deux douaniers a été prise en toute indépendance par le magistrat de Zurich chargé du dossier, c'est-à-dire en dehors de toute intervention ou pression des autorités françaises. — (Corresp.)

## la maison des BIBLIOTHEQUES



**RUSTIQUES** (vitrées ou non)  
7 hauteurs - 3 profondeurs - 5 largeurs  
**JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES**

**JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES GRANDE PROFONDEUR**

Hauteur de l'ensemble : 203 cm - Largeur : 241 cm - Profondeur : 42 cm - Contenance : 250 gros volumes environ. Peut être augmentée par utilisation de 1/2 tablettes.

**JUXTAPOSITION DE MODELES RUSTIQUES TOUS FORMATS**  
Ensemble obtenu par la juxtaposition de 3 bibliothèques à moulures amovibles. Hauteur de l'ensemble : 203 cm - Largeur : 277 cm - Prof. bas : 42 cm - Haut : 30 cm - Contenance : 360 vol. classés, 120 grands formats env. Cet ensemble est monté en 3 heures facilement.

**RUSTIQUES JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES** (vitrées ou non). 7 hauteurs - 3 profondeurs - 5 largeurs

Venir sans peine, tenir moy. Sur les montants en façade, moulure de style bois massif, étagères en multiplex, montants en aggloméré, placage acacia traité élastique. Dessus et socles débordants, frontons avec découpe de style. Plots en forme, vitres claires coulissantes avec onglets. Juxtaposition, par simple pose, sans fixation grâce à notre système exclusif de moulures amovibles. Placage chêne ou merisier en option.

L'ensemble d'angle, ci-dessus, est constitué par 2 éléments accolés par un élément d'angle et encadrés par 2, 1/4 de ronds aux extrémités. Hauteur de l'ensemble : 208 cm, largeur : 193 cm de chaque côté, profondeur : 33,5 cm. Cont. : environ 600 volumes divers.

**DU MEUBLE INDIVIDUEL... AU GRAND ENSEMBLE**

**50 MODELES Juxtaposables Superposables VITRES Démontables**

COMBINAISONS D'ASSEMBLAGE PAR SIMPLE POSE SANS AUCUNE FIXATION

**Installez-vous, vous-même ultra rapidement... A DES PRIX IMBATTABLES !!!**

Visitez nos expositions-ventes :

**Paris: 61, rue Froidevaux Paris 14<sup>e</sup>**

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h et les autres jours même le samedi de 9 h à 19 h sans interruption. Métro: Denfert-Rochereau - Galt. - Edg. - Aubert. Autobus: 28, 38, 58, 68, 78, 88, 98, 108, 118, 128, 138, 148, 158, 168, 178, 188, 198, 208, 218, 228, 238, 248, 258, 268, 278, 288, 298, 308, 318, 328, 338, 348, 358, 368, 378, 388, 398, 408, 418, 428, 438, 448, 458, 468, 478, 488, 498, 508, 518, 528, 538, 548, 558, 568, 578, 588, 598, 608, 618, 628, 638, 648, 658, 668, 678, 688, 698, 708, 718, 728, 738, 748, 758, 768, 778, 788, 798, 808, 818, 828, 838, 848, 858, 868, 878, 888, 898, 908, 918, 928, 938, 948, 958, 968, 978, 988, 998, 1008, 1018, 1028, 1038, 1048, 1058, 1068, 1078, 1088, 1098, 1108, 1118, 1128, 1138, 1148, 1158, 1168, 1178, 1188, 1198, 1208, 1218, 1228, 1238, 1248, 1258, 1268, 1278, 1288, 1298, 1308, 1318, 1328, 1338, 1348, 1358, 1368, 1378, 1388, 1398, 1408, 1418, 1428, 1438, 1448, 1458, 1468, 1478, 1488, 1498, 1508, 1518, 1528, 1538, 1548, 1558, 1568, 1578, 1588, 1598, 1608, 1618, 1628, 1638, 1648, 1658, 1668, 1678, 1688, 1698, 1708, 1718, 1728, 1738, 1748, 1758, 1768, 1778, 1788, 1798, 1808, 1818, 1828, 1838, 1848, 1858, 1868, 1878, 1888, 1898, 1908, 1918, 1928, 1938, 1948, 1958, 1968, 1978, 1988, 1998, 2008, 2018, 2028, 2038, 2048, 2058, 2068, 2078, 2088, 2098, 2108, 2118, 2128, 2138, 2148, 2158, 2168, 2178, 2188, 2198, 2208, 2218, 2228, 2238, 2248, 2258, 2268, 2278, 2288, 2298, 2308, 2318, 2328, 2338, 2348, 2358, 2368, 2378, 2388, 2398, 2408, 2418, 2428, 2438, 2448, 2458, 2468, 2478, 2488, 2498, 2508, 2518, 2528, 2538, 2548, 2558, 2568, 2578, 2588, 2598, 2608, 2618, 2628, 2638, 2648, 2658, 2668, 2678, 2688, 2698, 2708, 2718, 2728, 2738, 2748, 2758, 2768, 2778, 2788, 2798, 2808, 2818, 2828, 2838, 2848, 2858, 2868, 2878, 2888, 2898, 2908, 2918, 2928, 2938, 2948, 2958, 2968, 2978, 2988, 2998, 3008, 3018, 3028, 3038, 3048, 3058, 3068, 3078, 3088, 3098, 3108, 3118, 3128, 3138, 3148, 3158, 3168, 3178, 3188, 3198, 3208, 3218, 3228, 3238, 3248, 3258, 3268, 3278, 3288, 3298, 3308, 3318, 3328, 3338, 3348, 3358, 3368, 3378, 3388, 3398, 3408, 3418, 3428, 3438, 3448, 3458, 3468, 3478, 3488, 3498, 3508, 3518, 3528, 3538, 3548, 3558, 3568, 3578, 3588, 3598, 3608, 3618, 3628, 3638, 3648, 3658, 3668, 3678, 3688, 3698, 3708, 3718, 3728, 3738, 3748, 3758, 3768, 3778, 3788, 3798, 3808, 3818, 3828, 3838, 3848, 3858, 3868, 3878, 3888, 3898, 3908, 3918, 3928, 3938, 3948, 3958, 3968, 3978, 3988, 3998, 4008, 4018, 4028, 4038, 4048, 4058, 4068, 4078, 4088, 4098, 4108, 4118, 4128, 4138, 4148, 4158, 4168, 4178, 4188, 4198, 4208, 4218, 4228, 4238, 4248, 4258, 4268, 4278, 4288, 4298, 4308, 4318, 4328, 4338, 4348, 4358, 4368, 4378, 4388, 4398, 4408, 4418, 4428, 4438, 4448, 4458, 4468, 4478, 4488, 4498, 4508, 4518, 4528, 4538, 4548, 4558, 4568, 4578, 4588, 4598, 4608, 4618, 4628, 4638, 4648, 4658, 4668, 4678, 4688, 4698, 4708, 4718, 4728, 4738, 4748, 4758, 4768, 4778, 4788, 4798, 4808, 4818, 4828, 4838, 4848, 4858, 4868, 4878, 4888, 4898, 4908, 4918, 4928, 4938, 4948, 4958, 4968, 4978, 4988, 4998, 5008, 5018, 5028, 5038, 5048, 5058, 5068, 5078, 5088, 5098, 5108, 5118, 5128, 5138, 5148, 5158, 5168, 5178, 5188, 5198, 5208, 5218, 5228, 5238, 5248, 5258, 5268, 5278, 5288, 5298, 5308, 5318, 5328, 5338, 5348, 5358, 5368, 5378, 5388, 5398, 5408, 5418, 5428, 5438, 5448, 5458, 5468, 5478, 5488, 5498, 5508, 5518, 5528, 5538, 5548, 5558, 5568, 5578, 5588, 5598, 5608, 5618, 5628, 5638, 5648, 5658, 5668, 5678, 5688, 5698, 5708, 5718, 5728, 5738, 5748, 5758, 5768, 5778, 5788, 5798, 5808, 5818, 5828, 5838, 5848, 5858, 5868, 5878, 5888, 5898, 5908, 5918, 5928, 5938, 5948, 5958, 5968, 5978, 5988, 5998, 6008, 6018, 6028, 6038, 6048, 6058, 6068, 6078, 6088, 6098, 6108, 6118, 6128, 6138, 6148, 6158, 6168, 6178, 6188, 6198, 6208, 6218, 6228, 6238, 6248, 6258, 6268, 6278, 6288, 6298, 6308, 6318, 6328, 6338, 6348, 6358, 6368, 6378, 6388, 6398, 6408, 6418, 6428, 6438, 6448, 6458, 6468, 6478, 6488, 6498, 6508, 6518, 6528, 6538, 6548, 6558, 6568, 6578, 6588, 6598, 6608, 6618, 6628, 6638, 6648, 6658, 6668, 6678, 6688, 6698, 6708, 6718, 6728, 6738, 6748, 6758, 6768, 6778, 6788, 6798, 6808, 6818, 6828, 6838, 6848, 6858, 6868, 6878, 6888, 6898, 6908, 6918, 6928, 6938, 6948, 6958, 6968, 6978, 6988, 6998, 7008, 7018, 7028, 7038, 7048, 7058, 7068, 7078, 7088, 7098, 7108, 7118, 7128, 7138, 7148, 7158, 7168, 7178, 7188, 7198, 7208, 7218, 7228, 7238, 7248, 7258, 7268, 7278, 7288, 7298, 7308, 7318, 7328, 7338, 7348, 7358, 7368, 7378, 7388, 7398, 7408, 7418, 7428, 7438, 7448, 7458, 7468, 7478, 7488, 7498, 7508, 7518, 7528, 7538, 7548, 7558, 7568, 7578, 7588, 7598, 7608, 7618, 7628, 7638, 7648, 7658, 7668, 7678, 7688, 7698, 7708, 7718, 7728, 7738, 7748, 7758, 7768, 7778, 7788, 7798, 7808, 7818, 7828, 7838, 7848, 7858, 7868, 7878, 7888, 7898, 7908, 7918, 7928, 7938, 7948, 7958, 7968, 7978, 7988, 7998, 8008, 8018, 8028, 8038, 8048, 8058, 8068, 8078, 8088, 8098, 8108, 8118, 8128, 8138, 8148, 8158, 8168, 8178, 8188, 8198, 8208, 8218, 8228, 8238, 8248, 8258, 8268, 8278, 8288, 8298, 8308, 8318, 8328, 8338, 8348, 8358, 8368, 8378, 8388, 8398, 8408, 8418, 8428, 8438, 8448, 8458, 8468, 8478, 8488, 8498, 8508, 8518, 8528, 8538, 8548, 8558, 8568, 8578, 8588, 8598, 8608, 8618, 8628, 8638, 8648, 8658, 8668, 8678, 8688, 8698, 8708, 8718, 8728, 8738, 8748, 8758, 8768, 8778, 8788, 8798, 8808, 8818, 8828, 8838, 8848, 8858, 8868, 8878, 8888, 8898, 8908, 8918, 8928, 8938, 8948, 8958, 8968, 8978, 8988, 8998, 9008, 9018, 9028, 9038, 9048, 9058, 9068, 9078, 9088, 9098, 9108, 9118, 9128, 9138, 9148, 9158, 9168, 9178, 9188, 9198, 9208, 9218, 9228, 9238, 9248, 9258, 9268, 9278, 9288, 9298, 9308, 9318, 9328, 9338, 9348, 9358, 9368, 9378, 9388, 9398, 9408, 9418, 9428, 9438, 9448, 9458, 9468, 9478, 9488, 9498, 9508, 9518, 9528, 9538, 9548, 9558, 9568, 9578, 9588, 9598, 9608, 9618, 9628, 9638, 9648, 9658, 9668, 9678, 9688, 9698, 9708,



# SPORTS

## JUDO

### Rougé champion d'Europe, sans sourire

De notre envoyé spécial

Vienne. — Les championnats d'Europe de judo, qui devaient se poursuivre vendredi 16 mai dans la capitale autrichienne par les combats pour les titres des poids moyens (moins de 85 kilos) et mi-moyens (moins de 75 kilos), ont été marqués jeudi 15 mai, pour les Français, par la victoire de Jean-Luc Rougé en mi-lourds (moins de 95 kilos), catégorie qu'il retrouvait après trois ans chez les lourds, et par la troisième place d'Angelo Parisi en lourds (plus de 95 kilos), catégorie à laquelle il revenait après avoir brillé en mi-lourds.

Jamais le trouble que provoque chez un athlète de haut niveau les incertitudes sur la participation française au titre olympique n'a été aussi sensible que jeudi au terme de la finale des mi-lourds. Jean-Luc Rougé avait battu Dietmar Lorenz, il revenait de loin : l'Allemand de l'Est avait été sur le point de porter une clé de bras douloureuse qui aurait été fatale au Français. Mais, une fois sorti de ce piège, il avait repris le commandement des opérations et balotté avec suffisamment de conviction Lorenz pour enlever la médaille. Tout autre que Rougé aurait bondi de joie. Ne venait-il pas de réaliser un exploit ?

Lui, qui en 1976, avait décidé d'aller se frotter aux pachydermes de la catégorie supérieure, après avoir enlevé le titre mondial des mi-lourds en 1975 à Vienne, mais dans un autre stade, lui qui avait réussi son pari en gagnant deux titres européens des lourds (1977 et 1978) et qui avait surtout terminé second des derniers championnats du monde de Paris en ne s'inclinant que devant l'invincible japonais Yamashita, lui qui après cela avait décidé de tenter sa chance dans sa catégorie originale et qui à trente et un ans enlevait le titre pour la seconde fois, sept ans après son premier succès à Madrid, n'avait pas, en effet, toutes les raisons de laisser libre cours à son enthousiasme ?

Donc, Rougé venait de confirmer qu'il était bien l'un des plus grands judokas de cette décennie. Pourquoi alors cette légère moro-

sité ? Tout bonnement parce qu'il n'est pas sûr que tout cela ait servi à quelque chose. A Madrid, en 1976, il avait laissé filer ses chances de médaille. Il comptait sur le rendez-vous de Moscou pour combler cette lacune olympique. Or il sent que cet espoir est une nouvelle fois en train de lui glisser entre les doigts à cause du mouvement pour le boycottage des Jeux de Moscou.

La confirmation de la participation française par le Comité national olympique et sportif français ne l'a pas pleinement rassuré. Un « haut responsable » du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs lui a, en effet, laissé entendre qu'en tout état de cause il ne devrait pas se faire d'illusions. Alors, il ne s'en fait pas trop. Et il a tendu sa coupe aux photographes avec désenchantement. Même lorsque l'okumura, le bras droit du docteur Matsushima, président de la Fédération internationale du judo, lui a glissé dans l'oreille que, même si les autres fédérations japonaises n'envoient pas d'athlètes à Moscou, celle de judo le ferait, il n'a retrouvé qu'un mince sourire.

ALAIN GIRAUD.

#### RESULTATS

Lourds (plus de 95 kilos) : 1. Tloukine (U.R.S.S.) ; 2. Vassilov (Bulgarie) ; 3. Parisi (France) et Adelaar (Pays-Bas).  
Mi-lourds (moins de 95 kilos) : 1. Rougé (France) ; 2. Lorenz (R.F.A.) ; 3. Van de Walde (Belgique) et Kharachidze (U.R.S.S.).

# MÉDECINE

## L'éducation alimentaire des Français reste à faire estiment les participants aux Journées de diététique de Marseille

De notre correspondant

Marseille. — Plus de quinze millions de Français prennent chaque jour leur déjeuner hors du milieu familial. N'est-ce pas l'occasion d'y apprendre à manger, « équilibré » sur le plan nutritionnel ? Cette question, parmi d'autres, s'est posée au cours des XXXI<sup>es</sup> Journées nationales de diététique qui, sous la présidence du professeur Jean Vague, ont eu lieu à Marseille du 12 au 14 mai et ont regroupé médecins, diététiciens, spécialistes de la nutrition, responsables et gestionnaires de collectivités, autour du thème : « Diététique et santé publique ».

En 1980, a souligné Mme Yvonne Mary (présidente du Syndicat national des diététiciens) les diététiciens ont acquis la conviction que leur mission ne se situe plus uniquement auprès des malades, mais qu'ils ont un rôle de prévention, notamment en aidant à l'organisation de l'alimentation de tout bien-pensant. « La paradiète de la civilisation des pays développés a en effet noté le professeur Vague, est de voir coexister des connaissances diététiques toujours plus solides et des habitudes alimentaires de plus en plus déplorables. A quel moment faut-il commencer l'éducation alimentaire ? « La diététicienne est bien placée pour intervenir précocement dès la crèche », a précisé le docteur Caraco, médecin-chef des P.M.I. d'Autant plus, renchérit Mme Salge (inspecteur général des archives nationales) au moment où la mère confie à des « étrangers » son bien le plus précieux, elle est particulièrement réceptive aux conseils d'hygiène nutritionnelle. La crèche pourrait ainsi être un lieu propice à réorienter certains des d'auvergne dus à des mauvaises habitudes familiales. Au-delà des enfants, c'est l'éducation des parents qui, d'une certaine façon, peut y être obtenue, grâce à des remarques et à des réflexions au jour le jour. Mais les diététiciens déplorent que leur place soit encore chichement mesurée en dépit de leur dialogue avec les pédiatres.

En ce qui concerne le rôle de l'institution scolaire dans la mise en œuvre de méthodes éducatives destinées à améliorer les habitudes alimentaires des enfants, le recteur Henri Gauthier a assuré qu'une telle préoccupation se ferait sentir dans les nouveaux programmes. Pour préparer les enseignants à donner à leurs cours un caractère concret et pratique, une documentation a été établie à leur intention par des spécialistes, sous l'égide du Centre national de coordination des études et recherches sur la nutrition et l'alimentation (CNERNA).

Malgré quelques expériences d'éducation nutritionnelle auprès des enfants des classes primaires et maternelles, réalisées en collaboration avec les enseignants et

qui donnent de bons résultats, le nombre des diététiciens directs, intégrés aux actions éducatives en milieu scolaire est trop faible pour que l'on puisse parler de progrès.

Il n'est qu'à écouter les « hommes de terrain » pour s'en persuader. Pour M. André Bouché, enseignant universitaire de lycée, l'enseignement nutritionnel est insuffisant, car il est à la fois « facultatif » et « limité ». M. Bouché regrette que les cuisines n'aient pas été nationalisées en même temps que les collèges et que la tendance à la privatisation, ainsi que l'éloignement des lieux de confection de repas démobilitent le personnel et empêchent toute action éducative pratique.

La situation n'est guère plus réconfortante au niveau de l'université, si l'on en croit M. René Augier, enseignant principal au service des universités. Les diététiciens et les étudiants en diététique de Nice « la généralisation du système de distribution en self-service, explique-t-il, nous permet de constater à quel point l'étudiant ignore les règles de la nutrition et s'en désintéresse, et rien ou presque rien n'a été fait auprès des jeunes de vingt ans pour remédier à cet état de fait ».

En effet, devant l'ampleur de la tâche éducative, les initiatives prises en ordre dispersé (ateliers dans les restaurants universitaires, flashs d'information imprimés sur les seriettes en papier) sont bien peu de chose. D'autant que l'université n'est pas le lieu idéal pour l'acquisition de réflexes permettant d'obtenir du jeune consommateur un « automatisation du juste besoin » ne se fait pas à la lecture d'une affiche ou d'un slogan. C'est à l'école primaire que ce long travail devrait être accompli.

Ce n'est pas non plus en quittant l'école ou l'université que le Français reçoit l'éducation nutritionnelle qu'il est en droit d'attendre, puisque celle-ci n'est aucunement organisée, pas plus à l'armée que sur les lieux de travail. Enfin, pour le troisième âge, selon le professeur Gérard Debry (Nancy), aucune étude d'envergure n'a été faite sur la digestion bilée des aliments qui permettrait de guider les personnes âgées solitaires dans leur choix.

JEAN CONTRUCCI.

## Le boycottage des Jeux olympiques de Moscou

### M. Carter a accueilli « avec plaisir » la décision du Mouvement sportif d'Allemagne fédérale

De notre correspondant

Trois comités olympiques nationaux s'étaient réunis, le 15 mai, pour prendre position au sujet des Jeux de Moscou. Deux d'entre eux ont décidé de les boycotter : celui de la République fédérale d'Allemagne par 59 voix contre 40 et celui d'Uruguay à l'unanimité. Celui du Portugal s'est prononcé, en revanche, pour la participation par

20 voix contre 15 et 3 abstentions. La décision la plus attendue était bien sûr celle de la République fédérale d'Allemagne, quatrième puissance olympique, derrière l'Union soviétique, les États-Unis et la République démocratique allemande. Son vote peut en effet influencer d'autres comités européens qui doivent se prononcer avant le 24 mai,

date limite pour l'acceptation de l'invitation du comité d'organisation des J.O. de Moscou. A Washington, le président Carter a accueilli avec plaisir la décision ouest-allemande tandis que l'agence Tass, tout comme la télévision est-allemande, dénonçait un retour à « la guerre froide ».

## BONN : solidarité et raison d'État

De notre correspondant

Bonn. — La décision n'a jamais été vraiment mise en doute. Après quatre heures de discussion, le comité olympique de la République fédérale d'Allemagne s'est prononcé jeudi 15 mai pour le boycottage des Jeux de Moscou. Il aurait été inconcevable que les membres du comité aillent finalement à l'encontre des recommandations du gouvernement fédéral. Mais, en même temps, les dirigeants des organisations sportives ouest-allemandes, en dépit de leurs intérêts propres, ont décidé de rompre une solidarité avec les États-Unis qui est toujours considérée ici par la plupart des citoyens comme la meilleure garantie de l'indépendance nationale. Cela n'empêche qu'au dernier moment les milieux gouvernementaux de Bonn aient fait preuve d'un peu de nervosité. Le président du comité olympique national, soutenu par les représentants des grandes fédérations concernées comme celle d'athlétisme, M. Willi Daume, n'a en effet négligé aucun effort pour détourner les regards du public à l'égard de la décision. Ses adversaires l'accusent de briguer la succession de lord Killarney, ce qui l'obligerait à « livrer l'équipe ouest-allemande au Kremlin ». Il reste que les débats français manifestent deux jours plus tôt à naturellement joué un rôle dans ces controverses. M. Daume, suggère-t-on dans les milieux gouvernementaux, aurait

d'ailleurs compté sur ce précédent pour influencer autant que possible les décisions de Düsseldorf. De son côté, pourtant, M. Willi Daume, président des sports et principal avocat du boycottage, a fait de son mieux pour expliquer que « Marianne, en dépit de ses nombreuses escapades », serait toujours aimée et respectée, car elle n'aurait pas à se précipiter du sort de Berlin ou à défendre sa réputation dans le monde. Si, en revanche, les sportifs de la R.F.A. se permettaient d'opposer la même attitude en « laissant tomber » les Américains, on verrait resurgir très vite l'image de « l'Allemagne qui ne se soucie pas de ses amis ». Il serait impossible d'attendre des Américains qu'ils défendent Berlin, alors que les athlètes ouest-allemands se réclament du privilège d'être à l'avant-garde de la République fédérale. M. Daume est-il difficile de ne pas ressentir que, aux yeux de nombreux dirigeants et aussi de citoyens de la République fédérale, la façon dont les Français viennent de réaffirmer leur indépendance politique est considérée comme une espèce de « trahison » des intérêts les plus fondamentaux de l'Occident.

Les échanges de vues dans le grand salon des « Jags » de l'hôtel Intercontinental à Düsseldorf ne pouvaient cependant pas apporter grand-chose de nouveau. M. Daume a sans doute été un de ceux qui ont voté en faveur du boycottage des

Jeux rapprochant la République fédérale des pays de l'Est, où le sport se trouve aux ordres des gouvernements. Son principal adversaire, M. Weyer, a répété que le Parlement représente le peuple et donc aussi les sportifs. Au surplus, les Soviétiques n'ont jamais craint de prononcer des boycottages sportifs contre Berlin, Israël, et d'autres encore. Dans la mesure très restreinte où certains membres du comité olympique n'avaient pas encore fixé leur attitude, une intervention a sans doute joué un rôle notable. M. Kling, Dieter Cise, représentant la Fédération des escrimeurs, a beaucoup pesé sur ce débat. Sur un ton qui a bouleversé l'assistance, il a reconstruit d'abord que le boycottage des Jeux ne fera certainement pas partir un seul soldat soviétique du territoire afghan. « Mais, a-t-il demandé, s'agit-il de la vraie question ? Ne s'agit-il pas plutôt de savoir où et quand aura lieu le prochain Kaboul ? »

M. Cise a encore plus profondément touché les esprits et les cœurs en rappelant que les escrimeurs de la R.F.A. font le sacrifice « le plus brutal », car, jamais encore, ils n'avaient remporté autant de succès que durant ces dernières années. Ils renouent donc volontairement à dix ans de travail et d'entraînement. S'ils font ce très lourd sacrifice, ce serait parce qu'il ne leur paraît pas impossible de soutenir que « leur propre jardin importe plus que le pays dans son ensemble ».

JEAN WETZ.

## MOSCOU : récidive de guerre froide

De notre correspondant

Moscou. — Bien que la décision du C.N.O. ouest-allemand ait été attendue, les Soviétiques ont réagi par des commentaires peu amènes. Officiellement, ils font comme si cette décision n'avait aucune importance, tout en la condamnant en privé. Elle porte un coup sévère aux Jeux de Moscou.

Mais c'est au niveau politique qu'ils ont choisi de répondre. La Pravda, vendredi 16 mai, sur l'indignation des athlètes ouest-allemands, tandis que l'agence Tass dénonce « une action politique pure et simple qui contredit entièrement l'esprit et la lettre de la charte olympique ».

Bonn démontre « une fois de plus sa volonté de servir Washington les intérêts américains qui ont lancé ces dernières années de récentes attaques contre la détente ». Tass reproche aux dirigeants de la R.F.A. de laisser régner par les Américains des problèmes importants qui touchent l'Allemagne fédérale un intérêt au moins aussi grand que pour l'importation d'autres pays européens. Les Soviétiques, d'autre part, leur intervention en Afghanistan puisse servir de prétexte au boycottage des Jeux de Moscou, d'autant plus que maintenant le gouvernement de Kaboul a proposé un programme clair permettant un règlement politique. Au-delà de ces considérations générales, la décision du C.N.O. d'Allemagne de l'Ouest aura des

conséquences directes sur les Jeux. Les Soviétiques ont tout accepté — même des concessions protocolaires de dernière minute — pour que le boycottage allemand ne fasse pas tache d'huile et pour que les autres pays européens ne viennent à l'imiter. La décision du C.N.O. français avait leur laisser croire qu'ils avaient, au moins en partie, réussi, mais ils craignent que les Allemands ne donnent un mauvais exemple, qu'ils entraînent derrière eux les hésitants, voire qu'ils fassent revenir sur leur acceptation des comités décidés à participer.

A une semaine de la date-limite pour les inscriptions, la situation est loin d'être claire. Les comités nationaux qui ont formellement accepté l'invitation du comité d'organisation de Moscou sont peu nombreux, d'autres ont, en principe, décidé de participer, mais n'ont pas encore répondu. D'autres attendent la dernière minute pour définir leur attitude. Une quarantaine enfin ont réaffirmé leur volonté de boycotter.

Le comité d'organisation n'en continue pas moins imperturbablement les préparatifs. Jeudi a eu lieu le premier tirage au sort pour la composition des groupes du tournoi de football. Les responsables n'ont semblé-t-il, tenir aucun compte des décisions de boycottage, et tout sera certainement à recommencer après le 24 mai, lorsque la liste définitive des participants pourra être établie.

DANIEL VERNET.

## D'un sport à l'autre

BASKET-BALL. — L'équipe de France a battu la Pologne 90 à 78, jeudi 15 mai, au tournoi préolympique de Genève. Après cette victoire, elle occupe la deuxième place au classement derrière l'Italie, en compagnie de l'Espagne, de la Tchécoslovaquie et d'Israël.

CYCLISME. — L'Italien Francesco Moser a remporté le prologue contre la montre du Tour d'Italie, disputé le 15 mai, sur 7,3 kilomètres, à Gènes. Il a devancé le Norvégien Knut Knudsen de 4 sec. Le Français Bernard Hinault de 6 sec. et l'Allemand Giuseppe Saroni de 18 sec.

RUGBY. — L'équipe de France s'est imposée, le 15 mai, à Lodi, face à la Pologne par 42 à 0.

TENNIS. — Dominique Bedel, le dernier Français en compétition au tournoi de Hambourg, doté de 200 000 dollars, a été éliminé, jeudi 15 mai, en huitièmes de

finale, par l'Argentin Guillermo Vilas, 6-1, 6-3. A Florence, où le tournoi est doté de 50 000 dollars, Patrick Proisy et Grégoire Ruffin ont été éliminés respectivement, dès le premier tour, par les Italiens Torino Zugarelli, 4-6, 6-3, 6-4 et Paolo Bertolotti, 6-3, 7-5. Au deuxième tour, Gilles Moretton a été battu par l'Australien Phil Dent, 6-4, 6-4, tout comme Bernard Fritz par le Mexicain Raul Ramirez, 6-4, 6-4. Seul Jean-François Caufole a pu se qualifier face à l'Australien Syd Ball, 6-4, 6-1.

#### LISEZ

Le Monde des PHILATÉLISTES

## LES ATHLÈTES PORTUGAIS IRONT A MOSCOU

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — En dépit des pressions exercées par le gouvernement de M. Sá Carneiro, favorable au boycottage, le comité olympique portugais a dit oui aux Jeux de Moscou, jeudi 15 mai, par 20 voix contre 15 et 3 abstentions. Les jours qui ont précédé cette réunion, la presse de droite avait lancé une vaste campagne contre les Jeux. Pour justifier le boycottage, on avait même rappelé que, en 1971, une équipe de handball de Moscou avait refusé de disputer un match contre le Sporting de Lisbonne en signe de protestation envers la politique coloniale du gouvernement. — J. R.

● Italie : décision le 20 mai. — L'Italie ne s'est pas encore prononcée sur sa participation aux Jeux olympiques de Moscou. Elle attend le dernier moment pour trancher. Un conseil des ministres est prévu à ce sujet vendredi 16 mai. Le comité olympique national se réunira trois jours plus tard. D'ores et déjà, les communistes sont partis en guerre contre le boycottage qui aurait été décidé au cours d'une réunion organisée par les trois partis gouvernementaux (démocrates chrétiens, socialistes et républicains). Le président du conseil, M. Francesco Cossiga, aurait souhaité que les pays de la Communauté européenne adoptent une attitude commune. On lui prête l'intention de préconiser le boycottage. — (Corresp.)

## AME WOLINSKI !

En tête de la première page de l'Humanité, vendredi 16 mai, un dessin de Wolinski montre le président des États-Unis dans le costume d'un Hitler nazi et défilé, entouré de deux athlètes allemands, un homme et une femme, adressant le salut nazi en criant : « Heil Carter ! »

Il suffit pourtant de lire, page 11 du même journal, l'article consacré à la décision du comité national olympique de R.F.A. pour comprendre qu'elle a été prise après quatre heures de débat serré, que quarante membres du comité sur quarante-neuf se sont prononcés pour la participation aux Jeux olympiques de Moscou et que « les sportifs de l'Allemagne fédérale (...) ont exprimé leur vive déception » à l'annonce du boycottage.

Il n'importe. Pour Wolinski et pour les responsables de l'Humanité, qui en font le « une », les Allemands (de l'Ouest) seront toujours les Allemands, n'importe quel bras tendu. Quant à Hitler, ce n'était qu'un Carter qui ne manquait pas de vitamines. — P. J.

## M. JEAN ELLENSTEIN : scandaleux.

Nous avons reçu de M. Jean Ellenstein la communication suivante :

L'Humanité du vendredi 16 mai 1980 publie un dessin de Wolinski représentant Carter en général de l'armée hitlérienne, et deux sportifs, un homme et une femme, avec l'inscription R.F.A. criant « Heil Carter ! ». Ce dessin me semble particulièrement scandaleux et fait preuve d'une xénophobie rarement atteinte dans l'histoire du parti communiste français.

On peut ne pas être d'accord avec la décision du comité olympique allemand, ce qui est mon cas, car je ne suis pas favorable au boycottage des Jeux olympiques, mais le chauvinisme et la xénophobie me semblent être des arguments d'un autre âge et contraires aux principes communistes. Proletaires de tous les pays, unissez-vous, disait Marx et non pas proletaires de tous les pays combattez-vous, comme semble indiquer le dessin de Wolinski. On veut développer le chauvinisme anti-allemand en France, mais nombreux sous les communistes eux-mêmes qui n'acceptent pas cette xénophobie de l'Humanité.

Alsace  
Les sept dép  
devienne une

Picardie

DEUX MILLE CINQUANTS  
DE SOUT DU PAYS

"33" Export.





# régions

## Alsace

### Les sept députés R.P.R. voudraient que la région devienne une collectivité territoriale à part entière

Les sept députés alsaciens membres du R.P.R., MM. Bord (Bas-Rhin), ancien secrétaire général de l'U.D.R., ancien ministre, ancien président du conseil régional d'Alsace, ancien président du conseil général du Bas-Rhin, André Durr (Bas-Rhin), Antoine Gissin-

ger (Haut-Rhin), François Grussenmeyer (Bas-Rhin), Charles Haby (Haut-Rhin), Germain Sprauer (Bas-Rhin) et Pierre Welsenhorn (Haut-Rhin) viennent de déposer deux propositions de loi visant à transformer la région en une véritable collectivité territoriale.

Cette initiative sera remarquée. Les parlementaires gaulistes se réfèrent expressément dans leur proposition au projet préparé par le général de Gaulle et soumis au référendum du 27 avril 1969. Ils accentuent ainsi leur différence avec le président de la République hostile à toute extension du pouvoir des régions.

Le premier texte est une proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 73 de la Constitution et faisant de la région une collectivité territoriale au même titre que le département, la commune et les territoires

d'outre-mer. La loi du 5 juillet 1972 qui a créé les régions en a fait, on le sait, de simples établissements publics.

La seconde proposition déposée par les parlementaires alsaciens vise à réorganiser dans le détail les institutions régionales. L'article premier prévoit ainsi que « la région est une collectivité territoriale qui a pour mission de contribuer au développement économique, social et culturel, ainsi qu'à l'aménagement de la partie correspondante du territoire national ».

La proposition R.P.R. fait du préfet de région le « délégué du gouvernement » chargé d'assurer l'exécution des décisions de celui-ci. Contrairement aux propositions socialistes par exemple, la région ne désignerait donc pas son propre exécutif.

S'agissant du conseil régional qui devient l'assemblée unique de la région (l'actuel comité économique et social disparaîtrait donc), le texte des députés alsaciens prévoit qu'il aurait une composition tripartite : les parlementaires — députés et sénateurs — de la région, vingt conseillers territoriaux élus au scrutin majoritaire à deux tours par les conseils généraux et par les conseils municipaux ou leurs délégués, et des conseillers régionaux socio-professionnels désignés par les organismes représentatifs.

Le bureau du conseil régional serait renouvelé chaque année à l'ouverture de la seconde session ordinaire, et le président devrait être successivement, par période de deux ans, un parlementaire, un conseiller territorial et un conseiller socio-professionnel.

## Picardie

### DEUX MILLE PIGEONS AU BOUT DU FUSIL

Quatre journées de tir aux pigeons vivants s'ouvrent, dans la Somme, de nombreuses protestations de la part d'associations de protection des animaux. Commencé le jeudi 15 mai, le tir aux pigeons organisé par le comte Robert de Thézy, à Thézy-Glimont, près d'Amiens, se poursuivra jusqu'au dimanche 18 au soir.

Le domaine est sévèrement gardé par des vigiles. Deux mille pigeons au total doivent être tirés. Le championnat de Belgique se déroulera à cette occasion, le tir aux pigeons étant interdit en Belgique, il était aussi depuis quelques années dans le département de la Somme, mais l'arrêté qui le prohibait a été cassé.

## Midi-Pyrénées

### LANNEMEZAN : les agriculteurs gagnent contre Pechiney.

(De notre correspondant.) Tarbes. — Les agriculteurs de la région de Lannemezan, dont les exploitations pâtissent des émanations fluorées de la fabrication d'aluminium Pechiney, viennent de remporter un succès dans le conflit qui les oppose depuis des années à l'entreprise.

## M. Bord : il s'agit de relancer un débat national avant les élections présidentielles

De notre correspondant

Strasbourg. — C'est M. André Bord qui est à l'origine de la proposition de loi que viennent de déposer les députés R.P.R. de l'Alsace. Nous l'avons interrogé sur son initiative en lui demandant, en particulier, s'il ne craignait pas de verser ainsi dans le régionalisme et « l'alsacisme ». M. Bord ne le croit pas. « Cette proposition se trouve dans le droit fil du vote référendaire ouvrier des gaulistes s'étant ralliés en 1969 et dont même ses adversaires reconnaissent que la portée régionale était valable », souligne l'ancien secrétaire d'Etat, qui fut l'un des rédacteurs du projet de 1969. D'autre part, indique-t-il, la nouvelle assemblée régionale n'est pas élue au suffrage universel : notre projet sauvegarde le rôle du préfet de région, lui donne autorité sur tous les services qu'éventuellement pourrait créer la nouvelle institution.

Ce projet n'est pas non plus en contradiction avec la loi du 5 juillet 1972, qui a institué les actuelles régions, ajoute M. Bord, qui rappelle que le ministre qui, à cette époque, était chargé des réformes administratives, M. Alain Peyrefitte, déclarait qu'une des caractéristiques de cette loi était d'être « évolutive et de ménager l'avenir ». « Le temps est venu de faire évoluer la région, dit le député de Strasbourg, et il faut la faire sortir du blocage actuel, de l'étouffement causé par les personnes administratives. Il faut créer une région avec des pouvoirs et des ressources propres. Elle n'enlèverait rien aux départements et aux communes : bien au contraire, communes et départements doivent à mon sens comme les régions se voir transférer des responsabilités nouvelles. Il ne s'agit pas de centraliser au niveau de la région ; il s'agit de décentraliser au niveau de l'Etat. La fusion dans l'assemblée régionale des représentants culturels et des responsables politiques vise à rapprocher les hommes de la région en leur faisant partager de plus grandes responsabilités. »

Le 16 mai, à Montpellier, une fête a marqué la marche, au cours de laquelle on a beaucoup remarqué M. Maffre-Baoge, ancien leader agricole et régionaliste, élu député au Parlement de Strasbourg sur la liste communiste. Dans la soirée, on entendait Maria Ronanet, une châteline à ce s.

Tout cela après un certain nombre d'occurrences. « Nous sommes attirés par la création du Grand Occident, occitan, proteste Jean-Pierre Laval, militant cocard dans le mouvement. Nous avons l'impression que le P.C. est en train de faire une O.F.A. sur le mouvement occitan. »

« Non seulement, s'indigne notre militant, ils prennent notre mouvement, mais ils s'emparent de tous nos slogans parfois vieux de quinze ans comme « Le Midi réserve d'indignes » ou « L'Occitanie bronze-œil de l'Europe. »

## "33" Export. On peut rester actif après une bonne bière.



Une bonne bière sans trop d'alcool



# RÉGIONS INFORMATIONS «SERVICES»

## Centre

Entre Orléans et Tours

### LES POIDS LOURDS NE POUR- RONT PLUS CIRCULER, DE NUIT, SUR LES DEUX RIVES DE LA LOIRE.

(De notre correspondant.)  
Orléans. La circulation des poids lourds est désormais interdite de nuit, de 23 heures à 5 heures du matin, entre Orléans et Tours, sur les deux rives de la Loire. Le tribunal administratif d'Orléans vient de rejeter dix recours déposés par les syndicats de transporteurs routiers, qui demandaient l'annulation des arrêtés municipaux pris par les maires du Val de Loire, emmenés par M. Pierre Sudreau, app. U.D.F., député et maire de Blois, soutiens de protéger les sonores de leurs concitoyens. Les véhicules doivent à présent emprunter l'autoroute A 10 pour joindre les deux villes.  
Si les tribunaux ont déjà eu à traiter de tels conflits, c'est la première fois qu'une interdiction de circulation est prise sur une aussi longue portion de route (100 kilomètres environ), et beaucoup se demandent, après ce jugement, s'il ne conviendrait pas, afin de ne pas encombrer les tribunaux de requêtes de plus en plus nombreuses, d'établir une nouvelle législation.

## Faits et projets

### Transports

● Un passager-robot sur la Varig. — Au nombre des passagers qui s'envoleront, vendredi 16 mai, à bord d'un DC-10 de la compagnie brésilienne Varig, à destination de Rio-de-Janeiro, figurera un robot. Sico parle portugais et six autres langues. Il sera la vedette de l'exposition mondiale sur les télécommunications Intelcom 80, qui a lieu du 19 au 24 mai à Rio, où il assurera la promotion de la société française Thomson-CSF.

● La desserte maritime de la Corse. — La flotte de car-ferries de la Société nationale Corse-Méditerranée (S.N.C.M.) qui assure la desserte entre le continent et l'île de Beauté, sera renouvelée en 1980 et 1981. Outre le Liberté (1240 voyageurs, 440 voitures), qui sera mis en service au mois de juin prochain, un autre car-ferrie, l'Estérel (2100 passagers et 700 véhicules), est attendu pour le mois de mai 1981. Pour l'achèvement des marchandises entre la Corse et le continent, un cargo roulier, le Porto-Corbo, sera mis en service le 1<sup>er</sup> juin 1980 par la S.N.C.M.

● Un tunnel routier sous la cordillère des Andes. — Un tunnel routier construit dans la cordillère des Andes par le Chili et l'Argentine sera inauguré le 23 mai prochain. Situé à 3 200 m d'altitude, ce tunnel, baptisé « tunnel du Christ rédempteur », a nécessité quatre ans de travail. Sa galerie, longue de 3 080 m, vient compléter une route qui relie le port chilien de Valparaiso à la ville argentine de Mendoza. Jusqu'à présent, les véhicules devaient utiliser un tunnel ferroviaire transandin construit au début du siècle et qui n'est pratiquement plus utilisé. — (A.F.P.)

● Société d'autoroute condamnée. — Le tribunal administratif de Lyon vient de condamner la Société des autoroutes du sud de la France à verser 48 000 francs d'indemnités à 13 000 francs de dommages et intérêts à un habitant de Sainte-Colombe, dans le Rhône, qui se plaint des nuisances sonores occasionnées par la déviation de l'autoroute contournant la ville de Vienne et passant devant son domicile. En revanche, le tribunal a refusé de prendre en considération la dévaluation de l'immeuble dont la construction était pourtant, antérieure à celle de l'autoroute.

## PRESSE

### LE QUARANTE-DEUXIÈME PRIX ALBERT-LONDRES A MARC KRAVETZ, DE «LIBÉRATION»

Le 42<sup>e</sup> prix Albert-Londres a été décerné ce vendredi 16 mai au journaliste de Libération Marc Kravetz. Le jury a également décerné une mention spéciale à l'équipe de reportage de «Vendredi» (FR3) : Michel Honorin, Jean-Marie Cavada et Michel Toulouse, pour l'ensemble de leurs reportages. Le jury du prix Albert-Londres



Les membres du jury ont retenu tout particulièrement des reportages tels que ceux de Harrisburg, sur l'usine atomique de Three-Mile-Island, ses reportages au Kurdistan et en Iran, mais aussi ses articles sur le Bol d'Or motocycliste ou encore un de ses récents articles intitulé Le Dernier poulu.

● La Fédération internationale des journalistes (F.I.J.), réunie en congrès à Athènes, du 12 au 15 mai, a réclamé des garanties à l'exercice de la liberté de la presse et à la défense du secret professionnel. M. Paul Parizot (France, C.F.D.T.) a été réélu président de la F.I.J. pour deux ans.

## LA MAISON

### Meubles de vacances

A l'approche de l'été, il est temps de meubler la maison des vacances. Dans un appartement au bord de la mer ou à la montagne, le gain de place est essentiel : les «mètres carrés» sont chers. Répliables, escamotables, les meubles de vacances seront donc fonctionnels, tout en ayant un aspect agréable.

Oans une chambre de jeunes, il est possible d'avoir deux lits le soir mais l'encombrement d'un seul dans la journée. Le penneux latéral d'un lit en aspi s'ouvre, comme un tiroir, pour découvrir un second lit ; une fois tiré, celui-ci se relève automatiquement à la hauteur du premier. L'ensemble des deux lits de 80 x 190 cm, avec matelas, vaut 1 290 F (catalogue de la Redoute, page 598).

Un tout nouveau siège-lit d'appoint d'une personne a été conçu pour les résidences secondaires. Ce «Kilil» de G.M. est un meuble de 70 cm de large, en mousse de polyester de 15 cm d'épaisseur, avec oreiller-pupitre. Il est habillé d'une housse amovible en chiné de Tergel vel, avec neuf couleurs au choix. Répliable sur lui-même et maintenu par une sangle, il devient une cheffausse dont le dossier est soutenu par un dossier tubulaire (800 F environ).

Claude Le Goff présente une banquette-lit de 170 cm de large dont le mécanisme est original. En tirant sur l'assise du siège, le dossier se déplace progressivement, permettant toutes les positions de relaxation avant de s'étaler en lit. Le meuble est habillé de la housse de couette pour dormir (5150 F dans un tissu de catégorie moyenne). Il existe une cheffausse se transformant en lit d'une personne selon le même système.

### Tables pliantes

Aussi pratiques dans un séjour que sur une terrasse, des sièges légers ont une armature en tube laqué rouge ou noir, et laquelles est tendue une housse molle en toile de coton. Répliables, ils n'ont que 20 cm d'épaisseur (240 F, catalogue sociétal Mobilier des Trois-Suisses). Légers également, les meubles d'appoint en burlin conviennent aux maisons de l'été. Réalisés dans cette matière, les tables de la collection des bibliothèques en forme d'arcade existent en trois hauteurs : 1,40 m, 1,50 m, et 1,80 m. Ides 480 et 690 F. — le Monde sauvage.

Très esthétiques, les tables pliantes de Casati ont de multiples utilisations : repas, jeu de cartes, courrier, etc. Demi-répliable, le «Pieno» carré est un plateau de 85 cm de côté, divisé en quatre triangles qui se rebatent séparément. Rondes ou carrées, ces tables «Pieno» sont en plastique blanc, sable, vert, rouge, brun ou noir ; elles sont montées sur un pied métallique à roulettes (1 329 F). Une amusante table «ecl-service» peut simplifier les repas de vacances. Sur une table ronde, de 1,20 m de diamètre, viennent s'encastrer six plateaux individuels en plastique jaune ou vert olive. Chacun peut ainsi se servir et débarrasser son repas dans une ambiance décontractée (Casati, 1 882 F).

Une grande table ovale, à plement en hêtre, a son plateau en plastique blanc qui se rabat en deux parties (Prism, 670 F). Dans ces magasins Prism, où meubles et objets sont sélectionnés pour leurs lignes contemporaines et leur usage rationnel, il est possible d'équiper une cuisine en «kil». Les céramiques sont en aggloméré revêtu de céramique blanche, avec portes céramiques en hêtre ou en verre armé. Les éléments haut et bas se lèvent en 40, 60 et 80 cm de large (de 200 F à 300 F) et se garnissent, à volonté, d'étagères, de tiroirs ou de corbeilles métalliques. Des plateaux en hêtre lamellé huilé, évoquant les îles de bouchers, liment les plans de travail.

### JANY AUJAME

\* Siège G.M., 42220 Bourg-Argental, 141. 1771 52-53-22. Fournit les adresses de ses revendeurs.

\* Claude Le Goff, 8, boulevard du Montparnasse, et 14, rue de Maubeuge, à Paris ; 16, quai Jean-Moulin, à Lyon.

\* Le Monde Sauvage, 86 et 101, rue Saint-Denis, 75001 Paris. Castelli, 311, rue d'Orléans, 12, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, tél. 266-39-03. Indique les points de vente de Paris et de province.

\* Prism, 116, avenue Victoria, 75001 Paris, et à Grenoble, Lyon, Marseille, Toulouse.

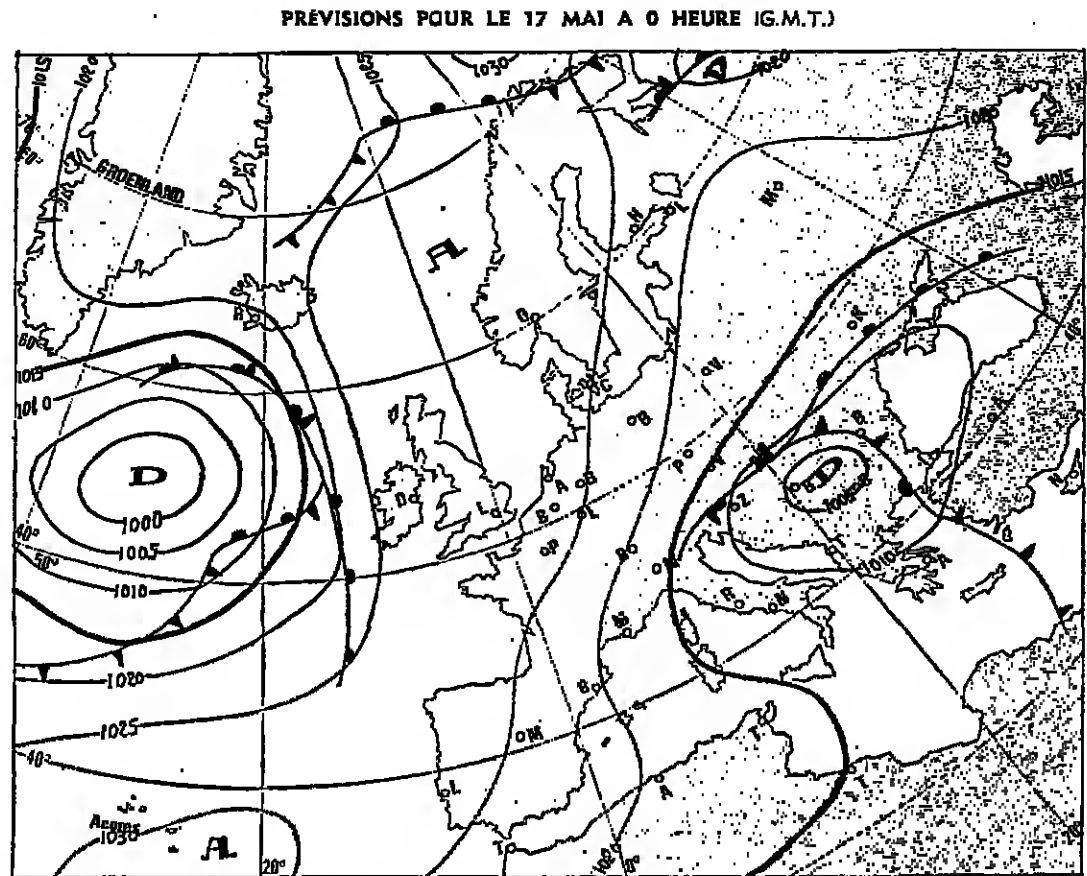
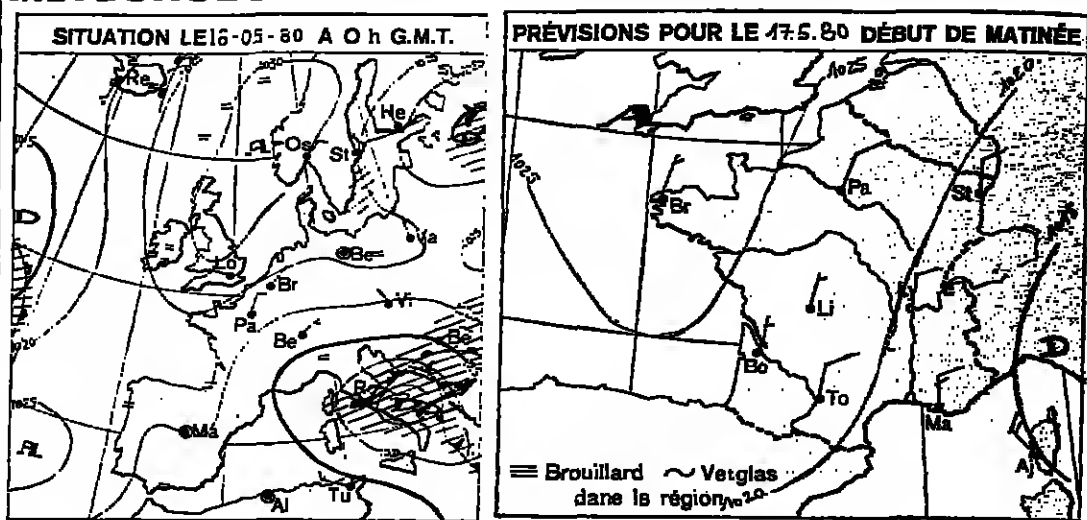
Une quarantaine de sièges et de meubles permettent de suivre l'évolution de cette technique, dont le lisme Thonet a été la novatrice. Au début du siècle, Josef Hoffmann marie courbe et contreplaqué, technique que Alvaro Siza lamellé-collé, continué dans cette voie, Charles Eames et Arne Jacobsen allieront le métal et le bois courbé, tandis que Verner Panton aboutira, avec la fibre de verre, à son siège Zigzag.

\* Jusqu'au 23 juin, Centre Georges-Pompidou, salle de documentation du C.C.T., rez-de-chaussée.

## PARIS EN VISITES

● SAMEDI 17 MAI  
«Le château de Maisons-Laffitte», 15 h, entrez dans la galerie, Mme Puchat.  
«Hôtel de Sully», 15 h, 62, rue Saint-Amand (Calise originale des monuments historiques).  
«Sainte-Geneviève-des-Bois», 13 h, autocar A.T.P.R., boulevard Saint-Jacques (Art pour tous).  
«Le Palais National», 15 h, 15, 6, rue des Hautes-Écoles, Mme Barber.  
«Notre-Dame», 15 h, droite du palais, «Connaissance d'ici et d'ailleurs».  
«Le Sénat du Luxembourg», 15 h, sous arcades de l'Odéon, Mme Per-rand (entrées limitées).  
«La Sainte-Chapelle», 15 h, par-ché, M. de La Roche.  
«Le Grand-Orient de France», 15 h, 18, rue Cadet, Mme Haugier.  
«Vieux Montparnasse», 15 h, métro Saint-Pierre (Paris Inconnu).  
«Grand-Orient de France», 15 h, métro Cadet (Templaris).  
«L'hôtel de Clugny», 15 h, 10, place de la Concorde (Tourisme culturel).  
«Les hôtels de l'île Saint-Louis», 15 h, 12, boulevard Henri-IV, île Vieux-Paris.  
«La maison de Saligny», 15 h, 47, rue Raynouard (Histoire et archéologie).  
«Place des Vosges», 14 h, 30, de 10 à 11, l'église Saint-Paul, Mme Rouch-Gain.  
● DIMANCHE 18 MAI  
«Coulisses de l'Opéra-Comique», 10 h, 30, place Coicte, Mme Lemarchand.  
«Le musée de la marine», 10 h, 30, 2, rue Royale, Mme Saint-Girons.  
«Mairie», 15 h, 1 bis, place des Vosges, Mme Lemarchand.  
«Hôtel de Sully», 15 h, 62, rue Saint-Amand, Mme Puchat.  
«Le palais Mazarin», 15 h, 58, rue de Richelieu, Mme Saint-Girons (Calise originale des monuments historiques).  
«Lycée Henri-IV», 15 h, 23, rue Clovis, Mme Camus.  
«Le Sénat, palais du Luxembourg», 10 h, des rues de Tournon et de Vaugirard (Arcus).

## MÉTÉOROLOGIE



Evénement probable du temps en France entre le vendredi 16 mai à 0 heure et le samedi 17 mai à 24 heures :  
Le régime de vents, de secteur nord, persistera sur la France entre les hauteurs pressions de la mer du Nord et les basses pressions du bassin méditerranéen.  
Samedi 17 mai, le temps sera généralement bien ensoleillé et frais et les températures s'élèveront encore un peu. Il faut s'attendre cependant à un ciel passagèrement nuageux des Alpes à la Corse, avec peut-être quelques ondées de courte durée. Le soir, enfin, des nuages apparaitront de la Flandre aux Ardennes, des vents violents du nord ; ils seront assez forts et irréguliers dans la basse vallée du Rhône et dans le Midi méditerranéen.

Le vendredi 16 mai, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était : Paris, de 1 022,5 millibars, et 707,2 millibars de mercuriel.  
Températures le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 mai ; le second, le minimum de la nuit du 15 au 16 ; Ajaccio, 16 et 10 degrés ; Biarritz, 14 et 12 ; Bordeaux, 22 et 10 ; Bourges, 19 et 5 ; Brest, 22 et 7 ; Caen, 17 et 5 ; Cherbourg, 15 et 7 ; Clermont-Ferrand, 19 et 3 ; Dijon, 16 et 9 ; Grenoble, 14 et 4 ; Lille, 19 et 6 ; Lyon, 17 et 3 ; Marseille, 21 et 15 ; Nancy, 18 et 4 ; Nantes, 23 et 10 ; Nice, 18 et 12 ; Paris-Le Bourget, 20 et 6 ; Pau, 15 et 11 ; Perpignan, 20 et 13 ; Rennes, 24 et 9 ; Strasbourg, 16 et 5 ; Tours, 19 et 6 ; Toulouse, 20 et 11 ; Poitiers-Pierre, 21 et 25.  
Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 7 degrés ; Amsterdam, 19 et 8 ; Athènes, 20 et 16 ; Berlin, 15 et 3 ; Bono, 19 et 1 ; Bruxelles, 18 et 1 ; Caen, 30 et 22 ; Canaries, 20 et 16 ; Copenhague, 12 et 6 ; Genève, 13 et 7 ; Lisbonne, 22 et 12 ; Londres, 19 et 7 ; Madrid, 21 et 7 ; Moscou, 7 et 3 ; New-York, 18 et 13 ; Palma-de-Majorque, 22 et 9 ; Rome, 18 et 11 ; Stockholm, 17 et 8 ; Téhéran, 30 et 10.

## CIRCULATION

PROCHAINE OUVERTURE DU TUNNEL DE FRÉJUS. — Le tunnel alpin de Fréjus, qui relie Modane, en Savoie, à Bardonecchia, au Piémont, sera ouvert à la circulation des véhicules de tourisme et des autobus, le 8 juillet, et des camions, le 4 août prochain, annonce un communiqué officiel publié à l'issue d'une réunion de la commission Intergouvernementale Franco-Italienne.

## VIVRE A PARIS

PENTECÔTE : NOTRE-DAME AUX PIÉTONS. — A l'occasion des fêtes de la Pentecôte, le pèlerin de Notre-Dame, devenu la cathédrale, sera réservé aux piétons. Le Pont-ne-Doube sera donc fermé à la circulation du samedi 24 mai, à 8 heures, au lundi 26 mai, à 18 heures. La préfecture de police indique que la zone interdite à la circulation peut être contournée en empruntant le quel de Montebello, le quel Saint-Michel, le pont Saint-Michel et le boulevard du Palais.

PROBABILITÉS POUR LE DIMANCHE 18 MAI  
Toujours un temps ensoleillé, mais un peu frais, surtout le matin. Les vents, faibles à modérés, souffleront du nord-est ; quelques nuages cependant en cours de journée sur le Nord, les Ardennes, la Vosgues et le Jura.  
(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

<b>LOTO</b>				<b>TIRAGE N°20</b> <b>4ème ANNIVERSAIRE</b> <b>DU 14 MAI 1980</b>	
6	14	17	34	37	46
NUMERO COMPLEMENTAIRE				44	
NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES			RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)		
6 BONS NUMEROS	14	1 064 373,70 F			
5 BONS NUMEROS <small>+ numero complementaire</small>	39	216 682,40 F			
5 BONS NUMEROS	2 285	8 469,00 F			
4 BONS NUMEROS	115 955	141,00 F			
3 BONS NUMEROS	2 005 253	11,70 F			
PROCHAIN TIRAGE LE 21 MAI 1980					
VALIDATION JUSQU'AU 20 MAI APRES-MIDI					

BOULE DE LA LOTTERIE NATIONALE 11 DU LOTO NATIONAL

## PALACES A NEW-YORK

C

## DISTRAYONS LES YVON E

T

## PARIS NEW YORK

1790

166, bd du Montparnasse 75014 PARIS  
31, allées de Tourny 33000 BORDEAUX



Le Monde

# Le Monde

## LOISIRS ET TOURISME

PALACES A 5 HEURES DE L'APRÈS-MIDI

### NEW-YORK AU FOND D'UNE TASSE DE THÉ

COMME toute métropole, New-York a ses palaces. Regroupées au centre de la ville, le plus souvent près de la 5<sup>e</sup> Avenue, elles offrent un spectacle fascinant avec leurs multiples contrastes de dorures et de lumières, de gigantisme et d'équilibre, d'hypermodernisme et d'enchâssement rassurant. Dans cette immense cité presque trois fois plus grande que Paris, où les grands hôtels en terrasse sont rares, et généralement bondés, ces hôtels majestueux sont des refuges très appréciés des hommes d'affaires et des touristes fortunés (les prix des chambres varient entre 300 F et 700 F environ).

N'importe quel visiteur peut pourtant s'y promener s'il réussit à ne pas se perdre dans le dédale des halls, des salons, des restaurants et des bars qui s'enchevêtrent selon une logique connue seulement de quelques initiés. Mais c'est surtout à l'heure du petit déjeuner et du thé que la fréquentation de ces lieux raffinés se révèle la plus agréable. A condition d'y mettre le prix, car le jus d'orange à 15 F et la tranche de cake à 20 F ne sont pas rares !

Pour entrer, la stratégie à adopter est simple : ne pas avoir l'air hébété par le luxe du décor, ne pas se faire remarquer par des propos ou un accoutrement trop voyants, ne pas essayer d'ignorer les longues queues qui se forment dès le milieu de l'après-midi devant les salons de thé élégants de ces palaces de début de siècle. Ce n'est d'ailleurs pas le maître des cérémonies de la visite que d'admirer l'ordre dont l'ont preuve les respectables milliardaires qui attendent patiemment leur tour les uns derrière les autres (souvent vingt minutes à une demi-heure). C'est, qu'en effet les privilégiés qui sont déjà installés ne sont en général pas très pressés de quitter la place. Le dernier obstacle à franchir — la plus inattendue souvent — réside dans le port de la cravate, accessoire indispensable à toute heure pour quiconque aspire à fréquenter la bonne société américaine. Toute les leçons de goût sont tolérées mais, hors la cravate, point de salut ! Cette dernière formalité accomplie, il ne reste plus qu'à s'installer. Le spectacle est dans la salle et il n'y a plus qu'à en profiter.

plus pur style Renaissance française, que le dégustateur est le plus pittoresque. Avec son mélange de vieilles dames riches et de jeunes gourmandes à l'œil parfois défilé, le Palm Court offre des contrastes baroques : on y consomme, avec des gestes mesurés, des thés — au sacre ! — assez quelconques (10 F), mais de bonnes gâteaux (20 à 25 F) et d'excellents gâteaux (10 à 20 F). Le service n'est pas particulièrement rapide, mais personne ne semble s'en plaindre. Certaines clientes, peut-être dans le désir de mieux s'intégrer au décor d'arbres et de plantes exotiques qui entourent les tables, s'habillent d'imposantes chapeaux garnis de fleurs qui peuvent surprendre le voyageur d'outre-Atlantique. Seul rasé des thés dansants d'autrefois, un vieux violoniste joue, avec une passion intacte, de son instrument au milieu d'une indifférence courtoise. Avant de quitter les lieux on peut aller faire un tour dans la boutique voisine, qui a eu une dernière pensée pour les nostalgiques de l'établissement : en achetant le tee-shirt qui porte le sigle de l'hôtel et l'inscription « J'ai dormi au Plaza » (français compris), il ne semble pas que l'on puisse faire plus. Le nombre exact de nuits... ceux qui sont passés là sans espoir de retour pourront ainsi se munir de quelques souvenirs.

Les « brunches » de Pierre Pour les petits déjeuners, l'hôtel Pierre est sans aucun doute l'endroit qui s'impose. Situé lui aussi à l'extrémité sud de Central Park (angle de la 5<sup>e</sup> Avenue et 61<sup>e</sup> Rue), non loin du Plaza, il propose dans son discret salon du sous-sol de copieux breakfasts qui font tout aussi bien office de déjeuner. Ces brunches, très prisés des Américains en week-end, coûtent au Plaza de 30 à 55 francs, selon l'appétit de chacun. Ceux qui tiennent à manger à l'européenne trouveront de quoi satisfaire leurs habitudes : les autres essayant les nombreuses compositions anglo-saxonnes à base d'œufs, de bacon, de jambon et de céréales qui figurent sur la carte. Les temps de cuisson ne sont jamais pris en défaut, les plats sont très bien présentés et les serveurs particulièrement aimables. Une adresse à retenir pour ceux qui accordent de l'importance à leur premier repas de la journée.

#### Le salon du Plaza

C'est peut-être dans le salon de thé du Plaza, ce magnifique hôtel construit en 1907 dans le

Un nouveau directeur du tourisme

### S.O.S. VACANCES

LE nouveau directeur du tourisme au ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, M. Edouard Lacroix, qui vient d'être nommé en remplacement de M. Alain Serley, aura une tâche difficile. Les animateurs du tourisme français ont été démotivés et démobilisés après la publication partielle d'un rapport d'enquête administrative et du pré-rapport de la Cour des comptes analysant les anomalies constatées dans la gestion de la direction du tourisme. Officiers du tourisme, comités régionaux du tourisme, associations vouées à la promotion d'une ville ou d'une région se tournent aujourd'hui vers le ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs, et lui demandent de définir les comportements à adopter pour ne plus encourir le reproche d'utiliser de façon non réglementaire les crédits destinés à « vendre la France ». M. Lacroix devra donc d'abord les rassurer. Il lui faudra, en même temps, montrer qu'il ne condamne pas les initiatives dynamiques de son prédécesseur. Celui-ci avait su convaincre les agents de voyage, les hôteliers et surtout leurs interlocuteurs de l'administration et du secteur privé que le loisir et le tourisme n'étaient pas des activités de second ordre. La préparation d'un comité interministériel sur le tourisme, décidé par le conseil des ministres du 16 janvier, lui en donnera l'occasion. Enfin, M. Lacroix devra affronter deux écueils : le manque de crédits d'abord qui l'obligera, par exemple, à demander des places d'avions auprès des compagnies aériennes afin d'envoyer ses agents promouvoir la France à l'étranger et qui l'empêchera de recruter en quantité suffisante les personnels commerciaux compétents. Il se heurtera aussi aux traditionnelles contradictions qui conduisent l'administration, inadaptée aux pratiques commerciales, à créer des associations touristiques à but non lucratif qui ne sont guère mieux outillées financièrement et juridiquement. Le nouveau directeur aura, il est vrai, la consolation de constater que les services étrangers, qu'ils soient offices décentralisés (Japon, Canada) ou administrations à part entière (Etats-Unis, Espagne), souffrent eux aussi d'une crise d'identité et d'un manque de moyens financiers. Car elle a la vie dure, la croyance selon laquelle les vacances et le tourisme « ça marche tout seul et ce n'est pas très sérieux ».

Al. F.

DISTRAYONS LES CITADINS

### YVON ET SES CLIENTS-PÊCHEURS

« Tu laisses filer la ligne jusqu'à ce que le plomb arrive au fond de l'eau, mais pas trop, pour éviter qu'il ne se coince entre les rochers, puis tu « dandines » : tu tires, tu laisses retomber, tu tires à nouveau pour attirer le poisson... »

Le canot était arrêté au pied des rochers qui jalonnent les îles des Glénans et commençait déjà à dériver, entraîné par le courant. La mer bruissait. Au fond de l'eau verte, à quelques mètres, on apercevait les appâts jaunes et rouges et, de temps en temps, le flanc brillant d'un poisson. La ligne résiste. Il faut ferrer puis hisser sur le bateau deux petites lieus victimes de leur voracité. Deux heures plus tard, une dizaine de poissons au dos argenté glissent sur le fond de bois luisant du bateau. Rentrés aux Glénans, on videra les lieus sur la plage. Ce soir, on posera les filets qui attendent sur le quai.

Passer une semaine en mer, de

l'île de Sein à Belle-Ile, apprendre à pêcher au filet, à la traine, poser des casiers, telle est la dernière trouvaille d'un marin breton qui propose une nouvelle forme de vacances aux citadins et aux autres.

Tout a commencé par une constatation : « Lorsque les pêcheurs partent en mer, les touristes sont là à les regarder ! Lorsqu'ils reviennent, ils sont là à les attendre ! » Et une addition : « Les pêcheurs ont du mal à vivre, il faut aller plus loin, avoir un équipement plus sophistiqué... » C'est pourquoi Yvon Barazer a décidé de se reconverter : il a acheté un bateau de pêche de 16 mètres de long mais, à la place de cales à poisson, il a aménagé des cabines avec toilettes, salles de bains et moquette. A côté du radar trace la télévision « qui résiste aux tempêtes », un lecteur de cassettes.

Et vogue le Bidor - Coz, alias « Vieux Marin », vers les îles bretonnes !

#### À la traîne

Une première expérience, l'année dernière, la difficile pêche au thon, pour laquelle il faut partir plusieurs jours en pleine mer, lui a appris que tous les vacanciers n'apprécient pas la solitude aquatique, aussi a-t-il

changé sa ligne d'épave : le bateau, qui accueillait les plaisanciers à Concarneau, les amènera d'île en île. Après quelques heures de mer, laissant le Bidor-Coz à quai, ils iront par groupes de deux ou trois, en canot, passer l'après-midi au large, pêcher à la traîne au pied des rochers. Les moins fervents resteront sur la plage, feront du ski nautique ou de la planche à voile. Le soir, les volontaires poseront les filets. Ils apprendront à mettre dans l'eau la pierre, la bouée, puis, tandis que le canot dérivait, les larges mailles brunes. Mais personne ne les obligera à commencer leur journée à six heures du matin pour aller les lever, pas plus qu'à préparer les poissons pour les repas.

Il est plus facile d'arriver sur une île bretonne avec un marin qu'un touriste débarqué d'un de ces nombreux « proméne-couillons » qu'on croise sans cesse sur la mer... Samedi. Dimanche. La météo qui annonçait la veille un vent fort, Yvon qui avait regardé le ciel où, sous les « cheveux d'anges », se couchait un « soleil voilé », avait eu raison. Le ciel, faisait osciller les bateaux armés aux corps morts. Jean, le patron-pêcheur, l'un des habitants de l'île et son matelot, étaient tout de même partis lever les casiers pour alimenter son vivier et son bar.

Mais il y avait dans les filets plus de poisson que de poissons. Il avait fallu passer la matinée à en retirer les algues et les crabes verts. Installés sur la plage, on discutait en se donnant un coup de main. On avait donné la grosse visière tachetée de rouge à un touriste qu'elle tenait. A l'heure de la messe, tout le monde était accoté au bar qui surplombe le port et on se repassait les jumelles pour commenter les arrivées et les départs. La navigation ne s'apprend pas à l'école et, à côté d'un marin breton, le plaisancier le plus averti est toujours un néophyte.

Le soir on dînait assis à la table de Jean ou sur la plage, autour d'un feu de bois, où chacun avait apporté sa pêche ou ses ustensiles.

Le loisir des uns est le métier des autres. On arrive sur une île bretonne comme on ouvre la porte d'une église : il faut d'abord se reconnaître pêcheur...


#### MARIE-CHRISTINE ROBERT.

\* Le Bidor - Coz peut accueillir huit personnes. La location du bateau pour une semaine coûte 14 000 francs, soit 1 750 francs par personne. Deux formules sont possibles : ou bien un groupe d'amis loue le bateau pour sept jours, ou bien les demandes individuelles sont suffisantes pour une période donnée. Le Bidor-Coz est alors loué à la cabine. Les plaisanciers peuvent choisir le circuit, le type de pêche, etc. — Yvon Barazer, téléphone : (85) 04-02-03 et 07-32-31.

## PARIS NEW YORK

à partir de aller-retour

# 1790 F



ΔVols VARA/à dates fixes

### nouvelles frontières

nous luttons pour le droit au voyage

166, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14  
31, allées de Tourmy 33000 BORDEAUX - 44.80.38

Mexique, train Chihuahua-Pacifique, fatigué de trainer vieilles Américaines aventureuses, cherche jeunes Français dynamiques pour rencontrer indiens Tarahumaras.

R.V. agence de voyages favorite pour rencontrer catalogue Jumbo. Ou envoyer 3 timbres 1,30 F : Jumbo, B.P. 132-07 75326 Paris Cedex 07.

Sur place, pour vous aider à improviser votre voyage, passez au relais Jumbo. Il y en a 39 dans le monde.



voyagez hors des hordes

### Le Monde des PHILATELISTES

Le prochain numéro (88 pages) paraîtra le 8 mai

Les filigranes des timbres anglais

La rubrique « numérisation moderne » abondamment illustrée

L'illustration des timbres français de 1980... et les nouveautés du monde entier

En vente dans les kiosques à partir du 8 du mois : 7 F

Numéro spécimen sur demande : 11 bis, bd Haussmann, 75009 Paris. Tél. : 246-72-23, postes 2608 et 2601.

### USA

Renseignements touristiques

Tél. : 260-57-15 de 10 h. à 17 h.

Correspondance : Ambassade des Etats-Unis 75382 PARIS CEDEX 08.

### la Tunisie

Parlez-en avec ceux qui la connaissent bien

26 hôtels et formules de séjour

Nous vous proposons des formules de vacances de printemps et d'été étudiées et préparées par des gens du pays.

1 semaine, en pension complète (prix TTC, valables en juin, transferts et assurances inclus)

- à HAMMAMET : 1780 F
- à FOMAR KHAYAM : 1940 F
- à MONASTIR : 1940 F
- à ZARZIS : 2210 F
- à SANGHO CLUB : 2210 F

Tunisie CLUB DE LA MEDITERRANEE

Documentation gratuite sur demande

### TUNISIE CONTACT

30, rue de Valenciennes - 75001 Paris  
Tél. : 296.02.25 et 296.14.23







la grosse chaîne

LE MONDE DES LOISIRS

LE MONDE DES LOISIRS

l'avenir sans présent

LE MONDE DES LOISIRS

LE MONDE DES LOISIRS

LE MONDE DES LOISIRS

LE MONDE DES LOISIRS

LE MONDE DES LOISIRS

LE MONDE DES LOISIRS

LE MONDE DES LOISIRS

VOYAGE EN AMÉRIQUE CENTRALE

Le Guatemala sans œillères

**G**UATEMALA : un nom qui s'impose de temps à autre sous les feux de l'actualité par des flambées soudaines de violence. Un pays d'Amérique centrale singulièrement attachant, qui recèle des découvertes rares pour celui qui s'aventure hors des chemins battus des circuits touristiques. Car sur un territoire équivalant au cinquième de la France pour une population d'environ sept millions d'habitants le Guatemala offre un passionnant raccourci de l'Amérique latine et de ses complexités. Hier, aujourd'hui et demain s'y répondent en échos, de surprises étonnantes en interrogations lancinantes.

Hier, c'est l'exaltante épopée des hommes de maïs, l'aventure encore mystérieuse des Mayas, qui ont légué à leurs descendants pour témoignage de leur grandeur d'étranges cités blanches abandonnées au fil des siècles à la voracité de la jungle. Tikal, au cœur de la forêt bruyante du Peten, au nord du pays, offre au regard de majestueuses pyramides aux formes étonnantes. Temples, acroïtes et stèles s'ordonnent selon une conception du monde originale, bête autour des astres en fonction d'une mercurielle cosmologie où l'homme prend sa place comme maillon de l'univers.

D'autres sites jalonnent cet itinéraire à la recherche d'un passé, lieux privilégiés d'une longue quête humaine où l'esprit a soufflé. Un peu plus au nord, Uxactun est probablement antérieur et ses constructions n'attestent pas encore la vertigineuse majesté des pyramides de Tikal. Sur les rives de l'Usumacinta, fleuve sacré des Mayas, Yaxchilan et Piedras Negras donnent une idée de l'habileté des bâtisseurs de l'époque — entre le sixième et le huitième siècle de notre ère — passés maîtres dans l'art d'intégrer la cité au paysage environnant.

La jungle d'émerande sauvage ne se laisse guère approcher par les amateurs de confort. Ici, le cheval ou la jeep, voire le bulldozer, sont encore nécessaires pour se déplacer. Le calme d'un

autre temps qui règne en maître incontesté fait jaillir des brumes du petit matin des silhouettes fantomatiques. Des cris peuplent cet espace frémissant d'une vie que l'on devine aux aguets, attentive au moindre bruissement insolite. De loin en loin, une hutte de branchages indique pour le chicleiro (1) une direction, un sentier à peine frayé qui se réfère quelques mètres plus bas, happé par la jungle vivante et ténébreuse.

Soudain, comme à Sayaxché, une clairière inattendue faite de main d'homme s'ouvre en regard. Blanc dans son écrin sabbat de feuillage vert sombre, un ancien petit temple maya, dressé sa silhouette solitaire et noble dans un décor que l'on dirait surgi de quelque rêve étrange. Tout autour, les courbes douces de monticules boisés recèdent à n'en pas douter d'étranges merveilles dans leurs flancs rebondis. Ça et là, dégagées de leur gangue végétale, des stèles aux formes sculptées font surgir du fond des siècles des dieux oubliés, des guerriers qui furent redoutables, des prêtres dont on ne connaît plus les pouvoirs.

A l'est de la capitale, Quirigua est une halte remarquable sur la route de Copan, aujourd'hui en territoire hondurien. Des représentations fantastiques ornent autels et stèles dans le grand parc archéologique de Quirigua, mais c'est à Copan — achetée pour 50 dollars au siècle dernier par un voyageur américain excentrique, John Lloyd Stephens — que l'on découvre une fascinante pierre gravée. Seize personnages sculptés y sont assis chacun sur un hiéroglyphe différent, indiquant leur lieu d'origine. Et ces seize représentants de diverses régions de l'empire maya se seraient mis d'accord vers l'an 700 pour unifier le calendrier, l'un des plus subtils qui soient, puisqu'il tient compte à la fois de l'année solaire, de la révolution vénusienne, de l'année civile et des impérieuses nécessités religieuses, sans oublier le cycle de cinquante-deux ans qui forme la roue cyclique ni le point de départ de ce calcul, se situant en l'an 3113 avant notre ère.

L'admirable musée Popol Vuh a quitté son premier abri dans une maison patricienne et ombragée de la vieille ville pour se rapprocher des ruines à touristes. La grille-clé de l'institut guatémaltèque du tourisme a trouvé sa place en « centre civique », moderne place flanquée de la mairie de la capitale, de banques et d'immeubles officiels. Le réseau routier s'est amélioré entre les hauts lieux des circuits touristiques. Les hôtels se sont également multipliés en province. Cela ne va pas non plus sans graves faux pas. Ainsi, même si le lac Atitlan réussit encore à demeurer l'un des plus purs joyaux du paysage guatémaltèque, trois hideuses tours de béton défigurent une anse autrefois plantée près de Panajachel. La route circulaire en train d'être ouverte à coups de bulldozers et de lourdes machines autour de ce même lac permettra certes de gagner sans difficulté la douzaine de pittoresques villages indiens qui s'accrochent aux flancs de la montagne. Mais les indiens nous ont dit redouter cette intrusion dans leur monde, car ils pressentent que cette « civilisation » qu'on leur impose contre leur gré n'a d'autre but que de les assimiler plus rapidement, d'exploiter leurs richesses intérieures et, finalement, de détruire leur identité.

Le tourisme représente la quatrième source de devises du Guatemala, après ses produits traditionnels d'exportation (café, coton et sucre), un demi-million de personnes environ s'y rendent chaque année, et ces chiffres étaient jusqu'ici en constante progression. Cependant, les remous politiques qui agitent ces derniers temps l'isthme centra-américain et le durcissement de la violence au Guatemala même ne sont pas de nature à rassurer les amateurs de dépaysement.

D'ailleurs, pour protester contre les violations des droits de l'homme qui ne cessent de meurtrir le pays depuis la chute du régime progressiste du colonel Arbenz il y a vingt-cinq ans, l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation (U.I.T.A.), dont le siège est à Genève, vient de lancer en décembre dernier un appel au boycottage du tourisme au Guatemala. S'il est encore trop tôt pour mesurer les conséquences pratiques de cette campagne, il est en tout cas certain que les autorités guatémaltèques ont vivement réagi, en dénonçant no-

tamment « une conspiration du capitalisme international » contre leur pays.

Peut-on se rendre au Guatemala en fermant les yeux sur les drames quotidiens qui se déroulent au-delà des apparences de tranquillité drapées dans un arc-en-ciel de couleurs ? Ignorer les morts, les disparus, les victimes anonymes, les villages indiens brûlés ou napalmés sous prétexte de lutte contre la guérilla, les discriminations ethniques systématiques envers la majorité de la population, les vexations d'admettre l'imprescriptible droit à la différence ? C'est en ce sens aussi que le Guatemala est exemplaire de l'Amérique latine. S'il est impossible de ne pas se laisser prendre à son charme singulier, il est aussi nécessaire de ne pas ignorer cet aspect de la réalité, que les autorités cherchent désespérément à dissimuler.

CLAUDE B. LEVENSON.  
(Auteur avec notre collaborateur, Jean-Claude Buhner, de l'ouvrage Le Guatemala et ses populations. Éditions Complexe, distribution Presses universitaires de France, 218 pages, 60 F environ.)

Les morts, les disparus...

**SEYCHELLES DEMAIN? GUIDES "AUJOURD'HUI"!**  
40 Thés. 2 millions d'exemplaires. Editions J.A. Chez votre librairie.

**AMÉRIQUE LATINE**  
VOL SPÉCIAL DU 30 JUIN AU 30 JUILLET  
DÉPART DE PARIS - DESTINATIONS :  
MEXIQUE ..... 2980 F AR  
PEROU ..... 3780 F AR  
BOGOTA ..... 3480 F AR  
RIO ..... 5300 F AR  
SAO PAULO ..... 4780 F AR  
PALMA ..... 3180 F AR  
BOLIVIE ..... 4350 F AR  
BUENOS AIRES ..... 4980 F AR  
MIAMI ..... 2785 F AR  
GUATEMALA ..... 3480 F AR  
HAITI ..... 3450 F AR  
CARACAS ..... 3790 F AR  
SANTIAGO ..... 5300 F AR  
DEMANDER NOTRE BROCHURE GÉNÉRALE «VOIS ET CIRCUITS»  
NOTRE BROCHURE «BRÉSIL» ET «OCEAN INDIEN»  
CIRCUITS ET VOL COMBINE À LA CARTE DANS LE MONDE  
**nouveau monde**  
8, rue Mabillon - 75006 Paris  
(1) 329.40.40

**FINLANDE**  
naturellement votre  
la Laponie et le Cap Nord  
circuits 8 jours à partir de 5340 F  
location de chalets 8 jours Paris-Paris à partir de 1740 F  
FINLANDIA TOURS/OGG  
2 square de l'Opéra 75000 Paris  
Nom .....  
Adresse .....  
Circuits .....  
Dates .....  
CLAUDE B. LEVENSON.  
(Auteur avec notre collaborateur, Jean-Claude Buhner, de l'ouvrage Le Guatemala et ses populations. Éditions Complexe, distribution Presses universitaires de France, 218 pages, 60 F environ.)

L'univers indien

Vint la brutale invasion des colons blancs, alors que la société autochtone traversait déjà un processus de crise de croissance. Les conquérants espagnols ont laissé derrière eux des villes calquées sur le modèle de la péninsule ibérique, aux rues à angles droits et aux demeures seigneuriales parfois imposantes. Mais la nature s'est souvent vengée : les ruines d'Antigua, l'ancienne capitale détruite par un tremblement de terre, en 1773, semblent rappeler la vanité des rêves de grandeur des intrus. Si le monde des vieilles pierres et de quel passionner l'amateur au Guatemala, l'univers indien d'aujourd'hui ne peut manquer de captiver l'attention et d'éveiller l'imagination.

Monde de couleurs chatoyantes, d'une étonnante diversité et d'une rare harmonie, l'univers indigène est rapidement ressenti comme un monde. On y trouve, au-delà d'une première brassée d'impressions, ce monde-là, ce n'est pas seulement Chichicastenango le jeudi ou le dimanche, halte obligée des touristes pressés à la chasse au dépaysement facile et confortable. Ce monde-là est un peu plus loin, au bout d'un sentier poussiéreux ou d'une longue route caillouteuse. Il s'appelle Todos-Santos, Nahuala, Nebal, Chajul, Santiago-Atitlan, Santa-Catarina-Palopo, Chiché, Momostenango, Totonicapán, San-Antonio-Agualcalientes, San-Pedro-Sacatepequez, Chimalutz, Tucurri, Tactic ou San-Pedro-Chamelon, selon que l'on se trouve chez les Mam, en pays quiché, chez les Tzut'ul, les Poocomam ou les Kek'chi. Et cette réalité bien vivante représente 80 % de l'ensemble de la population au Guatemala.

A chaque fois, ce sera le choc renouvelé de voir s'ouvrir une société traditionnelle, réservée à l'approche de l'étranger venu de la ville, mais accueillante et volu-

L'univers indien

bile une fois passés les premiers instants d'observation réceptive. Dans la fraîcheur de modestes cours intérieures à l'ombre de l'arbre sur la place, à l'heure du crépuscule, quand les femmes vont puiser de l'eau à la fontaine dans les grandes jarres d'argile, la conversation se noue plus facilement et les langues se délient pour dire les coutumes ancestrales, les fêtes rituelles, les danses mythiques, les cérémonies traditionnelles, les difficultés quotidiennes et les espoirs tenus pour demain.

Mais ce monde-là ne se donne pas d'emblée. Il faut prendre le temps de s'adapter au temps des hommes de maïs, ne pas s'imposer par le bruit ou la suffisance, avoir toujours en mémoire que le droit à la différence n'est pas un vain mot et qu'il faut savoir approcher l'autre avec tout le respect qui lui est dû. Ne serait-ce que pour goûter l'incomparable sérénité d'une beauté quotidienne qui résiste aux agressions d'une société envahissante peinte aux couleurs criardes d'un tourisme devenu moyen de conquête.

Depuis une douzaine d'années, les autorités guatémaltèques ont accompli un indéniable effort pour rendre plus connue le séjour du visiteur dans leur pays. A la fois cité provinciale espagnole et métropole en quête d'une identité aux dimensions d'une société moderne, la capitale s'ingénie à se forger un visage. L'héritage colonial demeure présent dans le centre, autour de la cathédrale et du palais du gouvernement, dans les petites rues adjacentes. Mais les nouveaux hôtels ont essaimé sur la large avenue qui mène à l'aéroport, de même que les restaurants et les boutiques à souve-

(1) Chercheur de chicle, goume à mastiquer.

**ABANO TERME** (Venise 45 km) (Padoue 10 km)  
Hôtel **TERME INTERNAZIONALE** Tél. (0639/48) 66 80 80  
**TERME ITALIA** Tél. (0639/48) 66 80 80  
Tél. 136333 Inter  
Pour votre cure de santé et de repos dans une oasis de tranquillité du centre thermal avec ses grands parc et jardins de 40.000 m<sup>2</sup>. Toutes les cures dans les bords de la mer. Pour arthrite, rhumatismes, arthrose, goute, luxations, suites de fractures, etc., soit fango, grotte, massages, inhalations, applications faciales, physiothérapie, etc. 2 piscines thermales (couvertes et pleines air). Courts de tennis, ping-pong, boxe, grand parking. Demandes nos prospectus couleurs!

**SAFARI PHOTO dans la venoise**  
avec le Club Images et Connaissance de la Montagne  
Découverte des parcs alpins, promenades et excursions en montagne, écologie, flore et faune, randonnées et nuitées en refuge.  
Le territoire des parcs de la Vénolie et du Grand Paradis est très diversifié.  
La faune et la flore protégées ont retrouvé une densité spectaculaire.  
C'est dans leur biotope que vous irez découvrir chamois et bouquetins.  
Vous essayerez aux abats des marmottes, aux jeux cruels des gracieuses hermines, aux vols planés des aigles, aux foudroyants piqués des faucons crécerelles.  
La flore est d'une incomparable richesse. Vous vous pencherez sur le plus petit arbre du monde, les plantes carnivores, le plus ancien végétal existant sur notre planète, seize espèces de gentianes, des edelweiss à profusion, le rarissime cortège de Meliolo, le renoué des glaciers.  
Nous vous enseignerons l'art et la manière de les photographier et nous vous prêterons, si nécessaire, le matériel approprié pour y parvenir.  
Val d'Isère est entouré de « villages musées », témoins de la vie alpine au cours des siècles passés.  
Nous vous y conduirons.  
Des passionnés expérimentés, avec un contact direct avec un monde en voie de disparition, un plongeon dans le passé.  
Et aussi l'apprentissage de la montagne. Ecole de neige, école de glace, randonnées et raids.  
pour tous renseignements :  
**IMAGES ET CONNAISSANCE DE LA MONTAGNE**  
B.P. 47-73150 VAL-D'ISÈRE Tél. (79) 06.00.83

Stage	du	20.06	au	5.07	Stage	du	3.08	au	9.08
4	du	6.07	au	12.07	9	du	10.08	au	16.08
5	du	13.07	au	19.07	10	du	17.08	au	23.08
6	du	20.07	au	26.07	11	du	24.08	au	30.08
7	du	27.07	au	2.08	12	du	31.08	au	6.09
					13	du	7.09	au	13.09

durée	avec hébergement		catégorie B (2 étoiles)	
	single A1	double A2	single B1	double B2
8 jours	1 580	1 350	1 450	1 200
13 jours	3 160	2 700	2 900	2 400

8 jours : 550	13 jours : 1 100
---------------	------------------

Conditions  
Prix en francs français, par personne.  
Les séjours avec hébergement comprennent :  
• les prestations techniques propres au Safari-photo,  
• le pension complète en hôtel, du dimanche midi au samedi midi inclus (dont une soirée-animation avec fondue ou buffet campagnard),  
• les éventuelles nuitées en refuge,  
• les repas froids à emporter pour les sorties d'une journée complète et les repas en refuge.  
Les séjours sans hébergement comprennent :  
• les prestations techniques propres au Safari-photo,  
• le repas de la soirée-animation (fondue ou buffet campagnard),  
• les éventuelles nuitées en refuge.

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....







al vaut l'urbain

Il est un patrimoine beaucoup plus humble, que sa modestie même fait chérir parce qu'il raconte le quotidien et le génie des paysans, nos pères : chaminées, bergeries, fours, pigeonniers, oratoires, calvaires. Ils disparaissent sans bruit. Pent-on, veut-on les soustraire aux entreprises des antiquaires et aux tentacules du lison ?

ET DU TOURISME

AUX CHAMPS

Il est un patrimoine beaucoup plus humble, que sa modestie même fait chérir parce qu'il raconte le quotidien et le génie des paysans, nos pères : chaminées, bergeries, fours, pigeonniers, oratoires, calvaires. Ils disparaissent sans bruit. Pent-on, veut-on les soustraire aux entreprises des antiquaires et aux tentacules du lison ?

Des fresques pour les pigeons de Limagne

« P AR un matin de septembre, nous étions montés au buron de Font Marilhou où Antoine Blanchard coupait l'herbe du regain. Les « gasparons » que nous étions par parcouraient la flanc des sucs, s'intéressant à son buron, lui cochant par bien bizarres. Sans doute est-ce là, sous la volée nocturne, que nous écoutions le vieux vacher, que nous avons pu mesurer combien cette Auvergne paysanne pouvait représenter de vie et de culture vraie. Notre recherche, près de ces toits d'un autre âge, se poursuivait avec d'autant plus de passion que nous en découvrions les beautés simples avec la conviction profonde d'avoir toujours à apprendre à leur contact. »

Dans cet esprit, quatre architectes auvergnats, Luc Breuille, Richard Dumas, Roland Ondet, et Patrice Trapon, viennent de faire paraître, dans une maison d'édition auvergnate, un magnifique volume de 480 pages, abondamment illustré de dessins et de photos, qui a pour titre : Maisons paysannes et vie traditionnelle en Auvergne. La richesse de ce travail, son grand intérêt, sa présentation parfaite, n'apportent vraisemblablement aux auteurs que des compléments de la part de leurs compatriotes. Cette réalisation permet aussi de parler d'écologie au sens étymologique du mot, puisque c'est bien d'habitat humain et, partant, de vie traditionnelle, dont il est question.

Les auteurs dédient leur livre au buronier Blanchard et aux paysans d'Auvergne qui « savent encore garder la fidélité au terroir et parler avec émotion de leurs villages ». Ils soulignent le caractère des toits, des maisons, des villages auxquels ils se sont intéressés, écrivant, en préface, « Hommes de ténacité et de traditions, vos demeures reflètent des paysages immenses et mouvementés d'une incomparable diversité. La maison du vigneron, la grande ferme de Limagne, la chaumière de l'Arlesien, la jasserie forézienne et l'oustal cantalien en témoignent. »

La paille et la lauze

L'avant-propos précise aussi le souci majeur qui a motivé cette étude, et les auteurs avouent : « Malheureusement, de ces maisons, il est déjà bien tard pour dresser le constat. La paille de seigle n'en finit pas de pourrir sur les toits les plus pourus, et si la lauze n'est restée plus digne, on a désormais abandonné son exploitation. Aussi, lorsque les vieux maçons qui taillaient la pierre ou montaient le pich, lorsque les vieux montagnards, formés à tout inventer eux-mêmes, s'éteignent dans le rythme des saisons, l'Auvergne aura beaucoup perdu. Voilà pourquoi nous avons cherché à témoigner des techniques et des traditions qui les ont guidés, des

formes et des symboles qui les ont inspirés. Leurs maisons sont belles à force d'être humbles, de cette humilité qui provient d'une communion instinctive avec la nature et de la juste conscience de leurs moyens. »

Les auteurs passent en revue, dans quatre rubriques principales, les villages (genèses, types, lieux et équipements communautaires), les maisons, les espaces et les éléments du confort, la construction (technique et matériaux). Chaque rubrique est divisée en plusieurs chapitres et c'est à la rubrique « Espace et éléments du confort », dans le chapitre « Locaux d'exploitation », qu'il est question des granges, écuries, bergeries, poulaillers, clapiers et pigeonniers. C'est essentiellement dans la Limagne, à l'est de Riom et à la Renaissance, que l'élevage des pigeons a connu un essor particulier. Au Moyen Âge et à la Renaissance, la possession d'un colombier était l'apanage de la noblesse. Avant la Révolution, on estime à plusieurs milliers le nombre de pigeonniers de Limagne, pays céréalier. Le pigeon garnissait au besoin la table familiale et fournissait un engrais fertilisant, la colombine.

Les types de pigeonniers sont assez variés (une, deux ou quatre pentes pour le toit, sur une base carrée, à pans de bois, sur porche, à base circulaire). Le pigeonnier à pan de bois, perché sur quatre pilotis en bois, couvert d'un toit pyramidal, surmonté d'un lanterneau, est le type le plus original de Limagne. S'intéressant à la décoration des pigeonniers, les auteurs signalent : « En Limagne, les pigeonniers sont remarquables par les peintures qui entourent encore quelques-uns des grilles d'entrée. Ces fresques sont malheureusement en train de disparaître, »

faute d'entretien et, surtout, faute d'être connues et appréciées par les propriétaires. Il existait, il y a une centaine d'années et peut-être au dix-huitième siècle, toute une école de peinture populaire de décoration des pigeonniers sur laquelle nous ne savons pratiquement rien. »

Si les thèmes choisis sont fréquemment les mêmes, ils présentent par contre une grande variété dans le choix et la disposition des motifs. Le plus courant est le pigeon, représenté, soit marchant de profil, soit volant, vu de profil ou par-dessus. Les autres motifs très courants sont des étoiles à cinq branches, des rosaces, des soleils, des cercles bleus, oranges, rouges ou jaunes, dont certains sont divisés en quarts, peints chacun avec l'une de ces quatre couleurs. On observe aussi des coeurs et des fleurs, des motifs d'inspiration florale et végétale quelquefois assez élaborés : pots et bouquets de fleurs (tulipes notamment), feuillages divers formant des compositions de grandes dimensions.

Plusieurs indices font penser que ces fresques correspondaient peut-être à une pratique à la fois magique et religieuse. Certaines de ces fresques représentent le Saint-Sacrement. D'autres portent des inscriptions d'imploration ou de respect : « Jésus soit béni ». Par ces fresques, le propriétaire se mettait donc sous la protection de Dieu.

CHRISTIAN LASSALAS.

MAISONS PAYSANNES ET VIE TRADITIONNELLE EN AUVERGNE. Un volume, 480 pages, dans son étui-tourneval (33 cm x 23 cm), 513 dessins et 536 photos. Éditions Cérat, 63340 Nozère (Puy-de-Dôme).

GARDEZ CE COUPON: VOUS POURREZ JOUIR DE VACANCES THERMALES MAGNIFIQUES AVEC UN ESCOMPTÉ EXCEPTIONNEL DE

30%

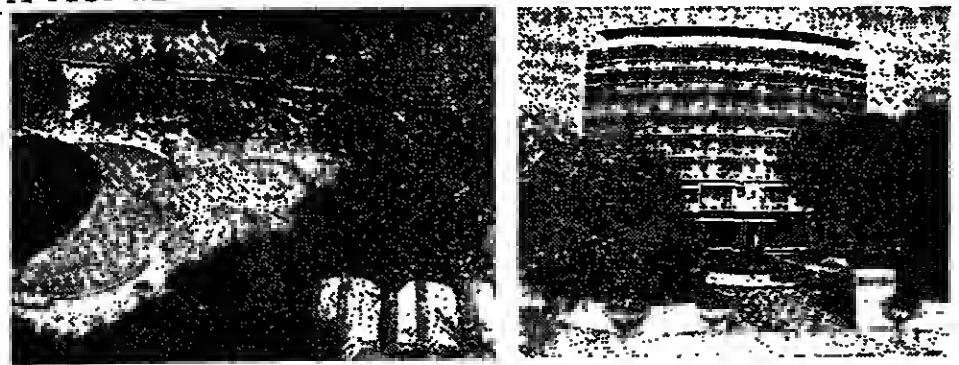
GRAND HOTEL MAGNOLIA GRAND HOTEL CAESAR HOTEL DES BAINS  
Albion Terme Montegrotto Terme Montegrotto Terme  
(Padoue - Italie) (Padoue - Italie) (Padoue - Italie)

12 jours pension complète (par personne)  
FF. 2.520 env. FF. 2.400 env. FF. 2.070 env.  
FF. 1.764 env. FF. 1.743 env. FF. 1.449 env.

12 jours de vacances + 10 cures (par personne)  
FF. 3.542 env. FF. 3.310 env. FF. 2.815 env.  
FF. 2.838 env. FF. 2.613 env. FF. 2.269 env.

Pour tout renseignement téléphoner au 193949/667233 (même le dimanche) L'offre est valable du 15/6 au 31/8/80.

SEJOURNEZ CET ETE EN ITALIE  
A MONTGROTTO TERME - PADOVA - PRÈS DE VENISE



HOTEL BERTHA INTERNATIONAL

1ère catégorie - telef. 049/793100 - telex 430277  
2 piscines thermales - court de tennis - golf - Service de Restaurant - Grill au jardin tous les jours - Etablissement climatisé - Toutes les cures thermales.

PRIX SPECIAUX DU 1.6 AU 20.8

Pension complète, taxes-service compris	Lit. 38.000	Je réserve de	à	chambre
Séjours: 12 jours	Lit. 630.000	avec 10 cures	<input type="checkbox"/>	avec 12 cures
Séjours: 14 jours	Lit. 730.000	avec 10 cures	<input type="checkbox"/>	avec 12 cures
Séjours: 12 jours	Lit. 730.000	avec 10 cures	<input type="checkbox"/>	avec 12 cures
Supplément pour chambre à un lit par jour	Lit. 4.000	ne seulement en pension complète		

L'Aquitaine sous l'équerre des compagnons-charpentiers

SEUL Vlaminek, par le violent contraste de ses blancs bis-trés et de ses bleus de Prusse, adit pu camper une aussi petite maison dans une aussi grande solitude. Trois chènes ajoutaient leur dévouement à son haut toit de tuiles plates pour l'écraser définitivement au sol. Maison ou coltre ? On pouvait d'ailleurs se le demander, devant la formidable appareil de ses murs, faits de poutres équarries posées sur des plots de silix.

Depuis combien de temps survit-elle ainsi à l'époque qui l'a vue naître et à quelle fin ? Pour la savoir, mon compagne, braque sa torche par un trou du toit. Le roi court sur le char-pente comme un rat. « Dix-septième siècle », dit-il. La maison est peut-être plus vieille encore. Et trois jours durant, nous courons tous deux le dizaine de ruelles-voies que se fixe le passionné en quête de mai-sons à l'empilage d'Aquitaine.

Le Port est un charpentier à tête d'intellectuel, qu'il doit à ses cheveux irisés. Les Compagnons du devoir du tour de France l'ont désigné comme expert. Sous les toits qu'il visite, il flaire avant tout la forêt. La forêt est pied, celle de l'animal. Pour en prendre le contact, il a consulté les hêtres de Villard, construits au treizième siècle, réalisés au seizième. Et le charpentier de l'église romane de Montestruc (douzième siècle, reprise au quinzième). Mais voici un archéologue du Pastourel.

« L'ère des maisons à empilage est un sol de marnes sabieuses. On les trouve en Dordogne et en Lot-et-Garonne de part et d'autre du Dropt. Rhin d'ailleurs qui si longtemps sépara les possessions du roi de France de celles du plus inquiet de ses vassaux, le duc d'Aquitaine, roi d'Angleterre. Assis sur quatre ou six blocs de silix, leurs murs sont faits de poutres qui s'étreignent perpendiculairement à mi-bois avec un large débord. Où une gouttière verticale, comme dans les maisons du Quercy, qui, elles, sont en rondins. Parfois à des moutures, des ouvertures sont ménagées. »

« Leur sort de linteau une poutre maîtresse qui court sur toute la longueur de la façade. Notamment pour la porte basse, dont les poutres plénières stoppent les autres poutres dans une profonde rainure. Au-dessus du solivage du plafond, trois ou quatre poutres définissent les combles qui supportent un toit à faible pente recouvert de tuiles canal. Exceptionnellement, ce peut être une sorte de hémisphère à quatre pentes, revêtu de tuiles plates. »

« Mais l'élément le plus aligné est une formidable poutre

en forte saillie sur l'extérieur qui, formant manteau de cheminée, relie les deux façades parallèles. On en a vu de 70 centimètres d'épaisseur. Elle ne contribue pas peu à l'aspect monumental de la maison. »

« Tel est ce « raz-de-cheussée-deux-pièces », première génération de cette construction, manifestement liée à une intense période de défrichement, dans un climat de totale insécurité. »

« Je ne crois pas, coupe le Port, qu'elle se soit étendue sur plus d'un demi-siècle. »

Plus tard, l'expansion démographique et économique a poussé à la construction d'un étage, généralement à colombage. C'est le cas à Rives-Lonzaygues, où une galerie est supportée par de puissants piliers, eux-mêmes posés sur silix. Cependant, à Saint-Pierre-de-Caubet, M. François Frey a découvert un empilage à deux étages. Longueur totale des poutres, 622 mètres, non compris les solivages et le manteau (disparu) de la cheminée.

Ferme et fortin

« Dans certaines maisons, dit le Port, la couverture initiale a été rétablie au second étage, ce qui permet d'observer, en tout ou partie, des bois d'origine. Leur couleur sombre appartient à la haute futaie. C'est du cœur de chêne, inaltérable aux vers. Plus tard, viennent des chênes clairs qui ont grandi isolément. Plus tard encore, quand la forêt se raréfie, au dix-huitième siècle, des bois de moindre qualité et des techniques plus fines. Minces et sinueux, ils ne peuvent être complètement équarris et les vers s'y attablent. La plupart des poutres d'origine ont été équarries à la hache. Quelques-unes, à la scie. Or le scribe de long n'a fait son apparition qu'en 1518, à Azay-le-Rideau. En 1485, son voisin, L'engle, l'ignore encore. Cela repousse vers le quinzième siècle la plupart de ces charpentes, tandis que l'emploi extrêmement tardif de chevilles de bois, au lieu de clous, pour les voliges et les planchers, confirme l'isolement des constructeurs. Ces charpentes ont été façonnées et montées sur-le-champ, par des hommes de métier, d'après des techniques encore rudimentaires, comme en attestent l'absence fréquente de marques d'assemblage. »

Sur quel, se penchant sur l'épaisse section d'une poutre séculaire et non sans émoi : « Tenez, voyez le croquis concentrique du col arbre ; régulier et généreux jusqu'à l'âge de soixante-quinze ans, elle devient subitement oppressée et souffreteuse, les cercles se resserrent, d'évidence l'arbre a été contrecité par un environnement anarchoïque, une végétation parasitaire et pléthorique. C'est là le reflet d'une période agitée et douloureuse de notre histoire, mais laquelle ? »

« Celle, parbleu ! de l'immédiat après-guerre de Cent Ans, décrite par Soyez (1), s'éclaire l'homme du Pastourel, la période où le paysan, lassé depuis soixante ans derrière les remparts des villes, part à la reconquête de sa terre, redevenue vierge après un siècle de sacages et d'abandon. Tout a été détruit, la forêt hirsute a tout repris. Ouloucou n'a pas la chance de posséder la mémoire infatigable d'un aïeul ne retrouve pas son puits, encore moins son champ. Les chiens sont devenus des loups : l'homme, qui n'a jamais été autre chose, court la campagne en quête de meurtres et de rapines. N'en doutez pas, c'est le pourquoi de ces forêts dont les fenêtres, ébrasées vers l'intérieur, n'admettent de lumière qu'à la mesure d'un corps d'enfant par ardeur de livrer passage à un brigand ! »

Les textes existent. Il faut les appliquer. Contre les bandes noires, notamment, qui, d'ailleurs, dépeignent ces vestiges au profit de la Côte d'Azur, où les poutres récupérées sont réinvesties dans les manteaux des cheminées modernes dont elles font (ah ! que cette expression est dérisoire !) « tout le chic ». Or, d'un certain point de vue la maison à empilage est plus précieuse que le château, car, en ce beau pays de France, il est légion et elle est une. Il faut donc que de toute urgence les conseils généraux se saisissent de la question dans cet esprit, qu'ils recense, inventorient (c'est déjà fait), mais aussi élaborent le propriétaire et surtout participent financièrement à l'entretien de ces maisons. C'est la première phase d'une opération de sauvetage. On pourra alors passer à la phase suivante, restaurer et adapter, pour la tourisme, ces maisons au long récit qu'elles ont naturellement à la bouche.

ANDRÉ SEVERAC.

(1) Quand les Anglais vendirent l'Aquitaine (Fayard).

UN APPARTEMENT  
279.000 F  
A LIEU DE 396.000 F

Cette diminution considérable de votre investissement (moins 30 % environ), est rendue possible par la location de votre appartement, pendant 9 ans, à une société de gestion qui le meublera.

Pas d'apport personnel et pendant 9 ans : 6 semaines de vacances par an à Antibes ; les services de la résidence ; aucune charge à payer ; échange avec d'autres stations.

\*Prix d'un studio 4 personnes avec chambre cabine, 1<sup>er</sup> étage, immeuble Corinthe, côté parc.

ANTIBES  
Bon pour une documentation gratuite à retourner à Pierre et Vacances  
54, avenue Marceau, 75008 Paris. Tél. : 720.70.87.  
Nom \_\_\_\_\_ Tél. \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_



Rive gauche

**LE PETIT ZINC**  
FRUITS DE MER, POISSONS, VIN DE FRANCE  
25, rue de Buci - Paris 6

**Le Furstemberg**  
FRUITS DE MER, POISSONS, VIN DE FRANCE  
25, rue de Buci - Paris 6

**Le Munich**  
FRUITS DE MER, POISSONS, VIN DE FRANCE  
25, rue de Buci - Paris 6

**CHEZ HANSI**  
GRANDE BRASSERIE ALLEMANDE  
Cuisine traditionnelle  
3, place de la Bastille  
Tél. 340.42.70

Rive droite

**Dessirier**  
MAÎTRE-ÉCARTIER RESTAURATEUR  
9, PLACE DU MARÉCHAL JUIN (ex place Péroire) 17  
Tél. 754.74.14 - 380.50.72

**LA CRÉMAILLÈRE 1900**  
à MONTMARTRE - 15, PLACE DU TERTRE  
Poissons et fruits de mer toute l'année  
Cuisine française traditionnelle  
Déjeuners - Dîners - 608-88-59 - Tous les jours jusqu'à 24 h

**KROMBACHER PILS**  
BRASSERIE  
31, rue Berger Paris 1<sup>er</sup>  
Tél. 236.87.73  
Face Forum des Halles  
Sortie Porte Berger  
Menu à 36 F (S.N.C.)  
Piano bar tous les soirs!

**CHEZ CLOVIS**  
RESTAURANT  
33 rue Berger Paris 1<sup>er</sup>  
Tél. 233.97.07  
Spécialités d'Auvergne

**Charlot**  
Roi des Coquillages  
12, rue Clichy, Paris 9<sup>e</sup> - 874-49-84 et 85 (face Wagram)  
Tous les jours  
jusqu'à 1 heure du matin  
Fermé le lundi

**Brasserie Lorraine**  
Ouverte jusqu'à 2 h du matin  
PLACE DES TERNES 8 CAR. 80.04  
dépens cinquante ans le rendez-vous du monde des lettres et des arts...  
ses terrasses fleuries  
le grand buffet des hors-d'œuvre  
La LORRAINE  
ajoute un R au mois de MAI  
les huîtres et fruits de mer  
pendant tout le mois de MAI

**SI VOUS AIMEZ RIRE**  
ALLEZ DINER AU  
**BENTLEY'S**  
LUCY  
et JACK GAUTHIER  
vous y attendez avec  
leur équipe  
ONNE-SPECTACLE 88 F  
+ Service et VIN  
41, rue Victor-Massé (9<sup>e</sup>)  
524-05-35

**Manchner**  
Pachor Bräu Haus  
14 PLACE DE LA BASTILLE  
75011 PARIS - Tél. 340-42-70  
RESTAURANT-BRASSERIE-BAR, SALON DE THÉ  
Service de 12h à 2h de midi à 1h

**« La côte de bœuf »**  
à la Saint-Germain-Lévy 1017 Paris  
Tél. 277-18-10

les gourmets  
font la différence  
**GLACES-SORBETS**  
Dégustation - A emporter  
**RAIMO GLACIER**  
de père en fils  
59/61 Bd de Reuilly 75012 PARIS  
Tél. 343.70.17  
M. DAUMESNIL (Félix Eboud)

**Soupers**  
après minuit  
Restaurants  
1925

**HUITRES**  
COQUILLAGES  
FRUITS DE MER  
TOUTE L'ANNÉE  
**LE VALDEVILLE**  
Coquillages chauds  
Pâtisseries  
29, rue Vivienne - 75002 Paris  
place de la Bourse  
233.39.31 Tous les jours

**TERMINUS NORD**  
Foie gras  
Choucroute paysanne  
Plats du jour  
23, rue de Dunkerque  
75010 Paris  
Face Gare Nord  
Réservation : 824.48.72  
Tous les jours

Environ de Paris  
**La Petite Auberge**  
Franc-Comtoise  
Cuisine REGIONALE  
Cuisine INVENTIVE  
86, av. L.-B. Clément, 92190 GENNEVILLIERS  
Fmô dim. Rés. 605-07-19 - 605-22-35

Plaisirs de la table  
**DES CONCOMBRES DANS LE BOUDOIR.**

**F**ABIEN CAZEAUX, après avoir été maître d'hôtel chez Maxim's et au Ritz, s'était installé rue Duret, servant le canard aux péches aux Américains ravis. Puis chez Fabien sans Fabien d'estompe. Voici que Guy Savoy, le remarquable cuisinier de la Barrière de Clichy, s'y installe. De nos jours, on ne se contente plus d'un prénom et la maison s'appelle *Guy Savoy* (28, rue Duret 18<sup>e</sup>) ; tél. : 500-17-67 ; fermé dimanche et lundi). C'est tout neuf et resté tout petit, et déjà achalandé en diable (reteneux).

Mais vous vous régalez du foie gras de canard évidemment et maison, de la compote de lapin en gelée, de poissons crus nappés d'un fumet bouilliant, de la goujonnette de barbe aux côtes de bettes, de la frittée de poulet au vinaigre, d'une pièce de bœuf à la moutarde. Mais aussi, pour les amateurs, de bœuf à la moutarde, de bœuf à la moutarde, de bœuf à la moutarde.

C'est gentil comme un boudoir de petite fille modeste, c'est gai, le service est diligent et la carte m'enchante. D'abord parce qu'on y trouve des entrées à moins de 20 francs (concombre à la crème, salade aux lardons, avocat vinaigrette), avec aussi un étonnant soufflé aux poireaux (50 francs pour deux), des œufs pochés à l'œuflette et un excellent saucisson chaud-pommes. Le saint-jacques sont « aux légumes » et non aux petites légumes, le jambon poêlé à l'échalote, le lapereau rôti au romarin, etc. Bons desserts de bonne-maman gâteau. Un remarquable bandol rouge, Domaine de l'Olivette 78 (43 francs), vous fera un repas de moins de 150 francs. Bravo !

Rue de l'Eperon (où demeure Théodore de Banville, et où règne encore, pour notre plaisir gourmand, au numéro 41, Fernand et André Allard, n'oubliez pas d'y aller retrouver quelques classiques), rue de l'Eperon (9<sup>e</sup>), donc, existait un Relais de Porquerolles à la bouillabaisse

**Attachez vos plateaux...**

Ceux qui prennent l'avion de 12 h. 10 à Nice pour Paris, sur Air Inter, sont en quelque sorte privilégiés de 56 francs. Autrefois on leur servait un plateau méditerranéen. Aujourd'hui on leur vend (50 francs) un plateau plus méditerranéen encore.

Pour ce prix-là, avec un quart de vinaigre baptisé bordelais, un petit de foie à l'olive seyant la boîte de fer et une boîte moutarde de canard aux olives, une miette de Rogosort blanc, de la compote de pomme industrielle.

Ces conserves sont signées Rougier, l'importateur bien connu des foies de Hongrie étiquetés Périgord. — L. R.

**MIETTES**

● Avec un bel a-propos, un restaurant, 15, rue de la Pelletier, « Au glis d'Armor », propose chaque mardi le... cassoulet de Castelnau. Le vrai, sans doute.

● J'ai été, rue du Marché-Saint-Honoré, le fromager Dewit. Mais le *Mécan* du fromage (36, 281-02-77) est toujours l'un des meilleurs de Paris, reprise depuis quelque temps par M. et Mme Eleute.

**Philatélie**

**FRANCE :** « Protection de la nature », papillon.  
Le « Grallia Isabelle », papillon de l'initiative de l'Union postale internationale de l'aéronautique. Le 17 mai, à 10 h 30, Grallia (mairie), de 19 à 24 mai. — Journées philatéliques de la Cité du culte.  
● 4288 Saint-Jean-de-Braye (chaque de la Charente-Maritime), les 24 et 25 mai. — Rencontres internationales et de l'Assemblée générale des Guides et Scouts d'Europe.  
● 51599 Cerny-La Ferté-Alais (terrain d'aviation), le 25 mai. — 5<sup>e</sup> Exposition « Aviation et Philatélie ».  
● 52388 Bezuges (hôtel de ville), les 25 et 26 mai. — 30<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Pierre Decroix, pilote de chasse et pilote d'essai bernois.  
● 75161 Paris (hôtel de ville), le 26 mai. — 5<sup>e</sup> Exposition « Aviation et Philatélie ».  
● 53198 Les Sables-d'Olonne (office du tourisme, place Narvin), les 23 et 24 mai. — Journée de la ville avec Schwabach (R.F.A.).  
● 5396 Lyon (Palais des congrès), le 31 mai. — Congrès national de l'Union nationale des combattants en Afrique du Nord.  
● 57001 Poitiers (salle des sports, rue des Douves), le 31 mai. — 10<sup>e</sup> exposition artisanale, culture et loisirs.  
● 42000 Saint-Etienne (salle polyvalente, 34, rue d'Arcole), les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin. — Journées européennes des P.T.T.  
● 55600 Doullens (salle aérienne 522), le 1<sup>er</sup> juin. — Journée « Portes ouvertes ».  
● A LUXEMBOURG, du 8 au 8 septembre, à l'occasion « Perplexité 80 » de nombreux souvenirs, avec une oblitération spéciale illustrée, seront mis en vente. Renseignements : la poste 3547, Luxembourg (joindre timbre-poste pour la réponse).

**EN BREF :**  
● BELGIQUE. — Le nouveau type « Lion héraldique » en 2,55 Fb. Type, papier non phosphorescent. Cette valeur est également préoblitérée. (14-4-80.)  
● COCOTE-SUD. — Jeux Olympiques, Monaco 80, 1, 3, 4, 5 et 20 colonnes.  
● GRECE. — « Conservation de l'énergie », 3 et 20 drachmes, émission hors programme (5-4-80).  
● HONOLULU. — 40 centimes de la Musée du timbre de la poste honolulue, 1 forat, timbre sur timbre, représentant la « Madame », 5 000 Korona avec centre renversé.  
● TURQUIE. — Valeurs d'usage courant, portraits d'Atatürk, 50 kurus et 20 liras (25-4-80).

**ADALBERT VITALYOS.**

**INDEX DES RESTAURANTS**

# Spécialités françaises et étrangères

## ALSACIENNES

AUBERGE DE RIQUERWILLER, 12, rue du Fr-Mourmure (9<sup>e</sup>) 770-53-89.  
L'ALSACE AUX HALLES, 18, rue Coquillière, 236-74-24. Jour et nuit.  
CHEZ HANSI, 3, place du 15-Juin, 548-96-42. Ouv. jusqu'à 3 h du mat.  
LA CROIX D'ALSACE, 4, rue Montmartre, 231-65-16. De 9 h à 11 h. Spéc. AU GOURMET D'ALSACE, 18, rue Favart (2<sup>e</sup>). 742-71-37 - 236-68-88.

## BRETONNES

TY COZ, 333, r. Vaugirard, 828-42-88. P./dim. Bar grillé. Fruits de mer.

## CRÉPERIE

CRÉPERIES DES ARTS, 27, r. St-André des-Arts, 528-15-08. Galettes, crêpes.

## AUVERGNATES

ARTOIS ISIDORE ROUZÉROL, 13, r. d'Artois, 8<sup>e</sup> 225-01-10 7/sem. dim.

## FRANÇAISE

### TRADITIONNELLE

LA CHAUMIERE EN L'ILE, 4, rue Jean-du-Bellay, 4<sup>e</sup> 346-27-34. 7/1a et Mar. midi. Parc. Post-Marie-Notre-Dame. Terrine de canard. Foie gras maison. Poissons. Hors-d'œuvre d'agneau.  
RELAIS BELLMAN, 37, r. France, 723-54-42. Jusqu'à 3 h. Cadre élég. LA GALIOTTE, 6, rue Combout, 251-43-83. Ses terrines et plats du jour.

### RESTAURANT MONTPARNASSE 25

Paris-Sheraton Hotel 19, r. du Commandant-Mouchotte, 75014 Paris. Tél. : 280-35-11.

### LA CREMAILLERIE 1900, 15, place

du Tertre, 696-58-38. Poissons. Fruits de mer.

LE SYBARITE, 6, r. du Sabot (9<sup>e</sup>). 223-23-26. Cuisine. R. : 90 F.

## LYONNAISES

LA FOUE, 2, rue Clément (8<sup>e</sup>). P. dim. 325-77-56. Alex aux fourneaux.

## NORMANDES

MANOIR NORMAND, 77, bd de Courcelles, 227-38-97. P. dim. Langoustes, poulets en feu de bois.

## PÂTISSERIES

LA BOUTIQUE OÙ PÂTISSIER, 24, bd des Italiens, 524-31-77. T.J.

## PERIGOURDINES

LE FRIANT, 40, r. France, 535-58-58. P./dim. 6146. Périgord. Poissons.

## REUNIONNAISES

ILE DE LA REUNION, 119, rue Saint-Honoré, 233-30-65. F. lundi. Spéc. de Curry.

## SARLADAISES

LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne, 223-52-62. Cassoulet, 55 F. Conch. 48 F.

## SAVOYARDES

BISTROT SAVOYARD, 26, rue Vaugirard, 13<sup>e</sup> 580-84-84. P./dim. Fondue, magret.

## SUD-OUEST

AU VIEUX PARIS, 3, pl. Panthéon 223-52-62. PÂTISSIER. 55 cave. P.M.R. 80 F.

## LE REPAIRS DE CARTOUCHE

700-25-88, 8, boulevard Fille-du-Calvaire (11<sup>e</sup>). Fermé dimanche.

## TOURANGELLES

PETIT RICHE, 25, rue Le Pelletier, 710-38-30. De 8 à 45 couvertes.

L'ESCAPADE EN TOURAINE, 34, r. Traversière, 245-14-98. Spéc. Pâtis.

## FRUITS DE MER ET POISSONS

APOLLINAIRE, 168, bd St-Germain. Réserv. 225-50-30. Salons 6 à 30 cts. LA BONNE TABLE, 42, rue France, 338-74-81. Spécialités de Poissons.

LE LOUIS-XIV, 8, rue Saint-André, 200-19-50. Fermé lundi-mardi. Huîtres. Fruits de mer. Crustacés. Poissons. Parc privé assuré par volatier.

OISSIERES, le spécialiste de Huîtres, 9, place Péroire, 754-76-14. Coquillages et crustacés. Les préparations de poissons du jour.

LE CONGRES, 5, Maillet, 574-17-24. J. 2 h. mat. Sape d'huître, rue auxois. AO GITE D'ARMOR, 13, rue Le Pelletier (9<sup>e</sup>). 778-68-25.

## VIANDES

LE CONGRES, P. Maillet, 574-17-24. Sape grillé à l'oe. Jusq. 2 h. matin.

AU CHARBON DE BOIS, 15, rue d'Artois, 548-57-04. Fermé dimanche.

AU COCHON DE LAIT, 7, rue Cornette, 328-03-85. P.D. à la broche.

## AMERICAINES

THE STUDIO, 41, r. du Temple-4<sup>e</sup>. 274-10-38. P./dim. Spéc. Mex.-Texan.

## ARMÉNIENNES

LA CAPADOCIE, 401 A-Bianqui (côté Seine), ALFORTVILLE. Tél. : 275-05-30. Dîners dansants, orch. Cappadocia et Yorgane March.

## BRÉSILIENNES

GUY, 6, rue Mabillon, 6<sup>e</sup> 354-67-61. Prix de la meilleure cuisine étrangère de Paris pour 1978.

## CHINOISES

PASTY MANDARIN, 6, rue Bois-le-Vent, 18<sup>e</sup> 288-12-18. Spéc. à la ap.

## DANOIS ET SCANDINAVES

COPENHAGUE - FLORA DANICA JARDIN, 142, Champs-Élysées, tél. ELY. 20-41.

## ESPAGNOLES

EL PICADOR, 80, bd Salignolles, 387-28-87. Jusq'à 100 couvertes.

## INOIENNES

INDE SOUS CONTINENT, 387-83-33, 17, rue Darcet, 17<sup>e</sup>, cuis. familiale.

## INDO-PAKISTANAISES

MAHARAJA, 72, bd St-Germain, 5<sup>e</sup> Ouv. L.J. 354-38-07. M<sup>e</sup> Mau.

## ITALIENNES

LA LOGGIA, 20, r. Bailly, 745-30-39. Spéc. régionales italiennes, pâtes fraîches, Carpaccio. Fermé dim.

## MAROCAINES

AÏSSA, 51, r. St-Benoît, 548-07-22. De 20 h à 0 h. 30. P.D. L. Trés. Hu. Couscous, Pastilla. Rm. à part. 17 h.

## SUISES

LA MAISON OÙ VALAIS, 20, rue Royale, 8<sup>e</sup> 280-22-72. MENU région. 85 F. T.C.

## VIETNAMIENNES

NEM 66, 66, rue Lauriston (16<sup>e</sup>). 727-74-52. Cuisine légère. Grand choix grillades. Cadre tranquille. Fermé le dimanche.

## Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

EL PICADOR, 80, bd Salignolles, 387-28-87. Jusq'à 100 couvertes.

AU PETIT RICHE, 25, rue Le Pelletier, 710-38-30. Spéc. Tourange. 6 à 45 cts.

LE RUDR, 11, av. Gde-Armée, 500-13-21. P. dim. soir. Menu 70 F. T.C.

RELAIS LOUIS-XIV, 4, r. Grande-Augustine (9<sup>e</sup>). Cadre historique. De 8 à 34 couvertes, 328-75-88.

## Ouvr après Minuit

GUY, 6, rue Mabillon, 6<sup>e</sup> 354-67-61. Br. la Pelletier.

TOUR D'ARGENT, 4, pl. Bastille (12<sup>e</sup>). 344-32-19. BANC D'HUITRES. (12<sup>e</sup>). 344-32-19. BANC D'HUITRES. Coquillages, 226-74-24. Spéc. région.

APOLLINAIRE, 168, bd St-Germain, 225-50-30. Salons 6 à 30 cts.

LE GOLF, 20, bd Montmartre, T.J. 770-91-35. Fruits mer. Choucroutes.

## Traiteurs et livraisons à domicile

GUY, plats brésiliens auth. à emporter, 6, r. Mabillon, 6<sup>e</sup> 354-67-61.

## VIETNAMIENNES

LE NEM, 67, r. Beaumarchais, 708-54-41. Cuisine légère. Spéc. Grill. Ouf. chandell. Cadre tranquille. 7/dim.

## Salons pour Déjeuners d'affaires et Banquets

EL PICADOR, 80, bd Salignolles, 387-28-87. Jusq'à 100 couvertes.

AU PETIT RICHE, 25, rue Le Pelletier, 710-38-30. Spéc. Tourange. 6 à 45 cts.

LE RUDR, 11, av. Gde-Armée, 500-13-21. P. dim. soir. Menu 70 F. T.C.

RELAIS LOUIS-XIV, 4, r. Grande-Augustine (9<sup>e</sup>). Cadre historique. De 8 à 34 couvertes, 328-75-88.

## Ouvr après Minuit

GUY, 6, rue Mabillon, 6<sup>e</sup> 354-67-61. Br. la Pelletier.

TOUR D'ARGENT, 4, pl. Bastille (12<sup>e</sup>). 344-32-19. BANC D'HUITRES. (12<sup>e</sup>). 344-32-19. BANC D'HUITRES. Coquillages, 226-74-24. Spéc. région.

APOLLINAIRE, 168, bd St-Germain, 225-50-30. Salons 6 à 30 cts.

LE GOLF, 20, bd Montmartre, T.J. 770-91-35. Fruits mer. Choucroutes.

## Traiteurs et livraisons à domicile

GUY, plats brésiliens auth. à emporter, 6, r. Mabillon, 6<sup>e</sup> 354-67-61.

**LES N**

**Changement**

**LA ROCHELLE**  
capitale de la  
PREMIERE STATION DE

**LA ROCHELLE**  
premier port de plaisance d'Europe















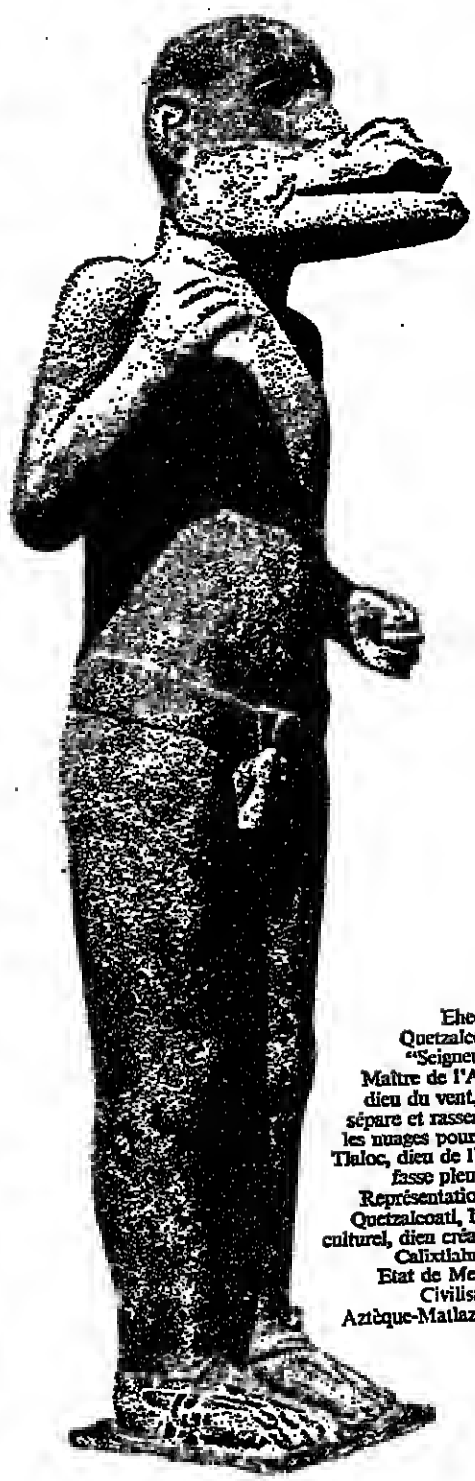




ملا في 17

# mexique

## pays lumière, multiple et divers



Ehecatl-  
Quetzalcoatl,  
"Seigneur et  
Maitre de l'Air",  
dieu du vent, qui  
sépare et rassemble  
les nuages pour que  
Tlaloc, dieu de l'eau,  
fasse pleuvoir.  
Représentation de  
Quetzalcoatl, héros  
culturel, dieu créateur.  
Calixtlahuaca,  
Etat de Mexico.  
Civilisation  
Azèque-Matlatzina.

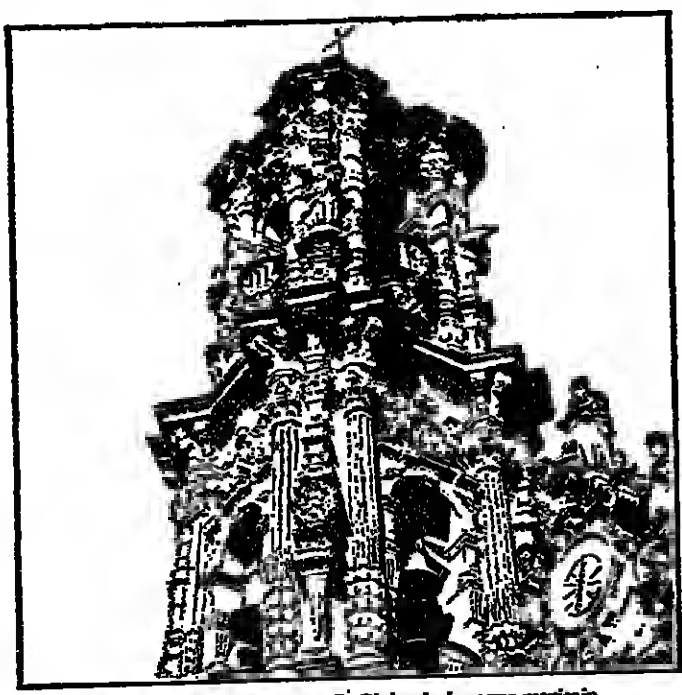
" Nous considérons  
le tourisme  
comme l'industrie  
de l'hospitalité,  
noble frontière entre  
la compréhension  
internationale, les loisirs,  
l'économie et la culture."

**JOSÉ LÓPEZ PORTILLO**  
*Président de la République Mexicaine*

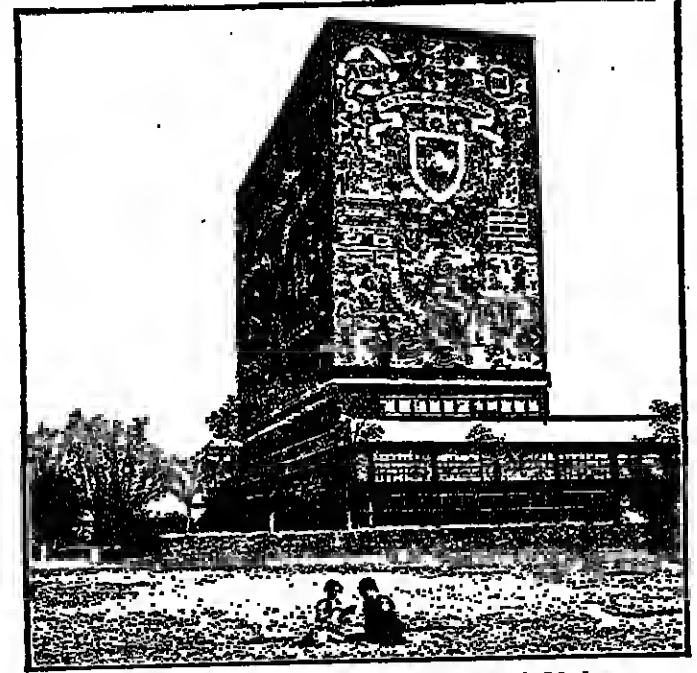
Le gouvernement du Mexique considère le tourisme, phénomène social caractéristique de notre siècle, non seulement comme une source de richesse économique mais également comme l'affirmation dynamique des valeurs de l'esprit; comme un droit pour tous les hommes dans un monde de liberté; comme un précieux instrument de connaissance et d'amitié entre les peuples.



Le dénommé Calendrier Azèque ou Pierre du Soleil, monolithe d'environ 24 tonnes. Son relief relate le mythe de la création. Il exprime le savoir mathématique et astronomique des anciens Mexicains. Civilisation Azèque. Musée National d'Anthropologie, Mexico D.F.



Eglise de Santa Prisca. Détail. Gloire du baroque mexicain, 18<sup>ème</sup> siècle. Taxco, Etat de Guerrero.



Ethnologue de l'Université Nationale Autonome du Mexique, entièrement décorée de mosaïques multicolores.

### SECRETARÍA DE TURISMO - CONSEJO NACIONAL DE TURISMO DEL GOBIERNO DE MÉXICO

*Bureaux de Tourisme en Europe :*

- DIRECTION GÉNÉRALE POUR L'EUROPE - 34, avenue George V - 75008 PARIS
- STAATLICHES MEXIKANISCHES VERKEHRSAMT - Wiesenhüttenplatz 26 - 6 FRANKFURT/MAIN - Tel. 25.34.13/35.41
- DÉLÉGATION POUR LE BENELUX - Avenue Louise 363, 1050 BRUXELLES - Tél. 647.15.35/16.09
- DELEGACIÓN EN ESPAÑA - Velázquez 126 - MADRID 6 - Tel. 261.18.27
- BUREAU D'INFORMATION POUR LA FRANCE - 34, avenue George V - 75008 PARIS - Tél. 720.69.15/19
- MEXICAN NATIONAL TOURIST OFFICE - 7, Cork Street - LONDON W1X 1PB - Tel. 01 734 1058/59
- UFFICIO DI INFORMAZIONI TURISTICHE DEL MESSICO - Via Boncompagni 53/55 - 00187 ROMA - Tel. 474.29.86
- TURISTINFORMATIONSBYRÅN - Grevgatan n° 3 - 114 53 STOCKHOLM - Tel. 08/63.79.09

et à partir du 1<sup>er</sup> juin 1980

DÉLÉGATION POUR LA SUISSE - 73, rue de Saint-Jean - 1201 GENÈVE

PUBLICITÉ GEMARD







LE XXXIII<sup>e</sup> FESTIVAL DE CANNES

## « LE CHAÎNON MANQUANT », de Jean-Paul Picha

## Notre ancêtre, Monsieur O

C'est une très amusante fable satirique qu'a réalisée Jean-Paul Picha, avec son dessin animé de long métrage le Chaînon manquant.

Le 25 mai 1983 avant l'ère chrétienne naît d'un couple d'humanoïdes totalement idiots, un bébé rose. Adopté par un Brontosaure, chaperonné par un Pterodactyle, le bébé (nommé « O ») grandit en agresse et en agresse dans un monde redoutable, mais somme toute harmonieux. De chaque rencontre et de chaque aventure, il tire profit. Les « grands cons », créatures molles, conventionnelles et indisciplinées, lui donnent l'idée de la roue, le dragon celle du feu, les Yabits (qui parlent avec l'accent des héros barbares) celle de la messe, les tortues celle du char de combat. De retour dans sa tribu d'origine, un « O » fait partager aux siens ses découvertes. Aussitôt son frère « Ah », Cain de ce gentil Abel, entre sur l'occasion pour inventer la guerre. Le planète n'est bientôt plus qu'un « immense merdier ».

Grâce au « chaînon manquant », l'homme a trouvé sa raison d'être.

Picha — à qui l'on doit déjà la Honte de la jungle et de la verra et des idées. Nous sommes très loin ici de la poésie et de la gentillesse d'aujourd'hui (dont Picha, d'ailleurs, parle avec une certaine ironie).

Le graphisme (anglais) percutant, et un brin d'humour, pimantent certaines séquences. Autant le dessin animé chinois, pré-

senté dimanche dernier, était suave, autant celui-ci laisse un arrière-goût de virilité. Il n'est pas interdit de prêter la virilité à la ténue.

Présenté hors compétition si à une heure tardive, Breaking Glass du Britannique Brian Gibson raconte la très classique aventure d'une jeune chanteuse qui fait difficilement l'apprentissage de la gloire. L'intérêt du film réside dans la description qu'il nous offre des milieux « punk » londoniens et dans la forte personnalité de Hazel O'Connor qui semble revivre ici sa propre histoire. Les numéros de cabaret sont bien rigés et la musique « Disco » à souhait. Document sociologique autant que divertissement chanté, Breaking Glass méritait d'être vu à Cannes.

Enfin, jeudi, le Festival a rendu hommage à Alfred Hitchcock. Rassemblés par les soins de Gilles Jacob, délégué général, quelques-unes des séquences les plus célèbres de ses films constituaient une éblouissante anthologie. La princesse Grace de Monaco, trois fois présente sur l'écran, assistait à la projection. Charlton Heston prononça une brève allocution. « Hitchcock est parti, mais il ne nous a pas quittés », a-t-il dit en substance. Paroles de circonstance qui, pour une fois, correspondent à la réalité.

JEAN DE BARCELLE

## « THE LONG RIDERS », de Walter Hill

## Chronique historique de bandits légendaires

On n'attendait pas grande surprise de The Long Riders, le premier film américain de la compétition, réalisé par Walter Hill. L'histoire des frères James, devenue légendaire après avoir été guérilleros audacieux pendant la guerre de Sécession a été si souvent portée à l'écran qu'on pensait à un retour au western, plus exactement à une de ces mélodramatiques du genre loïles qu'elles ne sont traduites, depuis le Brigand bien-aimé de Henry King en 1939, dans les diverses versions (légende et vérité) des exploits de ces bandits et de leurs écoliers. Or il ne s'agit pas de cela. Les scénaristes Bill Brydan, Steven Philip Smith, Stacy et James Keach (eux-ci étant également producteurs exécutifs et acteurs) et la réalisatrice Walter Hill ont écrit et mis en scène une chronique où la reconstruction d'une société, les reines, familles et tribunes, le climat de l'époque de reconstruction de l'Amérique « antique » après la guerre civile, expliquent des comportements qui n'ont plus rien de romantique, de légendaire ou de « contestataire ».

The Long Riders, c'est la vérité humaine, psychologique et historique, du gang James, Younger et Miller, et l'on peut voir à une démarche réaliste semblable à celle de Jacques Becker, autrefois, avec Casque d'or, attachant les « apaches » parisiens de la Belle Époque à leur mythologie pittoresque, pour une étude de mesure et de société. Lorsqu'un policier reproche à un journa- liste d'avoir fait de ses pillards de trains et de banques, des « Robins des Bois », il est, sans doute, le porte-parole des auteurs du film, qui se veulent narrateurs d'une vérité où il n'y a ni héros idéalisés ni vulgaires voleurs et criminels.

Par The Long Riders, Jesse James, le chef du gang, n'est pas la figure dominante. Le film est centré sur Cole Younger, personnage plus

étrange et plus complexe, dont les relations amoureuses, teintées de violence, avec la prostituée Belle Richie qui épousa, au Texas, l'indien Sam Starr, font tomber une autre légende hollywoodienne. Après l'attaque d'une diligence et celle d'un train, qui sont, dans la nature et l'espace des scènes « documentaires » plus que des morceaux de bravoure, Walter Hill montre comment vivaient tous ces bandits entre deux expéditions : mariage, bel chapitre, relation à la famille et aux gens du pays, affrontements avec les policiers de l'agence Pinkerton, virées dans les saloons et les bordels. Ce tissu historique et « intimiste » est d'autant plus prenant que le travail de la couleur par le chef opérateur Ric Weitz restitue une sorte de vérité esthétique des années 70-80, dans l'Ouest américain. La reproduction photographique des portraits, des scènes de vie quotidienne et d'action l'emporte — sans négliger la poésie du cinéma — sur l'imagerie folklorique habituelle.

On peut regretter qu'après la remarquable reconstitution de l'attaque manquée de la banque de Northfield (le commencement de la fin pour le bandit), Walter Hill ait cédé, dans la suite et la fin, à un maniérisme inutile, avec des effets de ralenti. Mais l'assassinat de Jesse James, chez lui, par Bob et Charlie Ford, est traité avec une sobriété exemplaire.

L'interprétation a été choisie selon les liens réels des acteurs eux-mêmes : les frères Keach jouent les frères James, les frères Carridine les frères Younger, les frères Ouellet les frères Miller et les frères Gust les frères Ford. Ce qui renforce l'idée d'une famille, d'une tribu historique du banditisme. On remarque beaucoup, par sa violence contenue, son rayonnement sombre, Pamela Reed en belle star. Le seul rôle féminin important.

JACQUES SICLIER

## DANSE

## EN ALTERNANCE AU THÉÂTRE OBLIQUE

## Dominique Bagouet...

Responsable d'une troupe, désormais implantée à Montpellier, Dominique Bagouet est parvenu à un moment délicat de sa carrière où il doit s'affirmer comme un professionnel, passer de l'adolescence à l'âge adulte, tout en conservant son invention cocasse et sa fantaisie gémme.

Si la compagnie s'affirme dynamique et homogène, avec l'appartenance de Monet Robier, les chorégraphies de Dominique Ba-

gouet pèchent par leur structure un peu flottante et un manque de rigueur dans les enchaînements qui gênent. « Suite pour violon », en particulier, ressemble à une sorte de branle dansé sous la lune par une bande de forçats, avec des gestes anguleux et des mains en pince de homard. Il y a, en revanche, dans « Danse blanche » des moments très lyriques et « Sous la bafarde », malgré son caractère hétéroclite, débordant de drôlerie et de poésie tendre.

## ... et Susan Buirge

C'est une compagnie renouvelée que présente Susan Buirge et un superbe spectacle, assez étonnant d'ailleurs quand on connaît ses précédents travaux, car la chorégraphie s'y « élève » et passe de l'humour à un déferlement de mouvements beaucoup plus faciles d'accès. Son ballet « Tormis », sur une musique pianote, est une sorte d'évocation de l'âge d'or, théâtrale, dansante, dans les éclairages contrastés de Fritz

Rainhart. Danse subtile et complexe avec des relais, un dessin très architectural. L'humour est toujours présent.

MARCELLE MICHEL

\* Théâtre Oblique, 20 h. 45 (le 17 mai : 18 h. 30).

## THÉÂTRE

## « LES DERNIÈRES HEURES DE BABYLONE » à la Tempête

## Exorcisme de potache

Dans la confusion du monde déstabilisé, la peur de l'Apocalypse frappe les esprits d'une manière quasi superstitieuse. Chacun s'exorcise selon son tempérament et ses moyens. Une troupe que ses moyens dérisoires cantonnent dans la catégorie « jeune » ne peut pas même rêver de diriger un ballet d'opéra pour venir à bout de sa fascination morbide. Celle du Chapeau rouge se rabat sur l'humour, la plaisanterie. Elle cherche son chemin dans la distance qui sépare le monde réel de ses ambitions, elle mise sur la distance du temps. Les empires en lambeaux, les guerres qui s'effritent d'un pays à l'autre, les chefs militaires prêts à bondir sur le pouvoir, les chefs civils aveuglés par l'exercice du pouvoir. C'est nous et c'est la Babylone antique. C'est ainsi qu'Alain Gantrel voit les choses et les décrit dans les Dernières Heures de Babylone.

Lui-même interprète un prophète en cage, qui a fait vœu de silence et ne le rompt que pour lancer des imprécations ironiques. Derrière ses barreaux, il censure pie les exactions du couple impérial — Daniel Jegou, impassible, très fin de race, et Catherine Frot,

belle inquiète, — il se délecte aux facettes lassées du Grand Prêtre (Yann Collette en petit vieux bien propre), il s'attache aux insolences du Fou (Jean-Pierre D'Arosio), nonchalamment drôle.

Cela se passe sur un chemin de moquette bordé de part et d'autre par les spectateurs, cela se passe jadis et aujourd'hui. Les costumes sont du style rétro fripé, les accessoires du genre gag. La pauvreté sert un parti pris de dérision qui aurait en besoin d'un texte très fort pour ne pas virer à un pastiche-potache. Or, Alain Gantrel est plus dur pour le comique acide que pour les violences déhantes. Les comédiens posent des silhouettes bien dessinées mais n'ont pas la possibilité de les développer, ne parviennent pas à surmonter les défaillances d'une fable par trop schématisée. On ne démonte rien quand on se contente d'affirmer que sur les ruines des civilisations naît le fascisme. Les vérités premières sont de bonnes bases de départ, encore faut-il les conduire à l'essentiel.

COLETTE GODARD

\* Cartoucherie de la Tempête, 20 h. 30.

## ROCK

## James Chance and the Contortions

James White joue avec les Blacks, James Chance avec les Contortions et c'est le même homme, James Siegfried, qui se cache derrière ces pseudonymes, que change de musiciens selon ses humeurs (capricieuses) et ses disques, qui monopolise les clubs new-yorkais ou présentent d'une manière à l'écouter l'une ou l'autre de ces formations. SU a choisi de s'appeler James White c'est qu'il est persuadé d'être de James Brown blanc, ce petit homme, à peine sorti de l'adolescence, au visage juvénile si blond et si pâle, ce saxophoniste, doué au point de vue du coup, qui a conquis la « hype » new-yorkaise et fait école en redonnant au saxophone tout son prestige d'instrument solo avec une musique qui mêle le funk, le disco et une musique de free jazz. Une vraie rigole aussi, ce musicien qui a bâti son succès en partie par son agressivité, parce qu'il n'hésitait pas à muer le dos à son public tout le long du concert et ne se retournait que pour taper les spectateurs du premier rang.

Si l'on a pu voir James White and the Blacks l'année passée, c'est James Chance qui s'est produit les 12 et 13 mai aux Bains-Douches avec les Contortions : quatre Noirs d'un côté (basse, batterie, guitare et trompette) et un Blanc de l'autre (guitare). Devant ce groupe, solide et impénétrable, de musiciens, payés en cachet, qui assaient un tempo funky et punk, on se sentait un peu comme un spectateur de la deuxième guerre mondiale, appartenant au chanteur Andy Williams.

La vente d'œuvres impressionnistes de la collection Henry Ford (le Monde du 15 mai) avait lieu chez Christie's et non chez Sotheby's Parkes, comme nous l'avions indiqué par erreur.

Lors de la vente d'orfèvrerie, organisée par Christie's, à Genève, une paire de « têtes d'époque » a été adjugée 420 000 francs suisses (1 080 000 francs) le 12 mai. La 18 mai, une boîte en or qui avait été faite pour Elisabeth de Russie a été adjugée 420 000 francs suisses.

## MUSIQUE

## Les Jeunesses musicales ont quarante ans

Le quarantième anniversaire des Jeunesses musicales de France (J.M.F.) a été célébré solennellement à la SACEM par un congrès national auquel participaient tous les délégués régionaux français, ainsi que des représentants de la Fédération internationale des Jeunesses musicales : MM. Lefebvre (Canada, président

d'honneur), Hansen (Danemark, président en exercice), Dumas (Belgique, secrétaire général) et le compositeur Witold Lutoslawski (président des J.M.F. de Pologne). Les J.M.F. sont présidées depuis 1971 par M. Louis Leprieux-Ringuet et dirigées par M. Jean-Pierre Delavigne. Elles rassemblent chaque année environ sept cent mille auditeurs pour leurs concerts éducatifs.

Il est difficile aujourd'hui de s'imaginer le prodigieux innovation que fut la création, par René Nicoly, des Jeunesses musicales pendant la guerre. À cette époque, la radio était pour la compagnie familiale de toutes les heures et surtout n'accordait qu'une place mesurée et cérémonieuse à la musique; les disques (78 tours)

étaient encore l'apanage d'une élite comme les concerts et la pratique instrumentale; l'enseignement musical dans les écoles était quasi inexistant, objet de chahut plus que de culte. L'idée d'offrir des concerts, d'abord aux lycéens, puis à tous les jeunes de Paris, avec les futurs grands artistes, et de les faire commenter, pour pallier une ignorance à peu près totale, même des noms de compositeurs, eut un succès incroyable, favorisé par la rudesse des temps, la rareté à Paris de distractions « décentes » et la disponibilité des virtuoses que la guerre réduisait à l'inaction. Au même moment, d'ailleurs, en Belgique, Marcel Cuvelier fondait les Jeunesses musicales et, en 1947, Nicolas Nicoly se ralliait à cette dénomination devenue célèbre.

## INSTITUT

## A l'Académie des sciences morales et politiques LES RELATIONS DE L'EUROPE ET DU TIERS-MONDE

M. Luc Durand-Réville a entretenu lundi l'Académie des sciences morales et politiques, dont il est correspondant, des relations de l'Europe et du tiers-monde. Après avoir retracé les étapes de la politique d'assistance et de coopération en faveur des pays sous-développés depuis le traité de Rome (1957), et dressé le bilan de l'action entreprise, l'orateur a analysé les aspects positifs ou négatifs de la dernière convention, celle de Lomé II, signée le 31 octobre 1979 entre la C.E.E. et l'A.C.P. (Afrique, Caraïbes, Pacifique) groupant cinquante-sept États membres.

Après avoir exposé les propositions formulées dans le rapport dont l'orateur était chargé, lui et M. Gaston Leduc, la Ligue européenne de coopération économique, et celles des négociateurs de la Commission, qui en différaient sur plus d'un point, l'Association C.E.E. - A.C.P. comporte notamment une aide financière, une coopération industrielle et agricole, un système de stabilisation des recettes d'exportation des A.C.P., des préférences commerciales en leur faveur et, enfin, la possibilité d'étudier de concert l'ensemble des problèmes du sous-développement.

En dépit de ses imperfections, la convention de Lomé II, qui demeure marquée par l'hétérogénéité des préoccupations, non seulement entre les deux groupes d'intélocuteurs, mais encore au sein de chacun de ces groupes, appelle des observations de satisfaction. Du moins dans ce domaine, conclut M. Durand-Réville, il existe une politique commune de l'Europe — voire une politique agricole commune.

J.-M. D.

Dès 1942, les J.M.F. réunissaient vingt mille adhérents à Paris, quand ils ne se réunissaient que dans des locaux d'établissement (qui préfiguraient les méthodes de l'Union T.N.P.) et se proposaient en province pour atteindre, la liberté revenue, cent cinquante mille adhérents en 1948. En 1945, Marcel Cuvelier et René Nicoly avaient fondé la Fédération internationale des Jeunesses musicales, qui compte aujourd'hui trente-six membres sur quatre continents (1).

Il n'est pas exagéré de dire que toute une génération a été initiée à la musique par les J.M.F. et que la plupart des responsables de l'activité politique, artistique, économique ou sociale actuelle (à commencer par le président de la République) en ont été membres, ce qui a considérablement favorisé la prise en considération de la musique par l'État et les collectivités locales. Le dynamisme de René Nicoly et de ses collaborateurs a complètement changé le panorama de la France musicale, préparant l'éclosion fantastique de l'école, mais aussi de la pratique, à laquelle nous assistons, pour ne rien dire de l'aide apportée à des milliers de jeunes artistes dont les J.M.F. ont favorisé les débuts.

En 1971, à la mort de René Nicoly, épuisé par ses efforts pour remettre l'Opéra de Paris en ordre de marche, on pouvait douter cependant des chances de survie

des J.M.F. dans la mission semblait terminée; l'absence des jeunes aux concerts était un fait acquis et la diffusion de la musique par la radio, le disque, la télévision multipliait les possibilités d'une initiation « à la carte », au gré de chacun.

Sans abandonner leurs cycles de concert à Paris et en province, les J.M.F., sous l'impulsion de Jean-Pierre Delavigne, s'attachent alors à un domaine encore très délaissé, celui des concerts scolaires spécialement adaptés aux enfants des classes primaires (car c'est à cet âge que se joue en grande partie l'orientation intellectuelle et affective), qui marquaient le début d'un nouveau développement plus souterrain mais non moins efficace : en dix ans, les J.M.F. ont donné plus de dix mille concerts scolaires et cinq mille animations qui ont touché quelque quatre millions d'enfants.

Parallèlement, de nouvelles lignes pédagogiques étaient suivies : création d'un département animation, de clubs lyriques, d'un « podium Jeune Musique » (pour les artistes débutants), de stages dans les festivals, de camps musicaux pour les jeunes interprètes et de la « Galerie sonore », collection itinérante d'instruments de musique d'Afrique et d'Asie mis à la disposition des enfants, qui a remporté un extraordinaire succès à travers toute la France et va devenir un « centre permanent d'application pédagogique » installé à Angers (inauguré le 13 mai).

Rares sont les mouvements consacrés à la jeunesse qui ont été capables de bien s'adapter à des époques de mutations aussi accélérées que celles qu'ont traversées les Jeunesses musicales, en y contribuant aussi puissamment.

JACQUES LONCHAMPT.

\* Jeunesses musicales de France, 14, rue François-Miron, Paris-8<sup>e</sup> (tél. 278-15-54).

Les gardiens des musées nationaux ont entamé vendredi 15 mai leur quatrième semaine de grève, les négociations entre la direction des musées et les syndicats qui les représentent (C.G.T., F.O., C.F.D.T.) étant toujours sans l'impasse. Les syndicats ont en effet obtenu pour l'ensemble des gardiens (un millier) les deux dimanches de repos par mois qui sont à l'origine de la grève, mais n'acceptent pas qu'en contrepartie la rémunération pour les journées de repos soit diminuée.

## LA « GALERIE SONORE » DES J.M.F. A ANGERS

Sanzas et balafons africains, ankinkings javanais, orgues à bouche du Laos, plus de mille instruments de tous les continents et d'Asie rassemblés au sein de la « galerie sonore » des Jeunesses musicales de France sont désormais proposés aux collections d'Angers (Maine-et-Loire), grâce à un centre permanent d'applications pédagogiques.

Cette « mise à disposition » des instruments à toujours constitué le caractère du plus original et le plus passionnant de la « galerie sonore », créée sur une idée de M. Maurice Fleuret pour le Festival d'automne 1978 et présentée depuis dans toute la France : en permettant à ses visiteurs d'être également des « praticiens », elle est bien plus qu'une simple exposition d'instruments exotiques, un véritable centre d'expérimentation propre à favoriser l'approche de formes d'expression musicales différentes.

C'est cet aspect de porte ouverte sur d'autres musiques, et partant sur d'autres cultures, qui avait particulièrement intéressé les enseignants angers lors des deux passages de la « galerie sonore » dans leur ville. Et c'est cette demande des milieux scolaires qui, trouvant un écho favorable dans l'entente d'un centre permanent d'applications pédagogiques, inauguré mardi 13 mai par le maître socialiste d'Angers, M. Jean Monnier, en présence du président des J.M.F., M. Louis Leprieux-Ringuet, de l'Académie française, du « père » de la « galerie sonore », M. Maurice Fleuret, et de M. Fiane, inspecteur général, représentait la direction nationale de la musique, M. Charpentier.

Animé par deux permanents et « ouvert à Angers pour trois années au moins », comme l'a déclaré M. Monnier, le C.P.A.P. est installé dans des locaux municipaux et bénéficie de subventions de la municipalité (110 000 francs), des J.M.F. et de l'État.

Il accueillera régulièrement des scolaires de la ville et de l'agglomération et sera un lieu de recherches sur la pédagogie de la musique conduites avec la participation de certaines classes de l'enseignement élémentaire sur des périodes de trois mois. — (Corresp.)

Un colloque international sur le thème de l'Espace se tiendra du 22 au 25 mai au château de la Napoule (06) dans le cadre du festival de poésie, peinture, musique organisé par l'université de Nice en collaboration avec l'Institut de l'Art de la Philadelphie. Renseignements : Mme Olier, faculté des lettres, 06039 Nice Cedex, tél. : 93.86.23.14.















Le Monde

## économie

## ÉNERGIE

## L'U.R.S.S. serait en train de réviser profondément sa politique pétrolière

L'Union soviétique ne deviendra pas importatrice de pétrole avant la fin du siècle, estime l'organisation privée suédoise Pétrosuéd, spécialisée dans l'examen de la politique énergétique de l'U.R.S.S. dans une étude publiée le 12 mai à Malmö.

Cette étude, qui se fonde sur la compilation de documents soviétiques officiels, fait état de l'intérêt en vigueur pour l'adoption d'une réforme fondamentale de l'activité pétrolière en U.R.S.S.

Selon l'organisme suédois, une forme des prix qui sont actuellement de 12 à 14 roubles par tonne (2,75 dollars par baril) sera adoptée en avril 1981 et entrera

en vigueur au début de 1982. De plus le prix de référence, pris pour base de calcul des planificateurs (mais non facturés aux acheteurs) serait multiplié par vingt pour atteindre 80 ou 90 roubles par tonne.

Une série de mesures d'ordre technique devraient en outre permettre à l'U.R.S.S. de réduire sa dépendance de matériel de forage américain, dont savoir Pétrosuéd. De ce fait, la production soviétique de pétrole devrait rapidement augmenter à l'issue de trois ou quatre années difficiles, en raison de la réforme, estiment les spécialistes de Malmö. — (A.F.P.)

## LE MEXIQUE RELEVÉ LE PRIX DE SON PÉTROLE DE 1,5 DOLLAR PAR BARIL

La hausse a relevé le prix du pétrole, à compter du 15 mai, de 1,5 dollar par baril, pour le porter à 22,5 dollars.

Cette hausse intervient au lendemain de celle décidée par l'Arabie Saoudite. L'augmentation saoudienne a par ailleurs été approuvée par le ministre vénétois du pétrole, M. Caidano Bard.

C'est, semble-t-il, aussi l'opinion du ministre irakien, M. Abdol Karim, qui a déclaré, juste avant la décision saoudienne, à la revue « Le Pétrole et le Gaz arabe », que les prix de l'Arabie Saoudite étaient trop bas et ceux de l'Algérie, de la Libye et de l'Irak trop élevés. Les deux qui dépassent 6 dollars et ne se justifient pas, a-t-il affirmé, sans doute, car, si l'Irak ne réclame que 20,5 dollars pour le brut, les autres, il est entre 22,5 et 23,10 dollars pour les quantités supplémentaires vendues.

## LES PRÉVISIONS DE L'INSEE POUR LES MOIS A VENIR

## La baisse d'activité qui va se produire devrait être bien supportée par une industrie plus solide

L'activité va se ralentir, la production industrielle baisser du fait d'un fléchissement de la consommation des Français, atteints dans leur pouvoir d'achat par la hausse des prix et l'élargissement des prélèvements de sécurité sociale. Mais la poursuite probable d'un rythme assez élevé d'investissements limitera les effets dépressifs d'une consommation en baisse. Cela n'empêchera pourtant pas le chômage de continuer à s'accroître au premier semestre (cent mille demandeurs d'emploi supplémentaires), puis encore au second sans qu'il soit possible de dire de combien. De même, le deuxième choc pétrolier enregistré en 1979 et une baisse relative des exportations vont entraîner

un déficit de 15 milliards de francs de la balance des paiements courants pendant les trois premiers trimestres de 1980. Mais la confiance dans le franc demeurera et les réserves de change ne diminueront pas en guise.

Tels sont les principaux points de la situation économique de la France vue par l'INSEE. Ses experts n'apparaissent cependant pas pessimistes, soulignant que la dégradation conjoncturelle en train de se produire peut être bien supportée à terme par notre économie dans la mesure où s'est produit depuis deux ans un réel assainissement des structures de production et de financement des investissements.

une rentabilité convenable de leurs investissements. Cela explique que les projets importants faits dans des branches comme le verre, les matériaux de construction, le papier-carton, la sidérurgie, le pétrole et, dans une moindre mesure, la chimie.

● Exportations : des résultats beaucoup moins bons.

Après les progrès exceptionnels enregistrés en 1978, du fait notamment de la livraison de gros contrats conclus quelques années auparavant (10 milliards de francs en 1979), 1980 devrait retrouver un niveau moyen de croissance de nos ventes. Au second semestre, pourtant, la reprise des livraisons de gros contrats de biens d'équipement devrait compenser la faiblesse de la demande des pays développés. En revanche, notre compétitivité très médiocre dans les biens de consommation devrait amener une stagnation des ventes dans ce secteur au second semestre. Au total, si l'on tient compte du tassement de la demande mondiale, les ventes de produits manufacturés de la France pourraient se situer à la fin de l'année à 1 % ou 2 % en dessous de leur niveau de fin 1979. En moyenne annuelle, la hausse serait de 2 à 3 % en 1980 par rapport à la moyenne de 1979.

● Consommation : comp de frein.

Après le regain d'achats des familles observé fin 1979 jusqu'au mois de février 1980 (textiles, optique, photo, librairie, droguerie, quincaillerie), mars a marqué un recul sensible et quasi général de l'automobile échappant seule à ce mouvement. La forte inflation qui avait provoqué des achats anticipés et le développement très rapide du crédit ont probablement atteint leur terme, écrit l'INSEE. Les ménages vont consacrer une part plus grande de leurs revenus à la consommation de biens de consommation (3 à 4 points d'ici la fin de l'année), prévoit l'INSEE. Le ralentissement se produira d'abord dans les industries produisant des biens de consommation (— 3 à 4 points d'ici la fin de l'année), prévoit l'INSEE. Dans les biens intermédiaires, l'INSEE prévoit une diminution sensible d'activité du fait notamment du ralentissement des commandes étrangères. Pour les biens d'investissement, les perspectives de production sont

● Production industrielle : les investissements compensent partiellement la baisse de la consommation.

La production industrielle va baisser de quelques points d'ici la fin de l'année, prévoit l'INSEE. Le ralentissement se produira d'abord dans les industries produisant des biens de consommation (— 3 à 4 points d'ici la fin de l'année), prévoit l'INSEE. Dans les biens intermédiaires, l'INSEE prévoit une diminution sensible d'activité du fait notamment du ralentissement des commandes étrangères. Pour les biens d'investissement, les perspectives de production sont

Autre conséquence du freinage de l'activité et de l'inflation : la hausse des prix de détail, qui, après avoir été très forte au premier semestre 1980 (+ 7 %), se ralentit en second semestre (+ 5 à 6 %). La hausse des prix de détail s'élèvera donc à 12 à 13 % entre le début et la fin de cette année.

D'une façon générale, l'INSEE souligne le contraste important qui existe entre l'optimisme des chefs d'entreprise, qui engrangent sous forme de gains de productivité et d'aisance financière les effets de la politique d'assainissement menée depuis deux ans et le très grand pessimisme des ménages, qui n'ont maintenu jusqu'ici leur consommation qu'en tirant largement sur leur épargne. — A. V.

● Les prix des matières premières importées par la France ont baissé de 8,3 % en avril par rapport à mars. En un an (avril 1980 comparé à avril 1979), les prix ont augmenté de 2,3 %. Les prix des matières premières alimentaires ont baissé de 2,1 % en avril et de 8,3 % en un an. Les prix des matières premières industrielles ont baissé de 12,7 % en un mois, mais ont augmenté de 13,3 % par rapport à avril 1979.

## ÉTRANGER

## CANADA

● Le taux d'escompte de la Banque centrale du Canada a baissé jeudi, revenant de 14,17 % à 13,94 %, pour la cinquième fois consécutive, au « fixing » hebdomadaire. Le taux d'intérêt de base de l'argent au Canada atteint ainsi un niveau plus bas que lorsque la décision a été prise en mars dernier, de laisser « flotter » le taux de la Banque centrale. Il était alors de 14 %.

## ÉTATS-UNIS

● La Bank of America, la plus grande banque mondiale, a baissé de 1 % son taux d'intérêt de base — prime rate — à dater du vendredi 16 mai, pour le ramener à 16,5 %. Le prime rate est le taux accordé aux meilleurs clients d'une banque.

## MONNAIES

## LA CHINE ADHÈRE À LA BANQUE MONDIALE

Washington (A.F.P.). — Le conseil exécutif de la Banque mondiale a décidé jeudi que désormais la Chine adhère à la Banque mondiale aux lieux et place de Taiwan, a annoncé un communiqué de la Banque. Cette décision suit de quelques semaines une décision similaire prise par le Fonds monétaire international.

Un porte-parole de la Banque mondiale a précisé que tous les détails du remplacement de Taiwan par la République populaire de Chine au sein de l'organisation, y compris le montant de capital que la République populaire de Chine va verser, étaient encore en négociation. Le capital effectivement payé par Taiwan à la Banque s'élève à 32,0 millions de dollars. Par ailleurs, à la fin de 1979, le gouvernement de Taïwan avait versé 185,6 millions de dollars aux des prêts consentis par la Banque mondiale et 14,55 millions à l'Association internationale du développement (A.I.D.).

M. McNamara, président de la Banque mondiale, a déclaré en avril dernier, rendu à Pékin pour discuter des conditions de l'admission de la Chine populaire.

## BONNE TENUE DU DOLLAR

Restant à la veille de l'ascension, le cours du dollar a légèrement progressé le vendredi 16 mai, atteignant 4,21 F à Paris (contre 4,19 F) à Francfort, le cours de la monnaie américaine a retrouvé le niveau de 1,80 DM, aucune raison particulière n'étant mise en avant pour justifier ce mouvement, si ce n'est la prédiction d'un retour à l'équilibre de la balance commerciale des États-Unis en 1980, faite par le sous-secrétaire d'État au Trésor.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	16 mai	16 mai	16 mai	16 mai
\$ E.-U.	4,1945	4,2085	+ 48	+ 75
£ cas.	2,5550	2,5650	- 100	- 55
Yen (100)	1,9440	1,9455	- 30	- 5
DM	2,3340	2,3355	+ 45	+ 65
Fl. (100)	2,1215	2,1260	+ 15	+ 40
PS	2,5855	2,5160	+ 115	+ 100
L (1 000)	4,9585	4,9675	- 255	- 125
F	9,5075	9,6250	- 430	- 325

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	5 1/8	10 1/8	5 3/8	10	5 1/8	10	5 1/8	10	5 1/8	10
SE-U	9 1/2	11 1/8	10 1/8	11 1/8	10 1/8	11 1/8	10 1/8	11 1/8	10 1/8	11 1/8
Fl. (100)	13 1/4	14 1/4	13 1/4	14 1/4	13 1/4	14 1/4	13 1/4	14 1/4	13 1/4	14 1/4
P.S.	3 1/2	4 1/4	3 1/2	4 1/4	3 1/2	4 1/4	3 1/2	4 1/4	3 1/2	4 1/4
L (1 000)	16 3/4	17 1/4	16 3/4	17 1/4	16 3/4	17 1/4	16 3/4	17 1/4	16 3/4	17 1/4
F. franc	12 1/2	13 1/4	12 1/2	13 1/4	12 1/2	13 1/4	12 1/2	13 1/4	12 1/2	13 1/4

Notes de banque ci-dessus les taux pratiqués sur le marché interbancaire des devises le 16 mai 1980. Les taux sont indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

A l'initiative et avec la participation de  
L'INTERNATIONAL LAWN TENNIS CLUB DE FRANCE  
ET LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE TENNIS

## "LA JOURNÉE INTERNATIONALE DU TENNIS"

avec la participation probable des joueurs inscrits dans les Internationaux

VILAS - BORG - CONNORS - NOAH  
GERULATIS - MC ENROE - NASTASE  
DIBBS - GOTTFRID - PECCI  
PANATA - FLEMING, etc.

et tous les joueurs français

Dimanche 25 Mai de 11 h à 18 h

AU STADE ROLAND GARROS

organisé au profit de

LA LIGUE NATIONALE FRANÇAISE

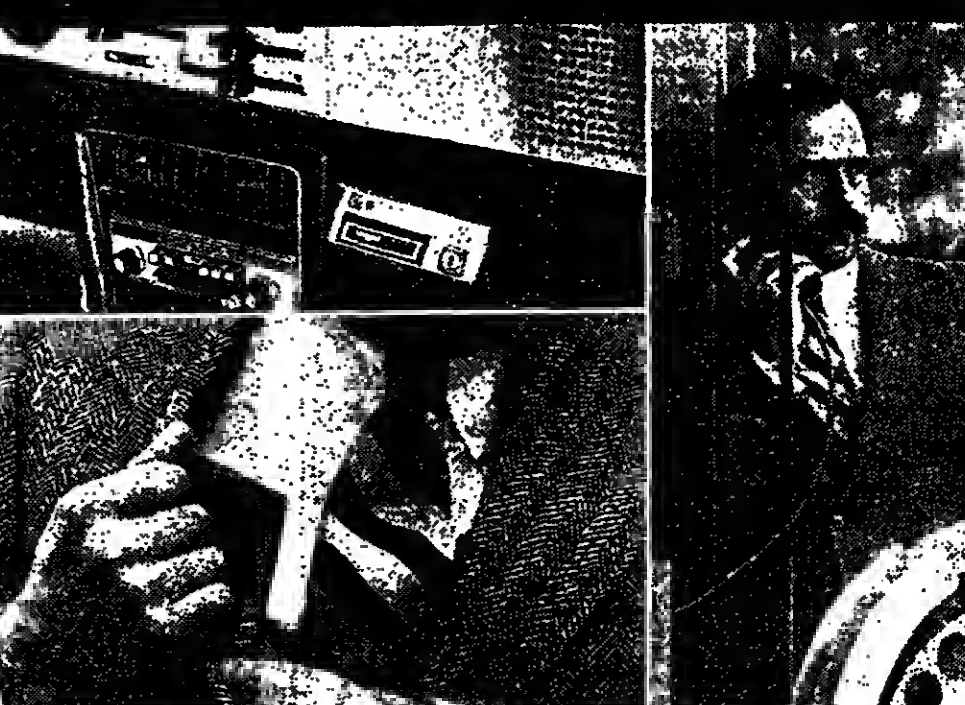
CONTRE LE CANCER et de

L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE LUTTE CONTRE LA MUCOVISCIDOSE

100 % DE LA RECETTE POUR LES DEUX ŒUVRES

Entrée générale 30 F

## Pour vous joindre sans même savoir où vous êtes.



Comment rester en contact avec son cabinet, son chantier, son étude, son entreprise, ses fournisseurs, alors que l'on se déplace sans arrêt? Comment joindre camions et véhicules de service?

Jusqu'à présent le problème était pratiquement insoluble. Aujourd'hui il existe Eurosignal.

Eurosignal est un récepteur radio miniaturisé qui vous prévient où que vous soyez, sur pratiquement l'ensemble de la France et en Allemagne.

Un simple appel téléphonique et un signal sonore vous alerte. Un code lumineux vous indique qui cherche à vous joindre. Il vous suffit alors de rappeler de la cabine téléphonique la plus proche.

Que vous vouliez louer ou acheter, renseignez-vous vite.

BON À DÉCOUPER:

Pour une manifestation de démonstration à votre Agence Communale de Télécommunications ou retourner ce coupon à :

ENTREPRISE GÉNÉRALE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

NOM \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

SOCIÉTÉ \_\_\_\_\_



# CONJONCTURE

## La crise, au VII III. — Le jeu des cinq familles

par GILBERT MATHIEU

La crise des économies occidentales, entrée dans sa septième année, diffère sensiblement de celle des années 30 et au moins autant des crises cycliques d'avant la première guerre mondiale. Elle est caractérisée par une croissance réduite de plus de moitié et tendant vers le zéro, par un chômage considérable, une inflation forte et croissante, un déséquilibre durable des paiements extérieurs, un désordre monétaire permanent (le monde des 15 et 18 mai). Quelles en sont les causes ?

Si l'on excepte quelques commentateurs portés, comme Jacques Plassard, l'un des inspirateurs du patronat français, à croire que l'Occident traverse

pas de crise du tout, la dépression constatée depuis sept ans consistant plutôt pour eux en « retour à la normale », après le rattrapage d'activité consécutif au conflit mondial, on peut classer en cinq grandes familles les explications fournies aujourd'hui sur les causes de la situation. Cette floraison ne saurait étonner : cinquante ans après la « grande dépression » des années 30, les économistes n'ont pas encore réussi à se mettre d'accord sur la ou les causes majeures de cette crise ; il n'y a donc pas lieu d'être surpris des divergences importantes existant aujourd'hui sur l'interprétation à chaud des événements.

### Des explications conjoncturelles et techniques...

La première famille d'explications fait appel à des données conjoncturelles. La fin, en 1972-1973, de l'alternance des cycles économiques nationaux, jusqu'alors habituelle, serait, selon cette école, à l'origine de nos difficultés. L'expansion simultanée dans tous les grands pays a provoqué une demande exceptionnelle de matières premières, engendrant les hausses formidables de prix de 1973 : + 266 % sur le pétrole, + 150 % sur le caoutchouc, + 88 % sur le cuivre, + 77 % sur le plomb. La France a, pour sa part, vu s'accroître le prix de ses matières premières importées de 13 % en 1973 et de 50 % en 1974, avant l'enchère du pétrole.

D'où la poussée exceptionnelle d'inflation par les coûts en 1973, incitant les gouvernements à prendre les années suivantes — la encore de façon simultanée — de sévères mesures anti-inflationnistes, qui provoquèrent presque partout le recul de la production. Celui-ci, à son tour — et toujours simultanément — a entraîné la crise, jusqu'aux plans de relance de 1976 et aux mesures de régulation qui les ont suivis. Les petits décalages dans le temps des interventions gouvernementales, ici et là, n'ont rien enlevé à l'effet nocif, selon les tenants de cette thèse, de la quasi-simultanéité des cycles nationaux.

Les explications de caractère conjoncturel mettent encore en avant deux autres faits. Les erreurs patronales de stockage en 1973-1974, d'abord, n'adaptant pas assez vite leur production à la réduction de la demande, les chefs d'entreprise de l'Occident ont accumulé des stocks tout à fait anormaux d'inventaire prioritaire, par la suite, conduits les firmes à ralentir brutalement leur activité. Le cas de la Suède est pathologique à cet égard ; les autorités de Stockholm ont cru, quatre années durant, que la production pourrait continuer « comme avant », la crise n'étant, selon elles, qu'un mauvais moment à passer. La dépression continuait.

hélàs ! la Suède a dû faire face, par la suite, à une adaptation de sa production, d'autant plus douloureuse qu'elle était plus tardive. Seconde erreur, plus récente cette fois : l'endettement excessif des ménages et des entreprises dans de nombreux pays inquiète d'agents économiques prévoyants. Ils craignent que, sous le poids de l'obligation de payer plus cher après. Ce comportement d'anticipation accroit, bien entendu, le décalage entre la production, ainsi ralentie, et le pouvoir d'achat réel des acquéreurs, qui ne suit pas, tout en faisant prendre des risques considérables à ceux qui s'endettent exagérément pour ce faire. Toutes ces interprétations conjoncturelles dépeignent évidemment la réalité. Mais elles sont loin d'expliquer l'ampleur et la durée de la « stagflation », contemporaines d'un développement des explications moins contingentes, parce que plus techniques.

Trois données au moins sont avancées à ce second titre. D'abord un certain ralentissement dans les innovations techniques créatrices d'emplois. L'insuffisance, l'énergie et la métallurgie, l'industrie spatiale, ont pris, à notre époque, le relais des grandes mutations technologiques du début du siècle (l'automobile, l'aviation, notamment). Une des caractéristiques de la période contemporaine est, en effet, le fléchissement de cette rentabilité ; par mauvais emploi du capital certes, mais aussi par modification des facteurs sociaux

cherche ces dernières années ; le vieillissement de l'appareil national de production (les équipements neufs étant de plus en plus souvent installés par les firmes capitalistes dans les pays à bas salaires). Si l'on ajoute, avec Alain Barrère (3), que l'investissement productif en Occident a souvent été réalisé sans discernement — le saupoudrage coûteux et évident — puis, dans un second temps, ses initiatives pour substituer la machine à l'homme (grâce à des investissements de productivité), afin de relever la rentabilité du capital investi.

Logique, dans une optique de quête du profit, cette évolution a eu un double effet sur la crise : une détérioration supplémentaire de l'emploi et une relance (dans la première phase du processus) de l'inflation par les coûts. L'investissement et le coût d'entretien des nouveaux équipements étant mis, chaque fois que le marché ou les contacts le rendaient possible, à la charge du consommateur, grâce notamment à la liberté des prix.

Les États, bien sûr, ont réagi. Mais, en risquant d'aggraver le mal, leurs plans d'austérité (des plans à tenir, à la rigueur, l'activité et dégradant l'emploi.

### ... aux causes macro-économiques

Des facteurs plus amples encore, parce que d'ordre macro-économique — sont cités à juste titre pour expliquer la crise actuelle. D'abord l'inversion des tendances démographiques. Le « baby boom » d'après guerre avait stimulé toutes sortes de demandes : de logements, plus nombreux et plus vastes, d'équipement, de consommation, d'habillement, de loisirs. La diminution de la natalité a porté un coup à cette évolution bénéfique, en privant la machine économique occidentale de l'un de ses moteurs auxiliaires.

Le confinement subit des transferts de ressources vers les pays vendeurs de matières premières (et pas seulement de pétrole) lui en a porté un autre. Le fait pour les pays industrialisés de payer deux fois plus cher (en moyenne) qu'en 1973 les matières premières qu'ils importent, les oblige à prélever sur leurs ressources une part qui aurait été, sans cela, consacrée à la consommation ou à l'investissement. L'effet déflationniste qui en résulte aggrave le chômage, sans réduire pour autant l'inflation ; bien au contraire, puisque la hausse des prix est précisément le moyen par lequel s'opère le transfert.

La part croissante prise par le tiers-monde dans les échanges internationaux a parfois, à son effet, mais selon d'autres voies. Sans doute cette part est-elle encore faible : en France, par exemple, elle ne dépasse guère 4 % du total des importations de produits manufacturés ; elle approche 10 % dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. Mais outre qu'elle va en augmentant, elle concurrencie davantage les productions nationales des pays développés — elle limite déjà sensiblement les débouchés de ces

derniers outre-mer. L'essor de la production de biens matériels et du commerce Sud-Sud (au profit notamment des producteurs du Brésil, de l'Inde, des pays-ate-liers) du Sud-Est asiatique) fait décliner les exportations du Nord vers le Sud. En particulier dans le textile, la sidérurgie, les produits alimentaires, les articles de cuir, l'équipement ménager, la consommation simple, la petite construction navale. Sans doute une part considérable de ces productions concurrentes sort-elle des usines que les firmes multinationales de l'Occident ont installées dans le tiers-monde, pour y payer leurs coûts de production en bénéficiant des bas salaires et de législations sociales et fiscales bienveillantes. Mais, en outre, la formule célèbre, ce qui est bon outre-mer pour le General Motors ne l'est pas nécessairement pour les salariés ni les consommateurs des États-Unis. Formule qui, vu, bien entendu, pour les autres « grands » de l'Occident, chacun ayant ses multinationales.

On peut même se demander avec Gérard de Bernis si cette internationalisation des moyens de production, alors que le monde n'est pas encore prêt pour une internationalisation parallèle du pouvoir politique, n'explique pas, dans une large mesure, l'ampleur et la durée de la crise actuelle.

Tout paraît se passer, en effet, comme si la « délocalisation » des grandes industries occidentales reproduisait, mutatis mutandis, la contradiction unie naguère dans le cadre national entre une production en progrès rapide (les bas salaires outre-mer dégradant des taux élevés de profit, qui stimulent l'investissement dans l'activité des firmes) et une consommation demeurant insuffisante de pouvoir d'achat des salariés.

du tiers-monde reste faible, tandis que le chômage s'aggrave dans les pays industrialisés, du fait de la disparition d'industries devenues non compétitives). Cette dysmétrie entre production et consommation était, d'ailleurs, régnée, dans le cadre national, par l'intervention des États, dispensateurs de revenus directs ou indirects et parfois d'emplois. Mais l'absence d'autorité politique équivalente à l'échelle mondiale laisse aujourd'hui s'acrocher cette contradiction majeure, que les multinationales — fussent-elles d'accord entre elles — n'auraient ni l'intention ni les moyens de surmonter.

Une démonstration permanente en est fournie par le « désordre monétaire », dans lequel s'enferme l'Occident, quatrième famille d'explications de la crise. Que la politique américaine du dollar ait contribué à semer puis à accélérer l'inflation dans le monde ne fait guère de doute. Les États-Unis, en agitant à leur profit les bases du Gold Exchange Standard (5), provoquant une dangereuse marée d'eurodollars puis en dévaluant — l'année qui précède la crise, précisément — la devise qui servait de base au système monétaire international, enfin en sabordant ce système pour instaurer, à la Jamaïque (juin 1976), les changes flottants et leurs inquiétantes facilités, ont pris la responsabilité de perturber gravement les mécanismes économiques selon lesquels s'était déroulé le capitalisme contemporain. En laissant faire Washington, puis en acceptant que leurs banques s'engouffrent dans le tourbillon des courbes, les partenaires occidentaux des Américains ont encouragé la débâcle de crédits internationaux peu — ou pas — gagés, qui a alimenté l'avalanche des pétrodollars depuis 1974 — 180 milliards de dollars en cinq ans, correspondant aux surplus non utilisés par les pays de l'O.P.E.P. pour leur équipement, leur consommation ou leur armement — à aggraver le phénomène, tout en accroissant les inégalités entre nations (6). La nouvelle hausse des prix du « brut » va provoquer, dès cette année, une marée de pétrodollars beaucoup plus considérable encore, dont la partie flottante dépassera largement les quelques 25 % constatés depuis 1974. Ainsi va s'aggraver rapidement la spirale inflationniste, qui a si puissamment contribué à la crise mondiale en cours depuis sept ans.

Au terme de cette analyse rapide des cinq familles d'explications actuelles de la crise, la tentation est normale de rechercher une synthèse entre tous ces éléments partiels, pour la plupart fondés. Certains s'y sont déjà employés (7), dont l'effort ne peut qu'être encouragé, même si, en raison des difficultés de l'entreprise, il ne doit aboutir que dans un certain délai. Mais, sans attendre que les théoriciens et les historiens se mettent d'accord sur le — ou les — schémas les plus cohérents d'analyse du mal, le moment est venu, partant des données déjà acquises sur ses causes, de se pencher sur les remèdes.

### Prochain article :

QUE FAIRE ?

**ODOUL**  
**Garde-meubles**  
208 10-30  
16 Rue de l'Atlas - PARIS XIX<sup>e</sup>

Journée placée sous la présidence d'Hervé Hoppenot, président de la Chambre Syndicale Nationale des Concoctis en Recrutement  
Le thème central étudié sera :

**LES DIFFICULTÉS DU RECRUTEMENT EN FRANCE EN 1980**  
22 mai 1980 de 10 heures à 13 h. 30

Quatre sujets seront abordés successivement et feront l'objet de débats entre les participants :

Le choc de l'intégration à l'entreprise présenté par M.-Y. Delcourt (Géométrie).  
Mais où sont donc passés les candidats ? présenté par H. Hoppenot (S.V.P. Ressources Humaines).  
Les débats seront animés par Marc Baron (France-Marketing) Hôtel SERRAVALLO, 18, rue Commandant-Benoît-Moncholette, 75014 Paris. Réservations : C.S.N.C.R., 30, rue Fabert, 75007 Paris - Tél. 535-25-31

**A VENDRE**  
(cause étroite)  
OPTIC-PHOTO avec stock 160.000 F  
Magasin avec 2 pièces et cave (35 m<sup>2</sup> + 18 m<sup>2</sup>)  
Loyer annuel : 15.000 F  
Entre métro GARE DU NORD et CHAPPELLE  
Téléphone : 607-89-26 et 206-66-11

CALCUL DE PROBABILITÉS — INFLATION  
selon PASCAL  
alors préservez votre patrimoine

**le rubis**

est-il aussi sûr que le diamant ?  
QUI PEUT ACQUÉRIR UN RUBIS-PLACEMENT ?  
QUELLE PLUS-VALUE PEUT-ON ESPÉRER ?  
QUEL MINIMUM FAUT-IL POUR INVESTIR ?  
LE RUBIS POSSEDE-T-IL UN CERTIFICAT D'UN LABORATOIRE DE GEMMOLOGIE INTERNATIONAL ?

RENSEIGNEZ-VOUS :  
CONSEIL DIAMANTAIRE INTERNATIONAL  
91, Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS

شارع فندق السلام  
"Avenue Fahd el Salem".  
L'art de vivre français a une nouvelle adresse à Koweït. A quinze minutes de l'aéroport international, le Meridien Koweït, un hôtel 5 étoiles, offre 336 chambres et 36 appartements au plein cœur de la ville, avec piscine, sauna, restaurants français, night-club et une galerie de boutiques... Réservations et informations : votre agence de voyages, votre agence Air France, à Paris : 757.15.70, à Koweït : 421.427, télex 2789 KT.

Ouverture de notre nouvel hôtel à Koweït.  
**MERIDIEN**  
LES HOTELS D'AIR FRANCE

Changement a augmenté de 1,7 %

LA MUTUALITE ACCUSE LE GOUVERNEMENT DE « DANGER »

AF

La Compagnie française de l'azote pourrait prendre une participation dans une mine de phosphate américaine

Si vous prévoyiez le week-end, retenez votre dépositaire le Nouvel Observateur : c'est un numéro consacré à la vie culturelle et à la politique internationale.

Jusqu'Alfa Romeo



Handwritten note: "C'est la vie"

SOCIAL

BIBLIOGRAPHIE

Les travailleurs étrangers et le droit international

La Société française pour le droit international, qui préside Mme Bastid, a consacré un colloque en 1978 au statut des travailleurs étrangers face au droit international. Des rapports présentés, qui viennent d'être publiés, ont pu tirer plusieurs remarques : 1) La part du droit international dans les règles juridiques applicables aujourd'hui en France aux travailleurs immigrés est de plus en plus importante. Aux traités bilatéraux — accordés par la convention de Sécurité sociale — s'ajoutent des conventions multilatérales ayant pour objet soit la protection des travailleurs migrants, soit des dispositions plus générales. Citons à cet égard la convention de Genève des réfugiés (1951), la convention de l'O.N.U. sur l'élimination de la discrimination raciale (1966), la convention européenne des droits de l'homme (1950), enfin, le traité de Rome instituant la Communauté économique européenne (1957). 2) C'est en Europe occidentale que le droit international renforce les garanties inscrites dans le droit national. C'est en effet, dans les pays d'immigration, que le droit de l'homme en général, grâce à la convention européenne des droits de l'homme et au droit de recours individuel du moins pour les Etats qui l'ont accepté ; ce n'est malheureusement pas le cas de la France — l'est encore plus pour les droits des travailleurs migrants. Une distinction s'impose toutefois ici entre le traité de Rome et le droit communautaire, dont il est la source et l'inspiration, et les autres instruments multilatéraux bilatéraux ou multilatéraux. L'apport des seconds est ici relativement minime. La convention européenne des droits de l'homme se borne à interdire, dans ses quatre articles, les expulsions collectives ; d'autres textes, plus anciens, comme la convention européenne d'établissement de 1955, plus récentes comme la convention européenne de 1977 sur le statut juridique du travailleur migrant, n'ont, en fait, qu'un intérêt restreint, dans la mesure, par exemple, où ils ne concernent que les ressortissants des pays signataires. Notons cependant que la convention de 1977, qui ne fait pas partie du droit applicable (1) est la seule convention internationale qui reconnaisse, dans son article 12, un droit au regroupement familial. On ne saurait trop souligner l'importance sociale et juridique de ce droit ; le Conseil d'Etat a eu l'occasion de le réaffirmer solennellement en 1978 lors de l'annulation du décret du 10 novembre 1977 qui méconnaissait ouvertement ce droit en subordonnant l'entrée du conjoint et des enfants mineurs à la renonciation à occuper un emploi. Tout autre est la protection accordée par le traité de Rome et l'importation du droit communautaire qui en est issu. Les excellents rapports de M. Lebey, Chevalier et Pacheau consacrent d'amples développements à ce thème. Les principes de liberté de circulation et d'égalité de traitement, inscrits par le traité et précédés par une série de règlements et de directives — notamment la directive du 15 mars 1964 (1960), enfin, le traité de Rome ont servi de point de départ à une jurisprudence aussi novatrice que libérale de la Cour de justice des Communautés européennes. Si le Communauté économique européenne ne se réduit pas aujourd'hui à un « marché commun », c'est, en grande partie, aux juges de Luxembourg qu'on le doit. En quoi a consisté leur apport ? Deux aspects de ce qui est, au meilleur sens du terme, la politique jurisprudentielle de la Cour de Luxembourg méritent d'être soulignés. Le premier a permis au migrant communautaire de bénéficier d'une protection sociale particulière : à propos de la totalisation des périodes à prendre en compte, du cumul d'avantages sociaux, de la couverture des risques sociaux, de l'accès à la sécurité sociale, de la notion de régime de sécurité sociale et à celle d'avantages sociaux en général, réductions associées aux familles nombreuses, allocations destinées aux handicapés, bourses d'enseignement, etc.), la ligne de la jurisprudence est la même. On peut la résumer en une phrase : la frontière intracommunitaire ne doit pas mettre en échec la protection sociale. Le second aspect est capital : l'article 48 du traité de Rome permet aux Etats membres de la C.E.E. de limiter la libre circulation des personnes pour des motifs tirés notamment de l'ordre public. Le contenu de cette notion nationale par essence de non communautaire, varie selon les pays et les circonstances. C'est bien pourquoi, s'agissant d'une exception aux règles du traité, la Cour de justice des Communautés européennes contrôle son utilisation par les gouvernements. M. Pacheau a raison de parler à ce sujet de « cantonnement » de la théorie de l'ordre public. Depuis une demi-douzaine d'années, plusieurs arrêts ont ainsi posé des principes fondamentaux du droit des ressortissants des pays membres se trouvant dans un autre pays membre de la Communauté. Prenons l'exemple de l'expulsion : elle ne peut avoir pour motifs des raisons économiques, ni être la conséquence d'une condamnation judiciaire. Une certaine proportionnalité (principe dont la fécondité est loin d'être épuisée) doit être respectée, et il serait interdit de ne voir ici qu'un simple « pari sur la récidive ». Les expulsions collectives ou fondées sur un motif de prévention générale sont interdites. Quant aux garanties de procédure, elles comprennent la notification précise des griefs retenus et le respect des droits de la défense. Stipulant le plus souvent renvoi des juridictions nationales, à titre préjudiciel, selon la procédure de l'article 177 du traité, la Cour de Luxembourg a clairement les juridictions nationales à exercer un contrôle plus étroit sur les mesures concernant le séjour et l'expulsion des intéressés, et notamment sur l'importance du risque de menace à l'ordre public lorsque cette menace est invoquée comme motif d'une expulsion. Elle rejoint et renforce, à terme, une évolution certaine mais incomplète de la jurisprudence administrative.

On est ainsi renvoyé au droit national. Le rapport de M. Antoine Lyon-Caen sur la condition sociale des travailleurs étrangers et notamment sur l'importance du risque de menace à l'ordre public des droits sociaux, l'abandon progressif des discriminations. Il démontre que certaines libertés sont, dans l'état actuel de la législation, soumises à un régime d'exception : c'est le cas des associations étrangères et de la presse étrangère, et cela en vertu de textes que la III<sup>e</sup> République, en la fatidique année 1938, avait cru utile d'adapter à la situation en vigueur. L'exercice d'autres libertés (droit syndical, manifestation) peut parfois, selon les circonstances, se révéler plus périlleux pour le travailleur étranger que pour son homologue français. L'internationalisme est désormais le fait capital », notait Georges Scelle dès 1932, plus lucide que beaucoup. On s'achemine en effet, avec une lenteur nécessaire, et qui n'a pas que des avantages, vers ce « droit des gens constitutionnel » auquel pensait le même auteur. L'acquis du droit international s'est traduit jusqu'ici, pour les travailleurs étrangers, par des accords bilatéraux, régionaux, voire universels, mais qui restent à consolider et à étendre.

ROGER ERRERA.

\* Editions Pedone.

(1) « C'est-à-dire, écrit M. Lebey, l'application de la loi nationale des conventions bilatérales de migration, ou le contraire, ont bien moins prévalus. »

S'HABILLER EN ENTREPOT OU COMMENT FAIRE DES ECONOMIES!

13, Rue Dieu, c'est le Paradis le Paradis des Chasseurs de prix au Royaume du PRET-A-PORTER GRIFFE

A l'Entrepôt FRANK BERAL sur 1500 m<sup>2</sup>, on peut s'habiller en l'aminant comme au « mescutin en Préti-à-Porter Griffe.

A côté d'un département classique, on trouvera toutes les créations de la mode. Meilleures prix, eux, sont alignés sur ceux des grossistes ! Le secret : l'achat en direct chez le fabricant, ce qui vous permet de faire des économies réelles pouvant aller jusqu'à 35% au plus. Un aperçu des prix : des vestes en cachemire et laine à 300 F l'ic, des costumes pure laine à partir de 500 F l'ic, des jupes de 100 F à 150 F l'ic, des tailleurs deux-pièces à 380 F l'ic, etc. Le tout à l'avant.

Mais pour avoir accès à ces super affaires, encore faut-il monter carte blanche une carte d'achat, que seuls un Comité d'Entrepôt ou un Service Social peuvent valider de leur cachet. Mot de passe pour devenir client : être salarié. Il faut appartenir à une société de plus de dix salariés ou à une collectivité.

Les membres des professions libérales, sur justification de leur activité, sont également reçus avec bienveillance.

Huit usines alimentent ce grand entrepôt de 1500 m<sup>2</sup> qui offre aussi un département « enfants » et « chaussures ».

Pas de vraies ventes, mais des robes formées à la plus douce école, celle de la courtoisie !

On notera enfin que les Entrepreneurs Frank Beral sont agréés par la FNAC.

Entrepreneurs FRANK BERAL  
• PARIS : 13, rue Dieu 75010  
Téléphone : 209.03.00  
Métro : République  
• LYON : 31 bis, rue Bossuet 69006  
Téléphone : 852.53.71  
Métro : Foch

LE MONDE  
maître chaque jour à la disposition de ses lecteurs du dimanche d'abonnement hebdomadaire  
Vous y trouverez peut-être  
LES BUREAUX  
que vous recherchez

Le chômage a augmenté de 1,7 % en avril

Comme le Monde l'indiquait dans ses éditions datées du 16 mai, le chômage a, pour le sixième mois consécutif, augmenté, de mars à avril, en données corrigées des variations saisonnières. Selon les statistiques du ministère du travail et de la participation, publiées ce vendredi midi, cette hausse a été, en définitive — nos indications faisaient état d'un pourcentage (un peu plus de 2 %) légèrement plus élevé — de 1,7 % : 1438 000 demandeurs d'emploi en avril contre 1415 100 en mars (soit 23 800 chômeurs de plus). En un an, l'augmentation est de 6,6 % (180 100 demandeurs d'emploi supplémentaires).

Comme il est habituel à cette époque de l'année, les statistiques exprimées en données brutes font

apparaître une baisse des demandes d'emploi non satisfaites : 1 375 300 en avril contre 1 412 300 en mars, soit une diminution de 2,6 % (37 000 chômeurs en moins). Mais, par rapport à avril 1979, on enregistre une hausse de 6,6 % — 84 600 personnes de plus à la recherche d'un travail.

Le ministère du travail et de la participation estime que « la dégradation de l'incorporation du nombre des demandeurs d'emploi observée depuis plusieurs mois continue à se poursuivre », mais que « cette baisse est légèrement inférieure à celle que l'on attendait de l'évolution saisonnière ».

La situation des offres d'emploi non satisfaites stagne, de mars à avril, en données corrigées (respectivement 100 300 et 100 200) et progresse en données brutes : 100 200 en avril contre 97 400 en mars (+ 2,9 %). En un an, l'augmentation est nettement dans les deux sens : + 18 %. Enfin, égale la Rue de Grenelle, les « placements directs » réalisés par l'Agence nationale pour l'emploi se sont accrus d'une année sur l'autre, de 20,1 %.

LA C.F.D.T. LANCE L'OPERATION « PAS UN CENTIME AU PATRONAT »

La C.F.D.T. a décidé de lancer à partir de ce vendredi 16 mai l'opération « Pas un centime au patronat » pour protester contre la multiplication des actions judiciaires engagées contre ses militants à la suite, notamment, de faits de grève. Pour la seule région de l'Est, les directions de l'usine Alstom de Belfort, de Trarion à Lunéville, des maisons A.S.T. et de l'usine Bernal à Nancy ont réclamé d'importantes indemnités à la C.F.D.T.

L'opération « pas un centime au patronat » revêt la forme d'une campagne de signatures apposées au verso de billets de banque factices, à l'effigie caricaturale de M. François Ceyrac, président du C.N.P.F., le premier signataire est M. Edmond Maître, secrétaire général de la C.F.D.T.

De son côté, la C.G.T. a affirmé à maintes reprises, qu'en aucun cas elle ne paierait les amendes ou les indemnités que pourraient demander les tribunaux en faveur des employeurs, car elle dit « on tente de frapper les syndicats à la caisse » (Le Monde du 4 avril 1980).

LA MUTUALITE FRANCAISE ACCUSE LE GOUVERNEMENT DE « RACKET »

Les rapports entre la Fédération nationale de la mutualité française (23 militants d'échéance) et M. Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, continuent de se détériorer. M. Teulade, président de la fédération, qualifie de « racket » la résistance aux pouvoirs publics qui résulterait de l'application du décret modérateur d'ordre public. Selon M. Teulade, il serait possible de maîtriser les dépenses de santé en créant un fonds national de prévention auquel participeraient les mutuelles qui disposent d'un vaste réseau d'information audiovisuel. Ce fonds pourrait être géré par le Comité français pour la santé, les caisses nationales d'assurance-maladie et la Mutualité française. Or, le projet en ce sens présenté à M. Barrot le 13 mai n'a pas encore reçu de réponse.

AFFAIRES

La Compagnie française de l'azote pourrait prendre une participation dans une mine de phosphate américaine

La Compagnie française de l'azote (COFAZ) — filiale du groupe Paribas (66 %) et du groupe Total et troisième producteur français d'engrais (1) avec un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs — vient de signer avec la société américaine Agricola Chemical Company (A.C.C.) un mémorandum d'intention en vue d'acquiescer une participation de 20 % dans une mine de phosphate que cette dernière possède en Caroline du Nord et qu'elle projette de mettre en exploitation courant 1982.

D'autres partenaires pourraient se joindre au pool, la part de phosphates revenant à Agricola dépassant très largement ses besoins. Les capacités de la mine, estimées à l'ordre de 3,5 millions de tonnes par an, et le coût de la mise en valeur du gisement est évalué à 200 millions de dollars (240 millions de francs). Le porteur de cet accord est considérable pour la COFAZ. Virtuellement coupée des phosphates de Tunisie et du Sénégal après deux expériences malheureuses, la société française pourra en effet se procurer une bonne partie du phosphate dont elle a besoin (plus de 1 million de tonnes par an) à des coûts intéressants au moment où les prix tendent à monter rapidement.

La firme Agricola (4 milliards de francs de chiffre d'affaires),

filiale du puissant groupe américain Williams Companies (Tulsa, Oklahoma), n'est pas une inconnue pour la COFAZ. Les deux entreprises avaient envisagé de coopérer (le Monde du 17 juillet 1976). Un accord avait même été signé aux termes duquel Agricola était engagée à vendre à la COFAZ, par une filiale minière interposée à créer aux Etats-Unis, une partie de ses réserves de phosphates situées en Floride, ainsi que la part indivise de sa mine de Paynes Creek. Pour rémunérer cet apport, les actionnaires de COFAZ devaient céder à Agricola une partie de leurs titres. La firme américaine, mais fermement, refusé de donner son accord à cette alliance.

Mais les ponts n'avaient été coupés pour autant. Les discussions avaient été reprises en 1978 (plus de 1 million de tonnes par an) à des coûts intéressants au moment où les prix tendent à monter rapidement.

La firme Agricola (4 milliards de francs de chiffre d'affaires),

Immigrés ou esclaves ?

(Suite de la première page.)

Pour des livres de ce type, il faut apprécier l'abondance, le soin, la sûreté de la documentation qu'ils apportent. On vient de faire leur siège. Mais l'orientation générale qui ordonne le cadrage des faits est non moins importante.

Jean Benoit, d'abord, ne fait pas que des constats statiques. Il décrit les faits dans leur dimension sociale réelle : exploitation de cette main-d'œuvre inférieure et infériorisée, attitudes de la population face à l'étranger, souvent, ne peuvent être caractérisées que comme racistes. Il faut définir et nuancer ce qu'on appelle exploitation et racisme. Mais il reste toujours une masse énorme de phénomènes qui appellent, en effet, la dénonciation.

Jean Benoit arrive à éviter les deux écueils menaçants. D'une part, la vision de la droile et du « marais » inconsciemment solidaires de la droile. Elle se manifeste par des explications ponctuelles prenant appui sur les psychologies individuelles. Cela équivaut à prendre pour base stable « normale » le statu quo. D'autre part, l'indignation morale pour que le dégoût guère ce niveau. Qu'on rejette les fautes sur l'indolence, la conduite des pouvoirs, le mécanisme des nantis ou la brutalité des forces de l'ordre (au sens le plus large), on en reste à peu près au même point.

La fond du problème est ailleurs, faut-il le voir bien. La société industrielle capitaliste comme bien d'autres dans le passé et sans doute dans le présent, en est au stade où elle a besoin de ménager ses déviations pour éviter leur révolte et continuer à fonctionner. Elle ne trouve le moyen de le faire qu'au détriment d'un « prolétariat extérieur », comme dit Toulmin. Lorsqu'on pu ainsi créer des flots de bonheurs, d'une prospérité d'une liberté au moins relative, cela a toujours été en sa ravachant sur « les autres ». Athènes et Rome en furent deux brillants exemples. Il

s'est aussi toujours trouvé des idéologues nantis ou rieurs (ou d'une naïveté retourne) pour former les yeux et conclure gallamment de la liberté et de l'égalité interne à leur diffusion tous azimuts. Il faut dépasser cela.

Jean Benoit consigne, entre autres, les faits qui montrent la solidarité des dominés riches et des pauvres, exploités et exploités. Il est déjà bien beau que certains y échappent. Il ne faut pas de complaisance envers le racisme des peuples blancs.

Cela ne veut pas dire qu'il faut renoncer à convaincre ceux-ci de s'allier aux sous-prolétaires. On y réussit parfois, et c'est beaucoup.

Ce sont là les lignes de force (peut-être implicites) de ce livre. Par ailleurs, il peut servir d'ouvrage de référence malgré quelques défauts de présentation, quelques fautes d'impression non corrigées, etc., qui ne viennent pas de l'auteur.

On comprend le titre et la comparaison avec les esclaves. L'immigré, déjà en 1939, tirait sur l'esclavage moderne. Cela offre l'avantage de secouer la bonne conscience d'une société salubre ; non, les horreurs de l'exploitation humaine ne sont pas une phase du passé de l'histoire ! Sans aucun doute, bien des prolétaires et sous-prolétaires d'aujourd'hui ont une vie bien pire que celle de beaucoup d'esclaves antiques par exemple, qui pouvaient être bacheliers ou littérateurs. Mais « esclavage » a un sens juridique précis. Malgré tout, ne pas pouvoir (en règle générale) tuer, violer ou vendre ceux qui travaillent pour vous sans risquer un châtiment, c'est important. Je ne sais pas qu'on ait intérêt à conclure les catégories. La réalité en suffit. Mais ce n'est qu'un vœu. Et il attire justement l'attention sur un très bon livre.

MAXIME RODINSON.

\* Jean Benoit, Dossier E., comme esclaves, Préface de Tahar Ben Jelloun, coll. « Confrontations », éd. Albin Moreau, 364 pages. Euv. 65 F.

« On que vous prévoyiez de vous trouver pendant ce week-end, retenez chez votre dépositaire le numéro exceptionnel du Nouvel Observateur : c'est un numéro consacré aux ordinateurs et il vous concerne personnellement. »

LE NOUVEAU  
OBSERVATEUR

Jusqu'au 30/6/80 conditions exceptionnelles sur

Alfa Sud super 1.5 l. 4 portes, série 2

alfa dupleix

6, rue Dupleix Paris 15<sup>e</sup> Tél. 567.35.53.

OUVERTURE de notre nouveau magasin à K... MERIDIEN







## NEW-YORK

La hausse se poursuit

aux d'intérêt, le marché de  
York a poursuivi son avance

Les ventes de denrées de première nécessité produites en fin de semaine ont été en hausse de 10,5 % par rapport à la semaine précédente. Les ventes de produits de première nécessité ont été en hausse de 10,5 % par rapport à la semaine précédente. Les ventes de produits de première nécessité ont été en hausse de 10,5 % par rapport à la semaine précédente.

Sur 1 863 valeurs traitées, 903 ont augmenté, 592 ont baissé et 373 sont restées stables.

VALEURS	COURS	CHANG.
	14 5	1
os .....	54 7/8	8
.I. ....	53 1/8	3
ing .....	34 1/4	3
ase Manhattan Bank ..	42 8/8	4
Paul de Nemours .....	38 ...	3
Eastman Kodak .....	53 1/4	5
ro .....	28 2/8	6

VALEURS	COURS	CHANG.
	14 5	1
os .....	54 7/8	8
.I. ....	53 1/8	3
ing .....	34 1/4	3
ase Manhattan Bank ..	42 8/8	4
Paul de Nemours .....	38 ...	3
Eastman Kodak .....	53 1/4	5
ro .....	28 2/8	6

General Electric	24 9/8	2
General Foods	48 1/2	4
General Motors	28 3/4	2
Goodyear	44 3/8	4
IBM	11 7/8	1
Johnson & Johnson	83	5
McDonald's	27 7/8	2
Merck	25 5/8	2
Shell Oil	86 7/8	6
Weyerhaeuser	40 1/4	4
Wm. S. Kieser	187	1

.....	107 1/2	1
.....	33 3/5	8
.....	17 3/8	1
.....	48 5/8	4
.....	17 7/5	1
.....	23 1/2	2
.....	51 3/4	5

**INDICES QUOTIDIENS**  
 (INSEE, base 190 : 29 déc. 19

.....	13 mai	1
-------	--------	---

...eurs françaises ..	105.4	1
...eurs étrangères ..	191.5	8
Cie DES AGENTS DE CHAN		
Base 100 : 29 déc. 1961)		
...ndice général .....	196.9	1

---

**Taux du marché monétaire**

...fets privés, du 10/3 .....	12 7/3
-------------------------------	--------

[illegible]

333	Imatovest.....	160	1	1
184	Cle Lydn. Imm.	130	2	1
179	OFI WEG.....	113	1	1
138	I.G.I.M.O.....	174	1	1
304 50	Unifm Habit.....	291	2	2
411	Un. Imm. France	238	2	2
286	Acier Investiss..	117	1	1
144	Sotragi.....	268	2	2
388				
70	Amelle (Cle Ind.)	383 50	2	2

248	Applia. Hydraul.	237	2
228	Artins.	185	1
226	Contel. Blazay	376	1
138	(NT) Centrest	123	1
302	INVI Champex	128	1
240	Char, Réun. (P.)	3990	39
155	Comindus	465	4
241	(L) Obs. & Nord	133	1
538	Electro-Finane	301	3
	GM, Co. Sardinia	97	

01	..	(w) CL. P. 100000	32	..	1
188	..	Fin. Bretagne...	26	50	8
749	..	Fin. Ind. Gaz. Enx...	585	..	59
262	..	Fin. de Mar. Park...	70	60	7
339	..	France (Lay)...	660	..	64
224	..	La Mure.....	56	..	5
773	..	Lebon et Cie...	350	..	35
94	50	(NY) Lordez.....	114	..	11
183	..	Cie Marocaine...	32	..	3

ernie ours	Compl. premier cours	Compensation	VALEUR
80 ..	1288 ..	150 ..	Navig. Mixte
17 ..	243 ..	43 ..	Nebel-Bozal
19 ..	273 ..	34 ..	North-Fet

128	50	34	None-Café
129	50	35	Mourel, Gal.
130	50	36	Olida-Caby
131	50	37	Opri-Paribaz
132	50	38	Paris-France
133	50	39	Pechabronn
134	50	40	P.N.A.
135	50	41	- (tbl.)
136	50	42	Penabroy
137	50	43	Penbuvi
138	50	44	Pernod-Ric.
139	50	45	Pesder

39	280	230	Petries
33	151	181	Petroles B.P.
30	241	215	Pengou-Cit.
77	259	385	— (obl.)
80	225	138	Pierre-Raby.
50	58	79	P.L.M.
34	154	248	Peclein
40	185	248	Pellet
55	188	86	Pompey
51	145	225	P.M. Lohmair
58	288	35	Pronat.
38	431	450	Prozac-Cit.

38	321	249	Préfabriqué
39	383	440	Prétail SI
40	232	220	Prisel
41	246	220	Prisel
42	109	230	Primagaz
43	703	116	Prictamps
44	150	470	Rader S.A.
45	143	685	— (obj.)
46	114	278	Radiotech
47	59	166	Raffin (Fse)
48	480	440	Redouts
49	265	880	Révilon Frè.
50	284	170	Rhône-Poul.

54	380	230	Rousseau-Clair
55	1625	390	Rout. Coles
56	2150	410	Ruche Pic.
57	578	860	Rice Imp.
58	207	24	Sachler
59	584	147	Sade
60	932	770	Sagum
61	3150	130	Saint-Gabriel
62	389	142	St-Louis-B.
63	00	595	Saufoi
64	500	225	SAI

38	1379	58	Satires
75	951	245	Sampepoet
10	40 70	152	Schnellhor
10	46	48	S.C.D.A.
40	580	34	— (nbl.)
10	481	198	Seb
10	692	165	Sefimog
10	9248	885	S.I.A.S.
57	58 95	885	Sig. E. EL.
99	892	288	S.I.I.C.
99	892	270	Grom

05	881	126	S.I.M.N.O.R.
51	538	530	Ski Rescues
73 50	562	179	Sograp
18	711	380	Sommar-AM
79 2	70 80	275	Suez
73	470	248	Talc-Laz
07	234	748	T.B.T.

Providence S.A.	610	315	Seller-Labanc	220	225	<div>14/5</div> <div>Enthusiastic lectures</div> <div>Recherch and</div>
desserts (Fla.)	183	18	Waterman S.A.	220	225	
Santa-Fé	50		Brass. du Marin	228		
Santo	134	120 30	Brass. Ouest-Afr.	70 50	70 70	
			Satum	90	84 50	
			Sich	70 20	72	
			Sendere Azziz	140	142	
			S.P.E.C.K.I.V.	188	185	
					A.B.	

Promagorin Bol.	180	180 80	Eaux de Vichy	781	775	Selt Canada	70 88	64	C.L.T.	459 24	458 42
Cedix	838	857	Saffril	47	47	Shyvor	62 15	64	Convertibles	123 87	127 58
(N) Chauxbourg	468		Vichy (Fermier)	383	385	Sawater	18 15	18 35	Conversions	149 89	143 89
Gratiner	886	888	Vitrol	400	400	Sawing C. L.	13 88	18	Gross. Immob.	227 88	217 87
Economist Centr	481	481				British Petroleum	33 29	98 58			
	789	788	Association Ban	58	57 58						

[illegible][illegible]

Lamont Bros.	88	88	Aurip C.	381	..	Petrotex Canada	176	..	Montal Invest.	266 75	113 29
Loray (Ets & J.)	88	88	Hy-Antargaz.	382	..	Pizer Inc.	164	..	167	266 75	187 37
Loray-Dasvols	138	138	Hyd. St-Denis	137	132	Phoenix Assuranc.	21 80	..			
			Lite-Bonnières-C	330	330	Pirnia	0 75	..	Radio-Inter	438 C4	418 13
						President Steyn	181	151 50	Radio-Valens	334 28	318 05
Parcher	244	243				Proctor (Smith)	317 50	290			

[illegible][illegible]

## A TERME

102	182	190	181	U.C.A. ....	180 60	170 10	166 35	180	35	Imp. Chem. ....	36 70	36 10	36 10	36 60
158	50	150	191	Un. F. Spans	177	170 50	171 50	166 10	51	Imp. Limited	50 50	50	35	34 10
111	111	110	152	G.T.A. ....	150	163 20	150 20	162 20	229	L.B.M. ....	224 30	222 10	222 10	221 30
111	80	111 78	110	15	Aslow	12 95	12 98	12 40	12 95	185	L.T. ....	113 20	114	114 10
123	50	120	152	100	(100) ..	103 50	102 30	102 50	102 10	278	Miner. ....	235	230 50	230 50
123	50	120	152	100	(100) ..	103 50	102 30	102 50	102 10	278	Miner. ....	235	230 50	230 50

78	242	242	239	255	252	235	253	254	251	329	Royal Dutch	349	349	335	350
76	26	26	20 30	151	151	151	151	151	151	228	Shell	228	228	228	228
75	280	287	283	14 80	14 80	14 80	14 80	14 80	14 80	34	Wm. T. & Co.	34	34	34	34
74	280	287	283	13 75	13 75	13 75	13 75	13 75	13 75	162	S. A. Stearns & Co.	162	162	162	162
73	280	287	283	163	163	163	163	163	163	450	Schubert & Co.	450	450	450	450
72	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
71	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
70	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
69	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
68	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
67	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
66	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
65	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
64	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
63	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
62	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
61	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
60	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
59	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
58	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
57	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
56	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
55	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
54	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
53	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
52	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
51	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
50	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
49	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
48	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
47	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34	Shell Fr.	34	34	34	34
46	280	287	283	147	147	147	147	147	147	34</					

[illegible]

632	632	635	Norvege (100 lb)	36 020	85 370	82 580	87 080	Pièces Suisse (20 fr.)	620	632
276	276	276	Grande-Bretagne (5 lb)	3 552	8 008	3 240	3 380	Pièces Suisse (20 fr.)	568	514 56
263 08	263 08	263 50	Italie (1 000 lires)	4 950	4 966	4 850	4 280	Souverain	653 58	651 70
122	122	122	Suisse (100 fr.)	252 720	251 250	346	258	Pièces de 20 dollars	2715	2718
581	581	581	Suède (100 kron)	99 150	99 440	96	101 640	Pièces de 10 dollars	1230	1230 20
122	122	122	Australie (100 srs.)	92 080	92 395	81 990	93 620	Pièces de 5 dollars	700	895



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- IDÉES**
2. SE SOUVENIR : « Une régression intellectuelle », par Suzanne Ciotto et Daniel Haegerty ; « La femme d'Attila », par Gabriel Matzneff ; « Les portes du rêve », par Jean-François Pradelle ; « Pour une histoire de l'humanité », par Jeanne Delobecq.
- ÉTRANGER**
- 3-4. AMÉRIQUES
- PÉROU : aux élections générales du 18 mai, l'ancien président Belaunde affronte le nouveau dirigeant de l'APRA, M. Villacorta.
- 5-7. DIPLOMATIE
- Le Pakistan refuse de négocier avec l'Afghanistan.
8. AFRIQUE
- ALGÉRIE : les pouvoirs du président Chadli sont renforcés.
9. ASIE
10. EUROPE
11. PROCHE-ORIENT
- POLITIQUE**
12. Après l'élection cantonale de Vico, Fontenay-Nord.
- SOCIÉTÉ**
13. ÉDUCATION : après un incendie dans les laboratoires de chimie, le centre universitaire Jussieu est fermé.
14. JUSTICE : M. Peyrefitte a organisé une visite au congrès des unions de jeunes avocats.
- RÉGIONS**
15. ALSACE : les sept députés R.P.R. voudraient que la région devienne une collectivité territoriale à part entière.
- INFORMATIONS SERVICES**
16. LA MAISON : membres de vacances.
- LOISIRS ET TOURISME**
17. PALACES À 5 HEURES DE L'APRÈS-MIDI : New-York ou fond d'une fosse.
18. LE PATRIMOINE AUX CHAMPS : « La rue du Tour du monde », point de vue de Roland Torgler.
19. À 25, LES NOUVEAUX PORTS DE LOISIRS
20. JEUX
- CULTURE**
21. AU FESTIVAL DE CANNES : le Chinois manquant, de Jean-Paul Fickel ; The Long Riders, de Walter Hill.
- ÉCONOMIE**
- 22-24. CONJONCTURE : les prévisions de l'INSEE pour les prochains mois.
- La crise, ou VII (III), par Gilbert Mottier.
- RADIO-TELEVISION (28)**
- Annouces classées (32) ; Carnet (28) ; Journal officiel (16) ; Loto (16) ; Méthéorologie (16) ; Mots croisés (28) ; Programmes spectacles (30-31) ; Bourso (37).

Le numéro du Monde daté 16 mai 1980 a été tiré à 445 497 exemplaires.

**CAPELOU**

EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ

**CAPELOU**

SPECIALISTE EN CROQUIS

Rapports pour leurs réalisations et dimensions PEU ENCOMBRANTES, se font en 1 ou 2 places (litte) : 0,55, 0,80, 1,00 et 1,20. Matériaux : bois, métal ou plastique. Style ou moderne. Grand choix en exposition.

37 Av. de la République - PARIS 11 - Métro : République - Paris 11 - Tél. 357.46.35

**CHEMISES**

à vos

**MESURES**

175 F

**JACQUES DEBRAY**

31, bd Malesherbes - ANJ. 15-41

A B C D E F G

## RÉUNIS EN CONGRÈS A VICHY

### Les notaires constatent et déplorent les atteintes légales portées au droit de propriété

Vichy. — Réunis en congrès à Vichy du 12 au 14 mai, quelque mille notaires (sur six mille trois cents que compte la profession) ont examiné les contraintes administratives et sociales qui pèsent sur la propriété foncière. Les rapports sur la propriété agricole, les immeubles et les terrains à bâtir et sur l'expropriation ont

été rassemblés dans un épais manuel d'explication des textes en vigueur. Praticiens du droit à l'écoute de leur clientèle de propriétaires, les notaires proposent, à partir de ce constat, des aménagements visant le plus souvent à sauvegarder ce qui reste du droit des propriétaires.

#### De notre envoyée spéciale

Rappelant que 55 % des Français sont propriétaires et que l'immobilier représente 80 % du patrimoine des particuliers, M. Guy Rousseau, notaire à Lyon et président du congrès, a déclaré que « l'homme est socialement attaché à la propriété » mais que cet « instinct naturel doit être tempéré par un idéal de justice ». Fort de ce principe, le législateur « ne doit pas être défilé. Déjà, la déclaration des droits de l'homme de 1789 ne donnait au droit de propriété un caractère « inviolable et sacré » que pour en déduire immédiatement : « Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique ». Prudent, le législateur l'a défini (art. 544 du code civil) comme « le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue... pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois et les règlements ». Fort de ce principe, le législateur ne peut pas être défilé. Déjà, la déclaration des droits de l'homme de 1789 ne donnait au droit de propriété un caractère « inviolable et sacré » que pour en déduire immédiatement : « Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique ».

représente une forte minorité (45 %), dont l'existence influe fortement sur les résultats d'ensemble. On constate ainsi que les deux tiers des personnes interrogées estiment que les droits du locataire sur le logement qu'il occupe, du fermier sur la terre qu'il cultive, et du commerçant sur sa boutique, sont égaux ou supérieurs à ceux du propriétaire des lieux. Ce sentiment coexiste avec le souhait de devenir propriétaire (70 % des réponses) et de consentir pour cela à des sacrifices (40 % seulement). Les raisons avancées sont d'abord le « besoin de sécurité » et la « volonté de transmettre un bien par héritage ». Le « goût de posséder » et le « désir de paraître » ne sont avoués que loin derrière le « besoin d'indépendance ». Cela dit, la moitié des Français (53 %) trouvent normal que le droit de propriété soit limité et, s'ils le placent avant le droit de vote et la liberté de la presse, ils tempèrent d'iniquité, le « droit au travail ».

MICHELLE CHAMPENOIS.

### La nouvelle convention sur les honoraires médicaux serait sur le point d'être signée

Les discussions relatives à la nouvelle convention sur les honoraires médicaux, menées depuis plusieurs semaines, entre la C.N.A.M. (Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés) et la F.M.F. (Fédération des médecins de France, organisation minoritaire) sont terminées. Le texte mis au point, après d'être signé par les représentants des médecins et ceux des caisses, sera soumis à leurs mandants.

La C.N.A.M. réunira son conseil d'administration le 23 mai. Le même jour, la F.M.F. tiendra son assemblée générale.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.E.N. s'apprêtent à marquer leur opposition à la nouvelle convention, opposition qui était l'un des thèmes de la journée du 13 mai pour la défense de la sécurité sociale.

L'idée d'une manifestation unitaire le 23 mai a déjà été avancée, le 14 mai, par une réunion nationale parisienne C.F.D.T. Les dirigeants des trois centrales se retrouvent lundi 19 mai pour en décider ainsi que du développement de leur action pour les autres revendications.

Pour l'essentiel, le projet établit deux secteurs d'honoraires. Le premier prévoit des tarifs négociés, avec droit au déassement de 25 % du tarif conventionnel. Les médecins fixent librement leurs honoraires. Dans les deux cas, l'assuré social est remboursé à 100 % du tarif conventionnel. Mais seuls les médecins qui respectent ce barème ont droit aux avantages sociaux (retraite) et fiscaux.

#### LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ADOPTE LE RAPPORT SUR LES RYTHMES SCOLAIRES

Le Conseil économique et social a adopté, mardi 14 mai, le rapport présenté par M. Emile Levy sur les rythmes scolaires par 117 voix pour, 13 voix contre et 20 abstentions.

Le texte propose, à la fin de la semaine de l'enseignement, une durée moyenne de quarante-cinq heures, une réduction de la durée hebdomadaire de la semaine, qui devrait, toutefois, rester établie sur le plus grand nombre possible de jours, et une augmentation du nombre de jours scolaires dans l'année, donc une réduction d'une semaine des vacances d'été.

La Cité fleurie vendue. — La Cité fleurie, 65, boulevard Arago, dans le treizième arrondissement, où logent une quinzaine de peintres et de sculpteurs, vient d'être vendue à une société privée par son propriétaire, un promoteur, la Sefima, qui a donc renoncé à rénover la cité pour son propre compte.

**TOUT LE TROUSSEAU DE L'HOMME**

**LATREILLE**

HABILLEUR

CHEMISIER • CHAPELIER

CHAUSSEUR

QUALITÉS IRREPROCHABLES

62 rue St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup>

PARKING RÉSERVÉ

CATALOGUE SUR DEMANDE

## Au Japon

### Le cabinet de M. Ohira est renversé par surprise

De notre correspondant

Tokyo. — Le cabinet Ohira a été mis en minorité ce vendredi 16 mai à la suite d'une motion de censure déposée par le parti socialiste. C'est la première fois en vingt-sept ans que se produit un tel coup de théâtre dans la vie politique japonaise.

En déposant sa motion de censure, le P.S. a critiqué le gouvernement Ohira sur trois points : son incapacité à régler les affaires de corruption qui ces derniers mois ont défrayé la chronique ; l'inflation et l'absence d'indépendance politique manifestée par le Japon dans l'affaire iranienne.

La mise en minorité du cabinet Ohira est une surprise totale. Ce vendredi encore le presse du soir tirait sur le rejet probable de la motion de censure du P.S. Le secrétaire général du P.L.D. déclarait pour sa part en début d'après-midi qu'il était convaincu que celle-ci ne serait pas adoptée. Les résultats surprenants de ce vote s'expliquent par l'absence dans l'hémicycle d'une bonne partie des opposants à M. Ohira au sein de son parti. La majorité dont dispose le P.L.D. étant faible, l'abstention d'une quarantaine de députés libéraux-démocrates a eu pour conséquence la mise en minorité du gouvernement.

Apparemment les factions hostiles à M. Ohira, sans voter la censure de son gouvernement, n'en ont pas moins choisi l'preuve de force en provoquant une crise politique pour contraindre le premier ministre à se

démittre. Déjà à la suite des élections générales d'octobre dernier les adversaires de M. Ohira avaient pendant de longues semaines bloqué la vie politique en retardant la formation du cabinet. C'est le divolement consommé désormais au sein de la majorité qui est le phénomène le plus significatif de cette motion de censure. Selon la Constitution, il y a deux possibilités : ou bien la dissolution du cabinet ou bien la dissolution de la Chambre. — Ph. P.

### LA LUTTE EST ENGAGÉE CONTRE LA POLLUTION EN MÉDITERRANÉE

Athènes. — Après deux jours de débats à Athènes, les représentants de quinze pays riverains de la Méditerranée ont approuvé, vendredi 16 mai, un traité destiné à réduire et à contrôler la pollution en Méditerranée, provenant des déchets industriels et des égouts. Le traité prévoit des normes strictes à imposer sur les polluants les plus dangereux comme le mercure, le plomb, les pesticides, l'huile de moteur usée, les bactéries des égouts, les détergents, etc.

### Les expérimentations nucléaires à Mururoa ne portent pas sur la mise au point d'une bombe à neutrons

indique le ministère de la défense

Les expériences de Mururoa, en Polynésie française, ne portent pas sur la mise au point d'une bombe nucléaire à rayonnements renforcés, plus couramment connue sous le nom de bombe à neutrons, a indiqué jeudi 15 mai le ministère de la défense dans un communiqué publié à Paris.

Annonce de janvier dernier, le ministre de la défense, M. Yves Bourges, avait précisé à un groupe de journalistes que, bien que le gouvernement français n'ait pas décidé de fabriquer la bombe à neutrons, il n'avait pas renoncé pour autant à la réaliser le cas échéant. Le ministre avait précisé qu'il s'agirait de quatre ans pour la rendre opérationnelle, temps d'études compris, si telle devait être la décision du gouvernement. De son côté le chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, a indiqué cette commission de la défense de l'Assemblée nationale que la bombe à neutrons pouvait correspondre aux besoins de la politique française de sécurité.

Dans les milieux scientifiques, on laisse volontiers entendre que la France se tient au courant du principe de la fusion nucléaire avec l'étude des effets neutroniques d'une explosion. Les phénomènes proprement physiques d'une telle expérimentation nucléaire sont analysés dans des laboratoires ; comme ils le sont, d'autre part, à préciser que, dès l'an prochain, les expérimentations nucléaires françaises faites à Mururoa, à 1250 kilomètres à l'est de Tahiti, seront à la fois off shore et sous-marines et effectuées au contre même du lagon dont l'atoll est

la partie visible d'un volcan englouti. Les nouvelles technologies mises au point par l'Institut français des recherches océaniques (I.F.O.) pour la recherche off shore d'hydrocarbures vont être appliquées à la conduite des tests. Dans les milieux informés français, on qualifie de « protestes » les commentaires faits dans la capitale fédérale américaine, rapportés par l'International Herald Tribune du mercredi 14 mai et selon lesquels l'atoll de Mururoa est « exploré comme un gruyère », endommagé par les explosions nucléaires expérimentales. On pourrait continuer, dit-on dans les mêmes milieux, à y faire autant de puits qu'il y a de jusques de la direction des opérations nucléaires souterraines dans l'Etat de Nevada aux États-Unis.

La Commission Européenne se serait opposée à la vente de 25 000 tonnes de bore à l'Union soviétique indiquée-t-on de bonne source à Bruxelles.

M. Roger Delpey a été tué par la Cour de sûreté de l'État. Arrêté le 10 mai par les enquêteurs de la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), M. Roger Delpey, cinquante-quatre ans, écrivain, a été incriminé, vendredi 16 mai, d'intelligence avec des agents d'inspiration étrangère de nature à nuire à la situation diplomatique de la France » par M. Jean-Claude Thénier, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'État (Le Monde du 15 mai). M. Delpey, qui entretenait des « rapports intimes » avec la Libye, a été écroué.

Après la manifestation du 14 mai. — Vingt personnes avaient été interpellées. Dix d'entre elles devaient comparaître devant la chambre des flagrants délits, vendredi 16 mai, dans l'après-midi. Deux mineurs de treize ans et demi et quinze ans et demi ont été remis à leurs parents. Trois autres personnes interpellées devaient être entendues par un juge d'instruction dans la soirée du même jour.

**DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT**

**PRIX EXCEPTIONNELS**

avec la garantie d'un maître tailleur

**COSTUMES**

**MESURE**

A partir de 998 F dans un choix de 3.000 draperies

Fabrication traditionnelle

**ROBES ET TAILLEURS SUR MESURE**

Prêt-à-porter Homme

Boutique Femme

**LEGRAND Tailleur**

27, rue de la République, PARIS (9<sup>e</sup>)

Tél. : 742-74-61

**UN CADEAU ORIGINAL**

une vraie rose éternisée par un bain d'or à 24 carats.

350 F - 430 F - 590 F selon la rose (longueur 27 cm environ)

**MP**

Joaillier-conseil

8, pl. de la Madeleine

86, rue de Rivoli

138, rue La Fayette

Tél. : 260.31.44 - GRATUIT CATALOGUE COULEUR

TRICENTENAIRE ANNÉE — N° 1000

## MONDE EN FICHE

### Coup de théâtre à Tokyo

N. M. Ohira, chef du parti libéral-démocrate, a été mis en minorité ce vendredi 16 mai à la suite d'une motion de censure déposée par le parti socialiste. C'est la première fois en vingt-sept ans que se produit un tel coup de théâtre dans la vie politique japonaise. En déposant sa motion de censure, le P.S. a critiqué le gouvernement Ohira sur trois points : son incapacité à régler les affaires de corruption qui ces derniers mois ont défrayé la chronique ; l'inflation et l'absence d'indépendance politique manifestée par le Japon dans l'affaire iranienne. La mise en minorité du cabinet Ohira est une surprise totale. Ce vendredi encore le presse du soir tirait sur le rejet probable de la motion de censure du P.S. Le secrétaire général du P.L.D. déclarait pour sa part en début d'après-midi qu'il était convaincu que celle-ci ne serait pas adoptée. Les résultats surprenants de ce vote s'expliquent par l'absence dans l'hémicycle d'une bonne partie des opposants à M. Ohira au sein de son parti. La majorité dont dispose le P.L.D. étant faible, l'abstention d'une quarantaine de députés libéraux-démocrates a eu pour conséquence la mise en minorité du gouvernement. Apparemment les factions hostiles à M. Ohira, sans voter la censure de son gouvernement, n'en ont pas moins choisi l'preuve de force en provoquant une crise politique pour contraindre le premier ministre à se

La Commission Européenne se serait opposée à la vente de 25 000 tonnes de bore à l'Union soviétique indiquée-t-on de bonne source à Bruxelles.

M. Roger Delpey a été tué par la Cour de sûreté de l'État. Arrêté le 10 mai par les enquêteurs de la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), M. Roger Delpey, cinquante-quatre ans, écrivain, a été incriminé, vendredi 16 mai, d'intelligence avec des agents d'inspiration étrangère de nature à nuire à la situation diplomatique de la France » par M. Jean-Claude Thénier, juge d'instruction à la Cour de sûreté de l'État (Le Monde du 15 mai). M. Delpey, qui entretenait des « rapports intimes » avec la Libye, a été écroué.

Après la manifestation du 14 mai. — Vingt personnes avaient été interpellées. Dix d'entre elles devaient comparaître devant la chambre des flagrants délits, vendredi 16 mai, dans l'après-midi. Deux mineurs de treize ans et demi et quinze ans et demi ont été remis à leurs parents. Trois autres personnes interpellées devaient être entendues par un juge d'instruction dans la soirée du même jour.

**DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT**

**PRIX EXCEPTIONNELS**

avec la garantie d'un maître tailleur

**COSTUMES**

**MESURE**

A partir de 998 F dans un choix de 3.000 draperies

Fabrication traditionnelle

**ROBES ET TAILLEURS SUR MESURE**

Prêt-à-porter Homme

Boutique Femme

**LEGRAND Tailleur**

27, rue de la République, PARIS (9<sup>e</sup>)

Tél. : 742-74-61

Sept pays riverains de la Méditerranée signent un accord pour lutter contre la pollution (Lire page 16.)

سلا في الحلال